

MICHEL de KERDOUR
Plus de 28 ans d'expérience

- Peintures et sculptures d'artistes canadiens et internationaux
- Expertise et évaluation
- Restauration tableaux et cadres

4, Place Québec 522-4341
À la porte du Hilton

LE SOLEIL

Present Expo-Habitat, kiosque 118

TOLBEC

1780, route de l'Aéroport, Ste-Foy
(418) 872-3738

SAMEDI 18 FÉVRIER 1989

QUEBEC 93E ANNEE NO 51
112 PAGES 7 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON A DOMICILE (7 JOURS) 3 005
MONTREAL LES DE LA MADELINE GASPÉ RIVIERE AU RENARD PERCE ABITIBI 1 425

1,25\$

LE QUEBEC

Parizeau réclame des garanties des provinces

Parizeau enjoint Bourassa d'arracher à ses homologues provinciaux l'engagement que la clause « nonobstant » ne sera pas abolie. **A-4**

LE MONDE

L'Iran hausse la prime mais baisse le ton

Malgré la hausse de la prime offerte pour l'exécution de l'écrivain Salman Rushdie, Téhéran a donné l'impression de vouloir désamorcer la crise. **A-12**

LE SPORT

Pascual Perez en cure de désintoxication

Le lanceur des Expos Pascual Perez séjourne actuellement dans un centre de désintoxication. Son sort dépend maintenant du commissaire du baseball. **S-2**

L'ECONOMIE

Le Québec veut \$1 milliard de l'industrie pharmaceutique

Le Québec veut obtenir \$1 milliard des \$3 milliards d'investissements promis par l'industrie pharmaceutique à la suite de l'adoption de la loi C-22 sur les brevets. **B-1**

LES ARTS

« Chapeau! » : plus qu'un conflit père-fils

Présenté au Trident, « Chapeau! » prend le contre-pied du conflit père-fils et montre qu'il n'est rien de plus important... que de ne rien prendre au sérieux. **D-1**

LES DOSSIERS

Le bilinguisme dans les Territoires du Nord-Ouest

Un spécialiste a visité 12 communautés des Territoires du Nord-Ouest; il constate que, là-bas, le bilinguisme, c'est l'anglais et... l'inuktituk. **A-19**

L'EDITORIAL

Des fonds à l'université

La mobilisation des élites économiques a obtenu en quelques mois ce que les profs d'universités n'ont pu gagner en une décennie: un appui politique. **B-6**

L'INDEX

Local et régional	A-3
Le Québec	A-4 et A-5
Le Canada	A-6 à A-8
Le Monde	A-12 à A-15

Annonces classées	F-8 à F-11
Arts	Cahier D
Bandes dessinées	S-15
Bonne chère	F-1 à F-4
Bridge	F-10
Carrières	D-13 à D-22
Décès	F-12 et F-13
Dossiers	A-19 à A-21
Économie	Cahier B
Éditorial	B-6
Feuilleton	F-10
Habitat	Cahier C
Horoscope	F-10
Mots croisés	F-11
Mot flèche	F-11
Mot mystère	F-10
Où aller à Québec	E-8
Patron	C-22
Tourisme	Cahier E

LA METEO

Généralement ensoleillé. Maximum: -12 à -14. Demain: ensoleillé en matinée. Ennuagement par la suite. **S-16**

Pour protester contre la loi 178

Ingersoll refuse d'investir au Québec

Craignant l'avènement d'une « république de bananes » ou d'une « dictature » au Québec, la multinationale américaine Ingersoll-Rand, dont le siège administratif au Canada est situé à Kirkland, dans l'ouest de l'île de Montréal, a décidé d'abandonner un projet manufacturier à Valleyfield et d'investir plutôt quelque \$30 millions pour créer 250 emplois à Downsview, en Ontario.

par JACQUES DUMAIS
LE SOLEIL

Il s'agit là de la première conséquence économique connue de la dernière loi linguistique du Québec. LE SOLEIL a obtenu

copie d'une missive en date du 3 janvier, rédigée en anglais par la compagnie, à l'adresse de la Société de développement industriel du Québec (SDI), à Montréal. Cette lettre a aussi été acheminée au premier ministre Robert Bourassa.

EXCLUSIF

Le président d'Ingersoll-Rand Canada Inc., M. W.L. Mallory, y écrit que par suite du recours du Québec à la clause « nonobstant », qui a permis à M. Bourassa de modifier la Charte de la langue française quant à l'affichage commercial, « nous ne pouvons avoir confiance dans le fait que la Province ne revoquera pas nos autres droits et libertés de base ». Tant et aussi longtemps qu'une telle

incertitude subsistera, « notre compagnie n'investira plus un sou » au Québec, ajoute-t-il.

Active chez nous depuis une centaine d'années, Ingersoll-Rand Canada a sa maison mère au New Jersey et se spécialise dans les machines et pièces pour les papeteries, les mineries, les industries de construction, etc. La firme qui emploie 175 personnes au Canada et 450 au Québec, selon son dernier rapport annuel, a déjà des tentacules à Bedford et à Sherbrooke. Jusqu'au 29 décembre dernier, elle devait mettre au point un produit à Valleyfield, où \$18 millions auraient été investis et une centaine d'emplois créés à court terme.

Joint par LE SOLEIL à ses bureaux de Kirkland, hier, M. Mallory, un homme d'affaires d'origine américaine, qui vit au Québec depuis 1966 et ne parle pas le français, a confié qu'il avait requis l'aide de la SDI et du gouvernement fédéral pour réaliser le projet de Valleyfield.

Suite A-2, Ingersoll...



C'est dans cet avion que les trois missionnaires de la congrégation des Frères de l'instruction chrétienne ont péri. Dans l'ordre habituel, on pourra reconnaître les frères Rémi Claveau, Robert Duchesneau et Lucien Baffaro.

Mort de trois religieux québécois au Zaïre

Le Canada ne fera pas enquête

Aucune enquête ne sera entreprise par le gouvernement canadien afin de faire la lumière sur l'écrasement d'un petit avion qui a coûté la vie à six personnes, dont trois missionnaires québécois, jeudi, au Zaïre.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Une porte-parole du ministère canadien des Affaires extérieures, Anne Frenette, a révélé hier qu'Ottawa sera cependant mis au courant des conclusions de l'investigation menée par les autorités locales.

Une équipe zairoise devait d'ailleurs se rendre sur les lieux de l'écrasement, hier, dans une région montagneuse à mi-chemin entre Goma et Bunia.

Parmi les victimes figurent trois missionnaires de la congrégation des Frères de l'instruction chrétienne, dont la maison mère de l'Est du Québec est située sur les rives du Saint-Laurent, à Saint-Romuald, depuis 1944.

Il s'agit du frère Lucien Baffaro, 46 ans, Supérieur provincial, originaire de Charlevoix, qui se rendait faire sa visite annuelle aux membres de la congrégation en poste au

Zaïre; du frère Rémi Claveau, 39 ans, de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui retournerait travailler dans ce pays africain après avoir terminé une session de ressourcement reli-

gieux de six mois, à Rome; et, finalement, du frère Robert Duchesneau, 65 ans, originaire de la région de Québec, qui retournerait oeuvrer dans son pays d'adoption après une absence de plusieurs mois due à une opération cardiaque.

L'accident a également coûté la vie au pilote-mécanicien, le

Suite A-2, Enquête...

L'inflation bondit à 4.3 %

OTTAWA (PC) — Une hausse générale des prix le mois dernier a porté le taux d'inflation à 4.3 %, le plus haut niveau depuis plus d'un an, a annoncé, hier, Statistique Canada.

L'augmentation des prix des aliments, des transports et du logement a fait grimper l'indice des prix à la consommation de 0.5 % en janvier par rapport au mois précédent, signale l'agence fédérale.

Le taux de 4.3 %, pour la période de 12 mois se terminant en janvier, est le plus élevé depuis octobre 1987. Il s'établissait à quatre % en décembre.

Les prix des aliments ont monté de 1.2 % durant le mois de janvier. Les coûts des transports ont augmenté d'un % et ceux du logement de 0.4 %.

Les consommateurs ont déboursé un peu plus pour se procurer des légumes frais, du poulet et de la dinde, des boissons gazeuses, des produits laitiers et des oeufs ainsi que de la viande marinée ou cuite. La vo-

Suite A-2, Inflation...



De bonnes raisons de se péter les bretelles !

Une série de 3

BAIE-COMEAU PROSPERE

1.

La situation économique est au beau fixe dans le patelin de Brian Mulroney. Notre correspondant Marc Saint-Pierre s'est rendu voir cette ville fondée il y a un demi-siècle.

BAIE-COMEAU — C'est l'un des leurs, Brian Mulroney, qui est premier ministre du Canada et de surcroît leur député. Leur économie est florissante et le taux de chômage bas. D'énormes investissements industriels se sont matérialisés depuis quelques années et de grands projets sont dans l'air. Leur ville est maintenant la première de la Côte-Nord. Les gens de Baie-Comeau ont vraiment beaucoup de raisons d'être satisfaits.

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

Pourtant, la population de la ville nord-côtère est à peu près au même niveau qu'il y a

une douzaine d'années. Entre 26,000 et 27,000 habitants.

Il s'agit d'une nouvelle ville en fait, parce qu'avant, il y en avait deux. Il y a six ou sept ans, l'Etat a fusionné Baie-Comeau et Hauterive sous le nom de Baie-Comeau.

Roger Thériault a été le premier maire de la nouvelle ville et il l'est toujours. Il ne veut pas entendre parler d'une baisse de population, si légère soit-elle, telle que l'indiquent même certaines statistiques. « Il est imprécis de parler de baisse. Nos recensements indiquent que, depuis quatre ans, c'est stable. Nous ne sommes pas loin de 27,000. Nos chiffres sont meilleurs que les statistiques officielles du ministère des Affaires municipales, en retard d'ailleurs », affirme-t-il.

Elle demeure néanmoins étonnante cette stabilité relative de la population dans une ville où les investissements se sont comptés par centaines de millions de dollars au cours des cinq dernières années.

Bien sûr, il y a des investissements, hydro-électriques par exemple, qui n'ont pas généré d'emploi ou très peu. Mais l'agrandissement de Rey-

Suite A-2, Baie-Comeau...

11 1/4% 18 mois, intérêts annuel et composé. Taux sujets à confirmation.

11% 1 an, intérêts annuel et composé.

11% 3 ans, intérêts annuel et composé.

Des taux d'intérêt des plus avantageux
Une gamme variée de véhicules de placement
Un service personnalisé
Consultations gratuites

COMPAREZ!

Renseignez-vous sur notre prêt-REER

REER!

ENRICHISSEZ VOTRE REER!

Successales
Sillery 1000 Avenue 201 500 • St-Foy
Pavé de la Côte 3000 Ave. Hochberg 500
700 • Québec, Pointe-à-la-Croix 100-4618
Lévis, Les Caplans, Châteauguay 100-4400

TRUST GENERAL

Suites de la première page

Baie-Comeau...

noids a amené 400 bons emplois de plus.

A Baie-Comeau, il est un phénomène commun à bien des localités nord-côtières qui explique dans une large mesure la stabilité du niveau de la population : dans le patelin de Brian Mulroney, on travaille, on n'y finit pas ses jours.

A leur retraite, ces pionniers, qui ont construit une ville là où n'y avait que du roc et des épinettes, se souviennent de leurs lieux d'origine et y retournent. La pyramide d'âge de la population de Baie-Comeau est éloquent quant au groupe des 60 ans et plus.

Ce mouvement de départ est si réel qu'il constitue une composante importante de l'activité du marché immobilier, note Marcel Imbeault, vice-président exécutif du franchiseur indépendant Trans-Action Service de courtage.

« Les pionniers tombent à leur retraite cette année. Il y a beaucoup de maisons à vendre. Suffisamment pour répondre à la demande », explique succinctement M. Imbeault.

Pierre Frenette, historien et professeur au Cégep de Baie-Comeau, a également observé ce retour aux sources des retraités : « Cette génération n'est pas native d'ici. Elle retourne auprès de la famille, des amis, des services, sur la Rive-Sud, Matane, Rimouski, et à Québec. »

« L'enracinement, c'est la deuxième, pas la première génération, qui la réalise », ajoute M. Frenette.

Dans une moindre mesure, des départs se manifestent aussi à un autre niveau de la pyramide. Phénomène bien nord-côtier aussi, des jeunes partent également. Il n'y a pas d'université dans la région, ils partent à l'extérieur poursuivre des études supérieures, y trouvent une bonne situation et ne reviennent pas.

D'autres jeunes gens ne trouvent pas d'emploi sur place et vont chercher fortune autre part.

Appartenance

Ces partants ont vraisemblablement la larme à l'oeil. Il y a en effet un sentiment d'appartenance très fort à Baie-Comeau.

Le plus bel exemple est celui de Brian Mulroney : le *p'tit gars de Baie-Comeau* est prophète dans son pays. Aux élections de 1988, ses vieux amis de Baie-Comeau ont travaillé d'arrache-pied pour lui obtenir la plus forte majorité de tout le Canada et ils y sont parvenus.

A Baie-Comeau, en effet, le vote a frisé l'unanimité en faveur de M. Mulroney. Dans le secteur « Marquette », « le vieux Baie-Comeau », patrie de M. Mulroney, neuf votes exprimés sur 10 sont allés au premier ministre : dans Mingan, l'ancien Hauterive, à peine moins.

Les gens de Baie-Comeau sont parfois moins unanimes. Ils se souviennent qu'un jour ils ont fait partie, les uns, de Baie-Comeau et, les autres, de Hauterive. Et que c'est une loi de Québec qui les a fusionnés, il y a maintenant sept ans.

Il y a par exemple à Baie-Comeau deux sociétés de développement, deux organisations de judo, deux ligues de hockey mineur.

« La meilleure compétition, c'est entre nous autres ! » jette Raymond Leblanc, président de la Ligue de hockey mineur de Baie-Comeau. Benevole comme tout le monde dans son organisation, M. Leblanc encadre 250 jeunes du vieux Baie-Comeau de catégories novices à mid-geet.

« Avant la fusion, on a eu jusqu'à \$32,000 dans une année. Cette année : \$14,000. Au lieu de garder une qualité de vie, on a dû la partager en deux ! La détérioration, elle est là », dit-il.

Et il critique sévèrement les choix administratifs de l'hôtel de ville : « Si on avait des moyens financiers, il y aurait peut-être moins besoin de policiers. »

Il y a beaucoup de gens dans Marquette qui ne peuvent voir en peinture les décisions de l'hôtel de ville.

Depuis la fusion, il y a eu deux élections municipales. Chaque fois, les conseillers municipaux de Mingan et de Marquette ont été élus chacun dans leur quartier avec de fortes majorités. Le maire, élu au suffrage universel, est passé en comparaison de justesse, chacun des secteurs votant massivement pour « son candidat ».

« Ça prendra une génération pour faire oublier la fusion », admet-on généralement à Baie-Comeau.

Demain : une économie en effervescence

Enquête...

frère Normand Berger, originaire des États-Unis, ainsi qu'à un couple de nationalité hollandaise dont l'identité demeure inconnue.

Intempéries

La consternation régnait, hier, à Saint-Romuald, dans la petite congrégation des Frères de l'Instruction chrétienne. Dimanche, une petite fête avait justement eu lieu pour souligner le départ vers l'Afrique des frères Baffaro et Duchesneau.

« C'est le coup le plus dur pour notre communauté, en 150 ans d'histoire, souligne le supérieur adjoint André Bellefeuille. La perte est d'autant plus dure qu'il s'agit de personnes relativement jeunes. »

Le frère Bellefeuille, de même que le frère Emilien Doucet, qui était allé reconduire deux des victimes, dimanche soir, à Mirabel, s'expliquent difficilement les causes de ce drame.

« On pense tout de suite aux intempéries. Peut-être un coup de vent ou un nuage de brume. C'est une région propice à ça, soutient le frère Bellefeuille. Ils avaient un pilote expérimenté, un avion pratiquement neuf. »

Selon les informations transmises hier du Zaïre par Avions Sans Frontières, l'organisme propriétaire de l'appareil, le Cessna a décollé de Goma à 9 h 37 locales (02 h 37 heure du Québec), en direction de Bunia, un vol d'une durée d'une heure cinquante minutes.

Sept minutes après le décollage, le pilote a communiqué avec les bases de Dungu et Goma pour donner sa position, son cap et son altitude. Ce fut la dernière communication radio.

Une heure plus tard, sans nouvelles de l'appareil, un pilote volontaire d'Avions Sans Frontières part à leur recherche, en compagnie de deux autres bénévoles de l'organisme. Après un premier survol infructueux, ils font la macabre découverte. L'appareil git, écrasé contre le flanc d'un volcan de la région de Goma. Une équipe de secouristes dépêchée sur les lieux devait constater plus tard l'absence de survivants.

Les autorités de la congrégation ont fait savoir que les trois missionnaires, dont ils ont loué les grandes qualités humaines, seront inhumés dans leur pays d'adoption. Un service funèbre sera néanmoins célébré en leur mémoire samedi prochain, 25 février, à 16 h, au jubilé Notre-Dame du Saint-Laurent, à Saint-Romuald. Une foule importante est attendue, d'autant plus que les disparus étaient originaires de familles nombreuses.

Un seul appareil

À l'organisme Avions Sans Frontières, le destin est également difficile à accepter. « Le frère Baffaro était membre du conseil d'administration d'Avions Sans Frontières, explique M. Jean-Claude Beaudoin, coordonnateur régional. Je perd un collaborateur très important. »

Ironie du sort, l'accident a impliqué le premier appareil qui avait permis à l'organisme de prendre son envol, il y a cinq ans. Ne reste plus maintenant qu'un seul Cessna pour faciliter les déplacements des médecins, coopérateurs et missionnaires, dans un Zaïre où les routes font cruellement défaut.

Actuellement en période de financement, Avions Sans Frontières devra maintenant déterminer si les activités zairoises se poursuivront avec un seul appareil. « Il va sans doute falloir travailler encore plus fort pour combler les manques », termine M. Beaudoin.

Ingersoll...

À la SDI, on se refuse à tout commentaire, la société d'Etat étant tenue à la confidentialité à propos des demandes d'aide lorsqu'un projet industriel avorte. Quant au directeur général de la Corporation de développement économique de Valleyfield, il n'a pas retourné nos appels téléphoniques.

Se disant apolitique et ne militant pas au sein du lobby anglophone Alliance Québec, M. Mallory avouait ne pas savoir que le siège canadien de sa multinationale avait pignon sur rue dans la circonscription de Nelligan, représentée à Québec par l'ex-ministre de l'Environnement, M. Clifford Lincoln. Rappelons que celui-ci a démissionné du cabinet Bourassa à cause de la loi 178, ne pouvant accepter en conscience lui non plus que ses droits fondamentaux inscrits dans deux chartes soient mis entre parenthèses par une clause dérogatoire.

M. Mallory argue que la question de l'affichage le préoccupe peu (« it's a non issue »). Mais si le gouvernement du Québec, précise-t-il, se permet aujourd'hui de porter atteinte aux droits fondamentaux des anglophones pour si peu, lui et sa maison-mère redoutent ce qui s'en suivra dans le cas d'enjeux beaucoup plus importants à leurs yeux.

« En 1976, après l'élection d'un gouvernement péquiste, nous nous sommes demandés si nous devions déménager ailleurs. Nous sommes restés au Québec et ce fut la bonne décision parce que nous pensons toujours que Montréal est la meilleure place pour un siège social qui planifie des projets d'investissements. Mais quand arrive une législation aussi contraire au jugement de la plus haute cour de justice du Canada, on se dit : Hey ! Avons-nous affaire à une république de bananes, à une dictature ? » soutient M. Mallory.

L'homme d'affaires ne brandit pas pour autant la menace d'évacuer Ingersoll-Rand Canada du Québec. Il adopte tout simplement une attitude de « wait and see » eu égard à l'expansion future de la compagnie dans la province.

Dans le Maclean's du 20 février, le confident torontois de l'establishment financier résume ainsi les états d'âme de l'élite anglophone de Montréal qui, jadis, gouvernait le Canada : la « bizarre » législation de M. Bourassa a fait d'elle « une espèce menacée ». Elle ne tient plus à l'expansion de ses entreprises au Québec. « L'exode fiscal » recommande comme avant le référendum de 1980. Elle déménage en Ontario ou dans d'autres provinces « où elle obtient une protection politique », écrit Newman.

LE SOLEIL lui ayant rapporté ces propos, M. Mallory n'a pas jugé bon d'ajouter d'autres commentaires...

Ryan...

n'en a pas l'intention, affirme encore M. Ryan.

Le président de l'Université, M. Claude Hamel, déclare toutefois que pour réduire le déficit, il est prêt à vendre un premier bloc de 700,000 actions, comme le lui permet la convention signée avec Biochem.

Enfin, les engagements quant au maintien des emplois et à l'expansion des activités de recherche et développement sont apparus insuffisants au ministre.

Réactions

Ce refus ne change rien à la décision de vendre IAF Exploitation, a souligné M. Ryan. Le Fonds demeure le principal interlocuteur, même si la compagnie torontoise Connaught est toujours sur les rangs.

Claude Ryan se dit aussi décidé à appuyer le développement de la biotechnologie au Québec, à partir des ressources que possède la province. « Cet actif (l'IAF) doit continuer à servir nos meilleurs intérêts », déclare-t-il.

Le président de la FTQ, M. Louis Laberge, tout en se réjouissant de cette profession de foi, est prêt à reprendre le travail dès lundi. « Si ce n'est qu'une question de liquidités, ce n'est pas ça qui nous manque ! »

Si l'offre du Fonds n'était pas plus généreuse à ce chapitre, c'est parce qu'il n'y avait « pas de raison de payer 25 cents quand on peut en payer cinq », a commenté le président...

M. Claude Blanchet a toutefois corrigé le tir en expliquant que l'intention du Fonds n'est pas de tout acheter, mais d'instaurer une formule de partenariat avec l'Institut.

Les deux parties doivent maintenant s'entendre sur un principe : les activités commerciales seront-elles vendues en bloc, ou séparément ?

« Si on veut développer une industrie biotechnologique, on n'est pas pour démanteler le peu qu'on possède », soutient M. Laberge.

L'Institut doit décider dans les prochains jours s'il vendra sa filiale Frappier Diagnostique à la compagnie Quelab, avec qui une entente a été signée, ou s'il considérera une nouvelle offre du Fonds et de Cascades à ce sujet.

Inflation...

laille et les boissons gazeuses ont enregistré une hausse de prix alors que prenaient fin les rabais de Noël.

Une augmentation marquée des prix des concombres et de la laitue a résulté en une hausse des prix de 7,3 % des légumes frais tandis que ceux des fruits frais et de certains produits à base de viande de bœuf et de porc fléchissaient légèrement.

La plus forte hausse des coûts des transports est survenue dans les transports publics, dont les prix ont augmenté en moyenne de 8,9 % et qui, selon Statistique Canada, ont été influencés par un bond de 16,8 % des tarifs aériens.

Les transports en commun ont également été de la partie, avec des hausses générales des tarifs d'autobus et de taxi. Par ailleurs, une hausse des primes d'assurance automobile et de l'essence a été compensée par une chute des prix des voitures.

Côté logement, des taux hypothécaires plus élevés accompagnés d'une progression modérée des prix des maisons neuves se sont traduits par une hausse des coûts pour les propriétaires. Et, pour les locataires, les augmentations sont venues dans leurs factures d'eau, d'électricité et de mazout. Les plus touchés ont été les résidents de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

Le tabac, l'alcool et l'habillement n'ont subi que des hausses marginales, tandis que les amusements et la lecture ont coûté moins cher à tout le monde.

L'indice des prix à la consommation est calculé à partir du coût de centaines de biens et services surveillés mensuellement par Statistique Canada. L'indice, basé sur les prix de 1981 avec 100 comme moyenne, s'est situé à 146,8 en janvier, en hausse par rapport à 146,1 au mois de novembre. Cela signifie que les mêmes biens et services qui valaient \$100 en 1981 revenaient à \$146,80 en novembre.

Voici une comparaison d'une année à l'autre des changements de prix en pourcentage dans les principales villes du pays en janvier avec le taux de décembre entre parenthèses.

● Québec	3.1 (3.2)	● Thunder Bay	4.8 (4.3)
● Montréal	3.8 (3.6)	● Winnipeg	5.0 (4.8)
● Saint-Jean, T.-N.	2.2 (2.0)	● Regina	3.3 (3.2)
● Charlottetown	3.2 (3.4)	● Saskatoon	2.9 (2.8)
● Halifax	4.1 (3.4)	● Edmonton	3.0 (2.1)
● Saint-Jean, N.-B.	3.5 (3.1)	● Calgary	1.1 (0.7)
● Ottawa	4.9 (4.5)	● Vancouver	3.6 (3.4)
● Toronto	6.2 (5.9)	● Victoria	3.1 (3.4)

En Bref

■ Ambulanciers : enquête du coroner

QUÉBEC — Le coroner Bernard Couillard tiendra une enquête préliminaire à la suite du décès d'un homme de 66 ans, retrouvé sans vie, jeudi matin, dans sa chambre de la rue des Alliés. L'enquête permettra de déterminer s'il y a eu négligence de la part des deux ambulanciers de la CTAQM (Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec métro-CSN) qui ont été appelés à son chevet durant la nuit. Selon la propriétaire de la chambre où demeurait le sexagénaire, les ambulanciers auraient refusé de le prendre en charge, lui conseillant simplement de prendre ses médicaments.

■ Tentative de meurtre

QUÉBEC — Un employé de la Société des postes devra se présenter en cour mardi afin d'y subir son enquête sous cautionnement, à la suite d'une tentative de meurtre survenue hier, au dépôt des facteurs, sur la rue Pointe-aux-Lièvres. Après une vive discussion, Raymond Morin, 52 ans, de Vanier, avait pointé un pistolet de signalisation de calibre .12 sur la tempe d'un cadre. C'est un superviseur qui, en donnant un coup sur le bras de l'homme dépressif, a fait dévier le coup. La fusée du projectile est allée se loger dans le plafond. L'homme devait être arrêté quelques minutes plus tard à son domicile de Vanier. Il restera détenu à l'infirmerie du centre de détention de Québec, à Charlesbourg, où un psychiatre devrait le rencontrer pour ensuite faire rapport au tribunal.

■ Il casse le bras d'un enfant

QUÉBEC — Jean-Robert Robinson, 31 ans, de la 24e Rue, à Limoilou, subira son enquête préliminaire mercredi, pour avoir brisé le bras d'un garçonnet de 3 ans, en début de soirée, jeudi. Mécanicien en chômage, Robinson s'était présenté ivre à son domicile et était alors entré dans une colère noire parce que sa compagne ne l'avait pas attendu pour souper. L'individu s'en serait alors pris à son enfant, puis à celle-ci. Le bambin aurait subi des contusions au visage et une brûlure à un doigt. Au retour de l'hôpital, où le diagnostic de fracture a été confirmé, les services ont repris de plus belle. Ce sont finalement les voisins qui ont alerté les policiers. Le juge Pierre Verdon a refusé hier une libération sous cautionnement à l'accusé.

■ Une amende pour avoir lancé de l'huile bouillante

QUÉBEC — Richard Gagnon, 29 ans, de Québec, a éclopé d'une amende de \$300, hier, pour avoir lancé de l'huile à frire bouillante sur des membres et des amis de sa famille, le 29 mai. Après une querelle, l'individu s'était dirigé dans la cuisine pour y faire bouillir le liquide qu'il devait par la suite lancer aux quatre personnes se trouvant dans le salon. Certaines d'entre elles ont souffert de brûlures au troisième degré.

■ Sursis de sentence pour un père dépressif

QUÉBEC — Un père dépressif de 27 ans, qui, le 18 juillet, avait plongé dans les eaux de la rivière Saint-Charles avec sa fille de 2 ans, a bénéficié, hier, au palais de justice de Québec, d'un sursis de sentence. André Lapointe avait reconnu sa culpabilité à une accusation de voies de faits graves pour avoir mis la vie de son enfant en danger. Vivant séparé de sa femme, il avait avoué préférer mourir avec son enfant plutôt que d'en perdre la garde. Ce sont des passants qui, alertés par les cris du père, avaient réussi à les sauver in extremis. La cour a cependant imposé à l'accusé une probation de trois ans au cours de laquelle il lui sera interdit de voir sa fille, sauf en présence d'un représentant de la protection de la jeunesse. Lapointe devra également se soumettre à une thérapie psychologique.

■ Incendie au motel Universel

SAINTE-FOY — Un ventilateur portatif défectueux serait à l'origine de l'incendie qui a causé des dommages évalués sommairement à \$25,000, vers 11 h 30, hier avant-midi, au motel Universel, sur le chemin Sainte-Foy, à Sainte-Foy. Les flammes ont pris naissance dans la chambre 138, qui était alors inoccupée. Tous les clients ont été évacués en cinq minutes et relégués temporairement dans d'autres auberges de la région. Répondant à une alerte générale, les pompiers de Sainte-Foy ont pris environ 30 minutes à maîtriser l'incendie. Les dommages sont surtout attribuables à la fumée. Le motel devrait être en mesure de rouvrir ses portes aujourd'hui.

■ Camion en flammes

SAINT-VALLIER — Un camion remorque de Postes Canada a pris feu, vers 7 h, hier matin, après avoir fait une embardée sur l'autoroute Jean-Lesage, à la hauteur de Saint-Vallier. Une quantité indéterminée de lettres et de colis, envoyée de Montréal à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, a été détruite. Le conducteur du camion a été légèrement brûlé à une jambe. Les pompiers de Saint-Vallier ont été appelés à combattre les flammes.

Erreurs sur la personne

Deux erreurs se sont glissées dans la première page de notre édition d'hier. Tout d'abord, l'homme qui venait de recevoir l'Ordre national du Québec des mains du premier ministre Robert Bourassa, n'était pas le réalisateur Frédéric Back, mais plutôt M. René Paré, qui est avocat. La ressemblance entre ces deux personnalités nous a joué un vilain tour. L'autre erreur sur la personne se trouvait dans le reportage sur les emplois d'été à la CUQ et à la Ville de Québec. Il y a bien une Josee Durand dans la liste du personnel de Québec, mais il ne s'agit nullement de la fille du conseiller Roland Durand. Nous prions les personnes concernées ainsi que tous nos lecteurs de nous excuser de ses erreurs bien involontaires, qui nous font encore rougir de honte.

LA QUOTIDIENNE

tirage du 17 février
7-0-0
9-0-9-7

INTER-PLUS

gagne \$250,000
gagnent \$2,500

gagnent \$250
gagnent \$25

gagnent \$10
numeros mobiles

gagnent \$2,500
gagnent \$250

gagnent \$25

gagnent \$25

PROVINCIAL

4284195 gagne

\$1,000,000

284195 gagnent \$10,000

84195 gagnent \$1,000

4195 gagnent \$100

195 gagnent \$25

95 gagnent \$10

MINI-LOTO

654774 gagnent \$50,000

54774 gagnent \$5,000

4774 gagnent \$250

774 gagnent \$25

74 gagnent \$5

65477 gagnent \$1,000

6547 gagnent \$100

654 gagnent \$10

La grève dans le transport scolaire se prolonge

Non seulement les quelque 60 chauffeurs des Autobus Tremblay et Paradis, de Sainte-Foy, ont rejeté hier en assemblée générale les offres patronales dans une proportion de 95 %, mais ils ont, après un long débat, approuvé un vote de grève illimitée, dans une proportion de 90 %.

Transportant quotidiennement plus de 2.400 élèves, les membres de ce syndicat des chauffeurs, affilié à la Fédération des employés des services publics (FEESP-CSN), ont ainsi mis fin à des mandats de grève limitée qui avaient été approuvés auparavant.

Toutefois, en dernière heure, le conseiller syndical Robert Lepine confirmait la tenue d'une nouvelle séance de conciliation pour demain, à midi et demi, aux bureaux du ministère du Travail, comme l'avait appris LE SOLEIL peu de temps auparavant, de la bouche du porte-parole patronal et directeur du personnel Claude Tremblay. Les pourparlers achoppent sur les salaires, les congés de maladie et quelques clauses normatives.

Rappelons que la convention collective de ces salariés est échue depuis le mois d'août dernier. Les chauffeurs de ces véhicules d'écoliers sont habituellement responsables du transport quotidien des élèves des commissions scolaires des Découvreurs, Chauveau, Chutes-de-la-Chaudière, Greater Québec et de la Commission des écoles catholiques de Québec ainsi que du Centre psycho-pédagogique.

Ce qui, selon le transporteur, représente environ 6.200 passages (et non passagers) par jour.

Rimouski: des chefs syndicaux défient une injonction

RIMOUSKI — Les dirigeants du Syndicat des employés manuels de la Ville de Rimouski, affiliés à la CSN, devront se présenter devant la cour supérieure, mardi, pour tenter de repousser la plainte d'outrage au tribunal que la partie patronale vient de déposer contre eux.

En dépit d'une injonction leur interdisant de manifester en public, ces derniers ont été surpris à faire du piquetage, ces derniers jours, devant l'hôtel de ville ainsi que devant les résidences du maire Philippe Michaud et du directeur général de la Ville, M. Claude Sirois.

La semaine dernière, l'ordonnance d'injonction a été contestée en cour supérieure, par voie de recours en rétractation de jugement, pour le motif que le juge Claude Jourdain l'aurait émise en privant le syndicat de son droit hors la présence des intimés. Le juge Hubert Walters a pris la cause en délibéré.

Les syndiqués ont entamé, hier, leur quatrième semaine de grève sans qu'il y ait eu reprise récente des négociations en présence du conciliateur désigné par le ministre du Travail, M. Roger Lecours.

Exclusivement déneigées lorsque les précipitations sont supérieures à neuf centimètres, plusieurs rues de la ville ont pris une allure d'antan, étant devenues de plus en plus étroites et, dans certains cas, difficilement carrossables. Un récent appel de la Ville au Conseil sur les services essentiels est resté sans effet, ce dernier ayant recommandé aux parties de s'entendre entre elles.



Reunis à l'intérieur du Studio-Stage Créons 89, des finissants en graphisme du Cégep de Sainte-Foy offrent leurs services aux entreprises ou organismes à but non lucratif, à but humanitaire ou à ressources restreintes.

Un studio-stage leur permet de parfaire leur apprentissage Des finissants en graphisme à la recherche de clients

Les 16 finissants et finissantes en graphisme du Cégep de Sainte-Foy sont à la recherche de clients afin de parfaire leur apprentissage professionnel pour répondre aux exigences du milieu de la communication.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

Reunis à l'intérieur du Studio-Stage Créons 89, ces élèves offrent leurs services aux entreprises ou organismes à but non lucratif, à but humanitaire ou à ressources restreintes.

Ils ont la capacité d'offrir des services professionnels de conception, de réalisation et de production d'images de marques, de dépliants, d'affiches et de brochures à des prix vraiment compétitifs puisqu'ils ne demandent que \$5 de l'heure...

Tout le monde aura compris que ces élèves ne veulent pas faire concurrence aux firmes existantes, puisque Studio-Stage Créons est elle-même une entreprise à but non lucratif

mise sur pied chaque année par les finissants, finissantes et professeurs du secteur graphisme. C'est une aide réciproque que peuvent se rendre élèves et organismes.

Les gains réalisés ne vont pas aux élèves, mais sont versés pour l'achat de matériel.

Intégré aux cours réguliers, le studio-stage profite de la constante expertise de professionnels et à l'approbation de la Société des graphistes du Québec. Il vient même de remporter quatre prix, dans la catégorie « Travaux étudiants », lors d'un concours organisé par la revue Studio Magazine à la grandeur de l'Amérique du Nord. Il s'agissait de travaux réalisés dans le cadre de contrats pour des clients.

L'expérience en est à sa septième année, mais elle est en quelque sorte nouvelle à chaque fois, puisque les élèves changent à chaque année et qu'il faut constamment trouver de nouveaux clients.

Idealement, chaque élève devrait pouvoir traiter cinq dossiers durant son stage qui dure de janvier à mai. Cette année, les clients ont répondu à l'appel, mais en moins grand nombre, de telle sorte qu'il reste encore de la place pour des clients éventuels.

Si vous êtes propriétaire d'une jeune entreprise ou membre d'un organisme à but non lucratif et que vous avez à faire effectuer des travaux de graphisme, Studio-Stage Créons 89 est une bonne façon d'aider ces élèves à vous rendre service.

Pour joindre le service à la clientèle, du mercredi au vendredi, il faut téléphoner au 659-6600 (poste 3709). Studio-Stage Créons 89 est situé au Cégep de Sainte-Foy, local H-203.

Les boues de fosses septiques serviront à la fabrication d'engrais

PONT-ROUGE — Un conflit entre des citoyens et la municipalité de Sainte-Jeanne de Pont-Rouge, d'une part, et une entreprise de vidange des boues de fosses septiques pourrait conduire à la réalisation d'un véritable système de récupération et de traitement de ces résidus pour toute la région de Portneuf.

par DOMINIC HARDY
collaborateur spécial

Tout a commencé il y a environ quatre mois. Craignant la contamination de leurs puits, les citoyens du parc de la colline de Sainte-Jeanne de Pont-Rouge ont porté plainte auprès de la municipalité concernant la firme Gestion sanitaire Portneuf. Cette entreprise exploite depuis neuf ans un dépôt de déversement de boues de fosses septiques situé pas très loin d'une zone résidentielle. Près de deux millions de gallons y sont versés annuellement, soit environ 70 % du contenu des fosses septiques de la région de Portneuf. Répondant à la requête des citoyens, le conseil municipal a alors enjoint la compagnie à cesser immédiatement l'épandage.

Par la suite, les responsables de l'entreprise ont rencontré les autorités municipales en offrant de trouver une solution au problème. La municipalité a alors accepté de prolonger les délais jusqu'au 30 avril.

Solution
Les recherches allaient conduire les responsables de l'entreprise à entrer en contact avec la firme Serrener. Celle-ci est en mesure de mettre en oeuvre un véritable système de récupération permettant de transformer le contenu des fosses septiques en compost, a raconté le principal actionnaire de Gestion sanitaire Portneuf, M. Gaëtan Pelletier. La technique de récupération consiste à assécher les boues de fosses septiques par un système de décantation. On ajoute alors à la matière solidifiée

des résidus de ciment. Les réactions chimiques ainsi produites transforment les boues septiques en engrais, une méthode qui a fait ses preuves dans la région de Granby.

Selon M. Pelletier, Serrener envisage de greffer son système de récupération à la cimenterie de Ciment Québec à Saint-Basile de Portneuf. Il s'agit d'un investissement d'environ \$120.000. Le système pourrait entrer en service vers le mois de juin.

Cette méthode de récupération ne permettrait cependant pas de produire du compost d'une façon rentable. Aussi le financement des activités de récupération doit en partie compter sur des fonds publics.

Comme il s'agit d'un problème d'envergure régionale, les représentants de Serrener viendront présenter leur projet à la MRC de Portneuf. Ils solliciteront probablement son appui, dans un mois, lors du prochain conseil des représentants de la MRC.

Un toxicologue atterré de ce qu'il a constaté à St-François d'Assise

Le syndrome de l'hôpital de Saint-François d'Assise dont souffrent plusieurs employés de l'établissement, peut causer des lésions irréversibles au cerveau et s'attaquer au système cardiovasculaire.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Cette étonnante révélation a été faite, hier, devant le bureau de révision paritaire de la Commission de la santé et de la sécurité au travail par un spécialiste en toxicologie environnementale, M. Williams Croft, du Wisconsin.

« C'est incroyable ce que j'ai vu à Saint-François d'Assise », a déclaré, au cours d'une entrevue avec LE SOLEIL, ce spécialiste qui oeuvre au niveau de l'entreprise privée. « Le degré de contamination par des moisissures toxiques est tel que je suis étonné qu'il n'y a pas plus de personnes qui manifestent des symptômes. » Il souligne avoir vu un cas semblable dans un établissement de Chicago.

Si les autorités de l'hôpital ont laissé M. Croft faire le tour de l'établissement, elles lui ont cependant refusé la permission de prélever des échantillons pour analyse. M. Croft s'est dit particulièrement étonné du nombre de pannes (réservoirs de métal) qui servent à recueillir l'eau qui s'infiltre par les murs. Cette eau stagnante, dit-il, est la source de la présence de nombreux microbes dans l'air ambiant.

Il faut tout nettoyer

Interrogé sur les moyens à prendre pour décontaminer l'établissement, M. Croft a soutenu qu'il fallait ouvrir les murs et les plafonds par où s'infiltre l'eau et s'aérer, en reconstruisant, que

l'on a bien éliminé toutes les sources de pollution.

D'ailleurs, dans un avis récent, la Commission de la santé et de la sécurité au travail invite Saint-François d'Assise à un grand nettoyage. Cet avis est cependant contesté par la direction.

Rappelons qu'un rapport de l'Institut de recherche en santé et sécurité du travail fait ressortir la présence de deux types de champignons, le stachybotris atra et le trichoderma veride, qui, en laboratoire, ont produit des toxines potentiellement dangereuses pour la santé.

M. Croft a souligné que ces toxines, qui sont encore plus dangereuses pour les nouveaux-nés, peuvent s'attaquer notamment au système immunitaire et nerveux. Il soutient que ces toxines sont tout aussi dangereuses pour les patients que pour les employés de l'hôpital, tout dépend évidemment de la durée de l'exposition.

Il ne comprend pas que les autorités de l'hôpital restent calmes devant pareille situation qui met en cause la santé des employés et des patients. A son avis, si l'on n'intervient pas rapidement, la situation va se détériorer.

Il conclut en disant que si les premiers symptômes de ces toxines s'expriment par des maux de tête, de la fièvre, de la fatigue, elles peuvent avoir des conséquences beaucoup plus graves, comme la destruction de cellules, l'apparition de tumeurs au cerveau et être aussi la cause de cancer du sang.

Développement régional à Rimouski Monique Vézina dénonce les pressions du milieu

RIMOUSKI — La députée de Rimouski-Témiscouata et ministre d'État à l'Emploi, à l'Immigration et au Troisième Âge n'a pas du tout prisé que le dernier Sommet socio-économique régional interpelle de façon plus ou moins cavalière le gouvernement fédéral et lui dévolue des obligations financières qui ne sont pas les siennes.

Ainsi, dans le cas du projet de la salle de spectacle de Rimouski ou les ministres québécois Lise Bacon et Marc-Yvan Côté ont fait savoir que la contribution d'Ottawa serait d'environ \$3.5 millions, Mme Vézina a déclaré que la culture est du ressort provincial et que Québec peut investir jusqu'à 80 % du coût, à même ses crédits courants.

« Je ne vois vraiment pas en vertu de quel programme le fédéral pourrait intervenir dans ce domaine », a-t-elle dit.

« L'aide fédérale doit être complémentaire et non déterminante », a déclaré Mme Vézina en renvoyant les promoteurs du projet retaire leurs devoirs.

Interpellation cavalière d'Ottawa

Mme Vézina a déploré que le Sommet socio-économique — un événement où Ottawa n'a pas été invité à participer comme intervenant à part entière — ait cavalièrement interpellé le fédéral et fait financièrement engagé dans une cinquantaine de projets dont plusieurs sont exclusivement du ressort des municipalités et du Québec.

Elle prenait la parole, ces derniers jours, devant la Chambre de commerce de Rimouski. Ses propos signifient, à toutes fins utiles, que la province devra déboursier davantage et que la ville devra garder ailleurs pour trouver les \$10 millions nécessaires à la réalisation de l'ultime rêve du maire Philippe Michaud, la salle de spectacle.

Dans le cas du centre des congrès où il fallait mettre en place une structure d'accueil touristique, la situation était différente. Ottawa a été heureux de s'engager financièrement dans « un pro-

jet fait sur mesure ».

Au sujet du projet de développer un parc industriel à Rimouski-Est, au coût d'environ \$5 millions, Mme Vézina croit nécessaire de préciser que dans le cadre de l'entente Ottawa-Québec il y a un processus à suivre et que ce processus devra être suivi.

« C'est de bonne guerre de tenter de passer la facture à l'autre gouvernement, mais ces joutes sont quelque peu désagréables et inutiles. Notre volonté de développer la région est bien connue et ces pressions sont parfaitement superflues. En ce sens, l'entente nous protège de certains excès », a-t-elle déclaré.

Les priorités

Les dossiers de l'aéroport de Rimouski-Rimouski-Est, de l'autoroute 20, du port de Rimouski-Rimouski-Est sont les trois priorités majeures du fédéral en matière de développement régional, a dit Mme Vézina.

Avec la création d'une société sans but lucratif pour gérer l'aéroport, préparer un plan directeur et un plan de marketing, le premier dossier devrait prochainement débloquer.

Le prolongement de l'autoroute 20 de Cacouna à Bic mérite l'appui d'Ottawa qui entend respecter l'ordre des priorités établies par le Québec.

Au sujet du port de Rimouski-Rimouski-Est, il y a lieu de s'interroger sur sa vocation avant de déterminer s'il doit être réparé ou pas. Mme Vézina propose donc la tenue d'une assise sur son développement, engageant tous les intéressés (gouvernements, municipalités, etc.), la cogestion du port par un organisme local avec l'embauche d'un commissaire, la mise en place d'un programme de promotion dynamique.



FOURNIER

Chevrolet Oldsmobile inc.

Boul. de la Capitale-Sortie Pierre-Bertrand - 687-5170



VIENS CHEZ NOUS. ÇA ROULE.

Concernant les clauses « nonobstant » et de « société distincte » Parizeau prie Bourassa d'obtenir des garanties de la part des provinces

Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau a enjoint le premier ministre Bourassa d'arracher à ses homologues provinciaux l'engagement que la clause « nonobstant » ne sera pas abolie en échange de leur adhésion à l'accord de Lac-Meech et que la « société distincte » ne sera pas subordonnée à la Charte canadienne des droits.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

« Les premiers ministres se rencontrent le 27 février. Le premier ministre du Québec ne doit pas farfouiller avec ces questions (...) Le fond de la question est là, M. Bourassa ne doit pas céder là-dessus », a-t-il déclaré, en conférence de presse, hier.

À l'approche des élections, qu'il n'exclut pas pour le printemps, M. Parizeau constate sans déplaisir que M. Bourassa est de plus en plus coincé par le derapage des négociations constitutionnelles.

Selon lui, « on se rendra compte que dans des tas de dossiers dont on discute à l'heure actuelle (par exemple l'agence spatiale), le Québec n'a pas été chercher les OUI que le gouvernement conservateur lui devait », parce que M. Bourassa était obéi par son accord constitutionnel, qui risque maintenant de lui échapper.

« Du point de vue de M. Bourassa, imaginez que cela ne passe pas! Il se retrouve devant quoi? Il ne peut tout de même pas commencer à négocier en bas! », a-t-il lancé.

« Il pourrait devenir chef du Parti québécois et faire l'indépendance! », a suggéré un journaliste. « Si cela lui plaisait, je ferais volontiers une convention entre lui et moi », a-t-il répondu en riant.

« Si cela lui plaisait, je ferais volontiers une convention entre lui et moi », a-t-il répondu en riant.

Bilan préélectoral

Avant de quitter le Québec pour une semaine de vacances, le chef du PQ avait convoqué la presse pour livrer un bilan-fléuve de la gestion du gouvernement libéral depuis trois ans. Sa conclusion: « Parce que M. Bourassa a refusé si longtemps de gouverner, sa gestion est en train de craquer ».

M. Parizeau a cherché à minimiser la performance de M. Bourassa au chapitre de la création. Les 80.000 nouveaux emplois par année correspondent en gros à ce que le gouvernement péquiste avait fait en 1984 et 1985. a-t-il souligné. Sauf qu'à l'époque, la

création d'emplois était supérieure ou équivalente à la proportion de la population canadienne concentrée au Québec, alors que c'est maintenant l'inverse.

Tout y est passé: l'inertie du gouvernement qui regarde sans rien faire les subventions fédérales à la recherche et au développement filer vers l'Ontario, le « piteux » voyage de M. Bourassa en Europe, la vente d'intérêts québécois à l'étranger, le « fouillis linguistique », l'excès de centralisation qui paralyse la gestion des hôpitaux, etc. Autant d'accusations qui reviendront sans doute durant la prochaine campagne électorale.

Inversement, M. Parizeau a cherché à dédramatiser le problème démographique, un des thèmes sur lequel M. Bourassa axera vraisemblablement sa propre campagne.

« Je crois qu'à l'heure actuelle, on est en train de développer, sciemment ou non, des réactions presque hystériques autour de ça, dit-il. Ça amène à parler beaucoup, à présenter des images frappantes, mais ça finit par gêner l'action ».

Soulignant que tous les pays d'Europe occidentale ont un taux de natalité inférieur au seuil de reproduction, le chef du PQ en

conclut que « théoriquement, tous les pays occidentaux sont menacés par la disparition des Tremblays ».

Préparatifs

M. Parizeau refuse de spéculer sur la date des élections, mais il est clair que les préparatifs s'accroissent au PQ, dans l'éventualité où M. Bourassa les déclencherait dès le printemps.

« J'ai insisté depuis très longtemps déjà, en fait depuis mars dernier, pour que nous soyions prêts dès le printemps (...) Vous seriez surpris de voir le degré d'avancement, a-t-il dit. Sur le plan financier, je n'ai pas le score final de la campagne de financement, puisqu'elle vient tout juste de commencer, mais cela roule très bien ».

Outre les actuels députés, dont les organisateurs péquistes estiment que la grande majorité se représentera, M. Parizeau a indiqué que son équipe de candidats sera composée d'anciens élus battus en 1985 (des Lazure, Landry, Baril, etc.), mais aussi d'un groupe « substantiel » de nouvelles figures.

Lui-même sera candidat dans l'Assomption, mais il n'exclut pas la possibilité de se présenter dans une élection partielle si jamais les élections générales étaient reportées à 1990.

Le procès de Marotte de nouveau reporté

MONTRÉAL (PC) — Le procès du jeune étudiant en sciences politiques Hans Marotte a été une nouvelle fois reporté, hier, en raison d'un incendie qui a complètement détruit la semaine dernière la maison mobile de son avocat Robert Lemieux de Sept-Îles.

Le juge Jean Falardeau, de la cour du Québec, a accepté de remettre au 10 avril le procès de Marotte pour complot et meurtre (des graffiti sur des commerces utilisant uniquement l'anglais comme langue d'affichage).

L'incendie, qui s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi, a détruit la totalité des effets personnels de Me Lemieux, dont sa toge, ainsi que tous ses dossiers professionnels.

« Je me suis retrouvé dans le banc de neige, nu comme un vers », a expliqué au juge Falardeau l'avocat Lemieux tout en exhibant quelques brûlures légères aux mains.

Quand le procès s'instruira, Me Lemieux a indiqué qu'il avait l'intention de demander le rejet des accusations et, si cela lui était refusé, un procès devant jury.

À Sept-Îles, le porte-parole du service des incendies, Gerald Senechal, a indiqué que l'alerte avait été donnée par Me Lemieux qui s'est rendu téléphoner chez un voisin après avoir été réveillé par la fume.

M. Senechal est d'avis que le feu s'est déclaré dans la salle



Me Robert LEMIEUX.

de toilette où le chauffage était assuré par un radiateur électrique.

La maison mobile de Me Lemieux était située à une dizaine de kilomètres de Sept-Îles, a-t-il dit.

* AVIS PUBLIC *

Importante liquidation de timbres et monnaies
PAR ENCAN PUBLIC
LE DIMANCHE 19 FÉVRIER 1989 À MIDI
(Inspection à 11 h) Plus de 250 lots

Plusieurs collections de monnaies, de nombreuses pièces d'or, collections de timbres de plusieurs pays du monde, timbres canadiens en lots, en feuilles et à l'unité, lingots d'argent et médailles Franklin Mint.

TOUT DOIT ÊTRE VENDU

Catalogue, entrée gratuite — Visa, M.C., AMX acceptés

À L'HÔTEL DES GOUVERNEURS

3030, boul. Laurier, Sainte-Foy

dirigé par Serge Laramee

ENCANS TRANS-QUÉBEC Rens.: 1 (514) 449-1888

LES CAMPS D'ÉTÉ ONTARIENS

Venez rencontrer les directeurs de ces camps d'été:

- CAMP KANDALORE
- CAMP LAKEFIELD
- CAMP WANAPITEI
- CAMP ONONDAGA
- CAMP "CANADIAN ADVENTURE"

Une merveilleuse façon pour les enfants d'apprendre l'anglais dans un environnement agréable et amusant.

Idéal pour les enfants âgés de 6 ans et plus. Amenez-les à la rencontre et n'hésitez pas à nous poser des questions!

Le dimanche 19 février
de 14 h à 18 h

Hôtel des Gouverneurs
Salle Frontenac
3030, rue Laurier, Sainte-Foy

la Relâche chez OBERSON

BOTTES ADULTES

• MUNARI, MK1 79\$

• NORDICA, 520

Bottes « INTERMÉDIAIRE AVANCÉE »

CABER, Norham 139\$

KOFLACK, 211, 411 199\$

OBERSON
Le leader du ski
110, rue Bouvier
angle Pierre-Bertrand
et autoroute de la Capitale
623-8368

PLACE LÉBOURGNEUF

LE PREMIER CENTRE DESIGN À QUÉBEC
PRÉSENTE DU 15 AU 25 FÉVRIER

LE SALON DES VÉHICULES RÉCRÉATIFS



AVIONS, ULTRA-LÉGERS • DELTA-PLANE • BÂTEAUX À MOTEUR • VOILIERS • CATAMARAN • CANOTS
• KAYAKS • SCOOTERS NAUTIQUES • DESCENTE DE RIVIÈRES • ROULOTTES MOTORISÉES
• VÉHICULES 4x4 • MOTOCYCLETTES • VÉHICULES TOUT TERRAIN

À GAGNER

TIRAGE LE 25 FÉVRIER 89
RÈGLEMENTS SUR PLACE

- 1er PRIX: KAYAK
- 2e PRIX: FRIGO DE VOYAGE
- 3e PRIX: PORTE-BAGAGES
- 4e PRIX: BICYCLETTE 10 VITESSES
- 5e PRIX: UNE FIN DE SEMAINE DE RAFTING POUR 2

UNE VALEUR DE
\$1 608

COLLABORATION
• La Chouette escapade
• Centre de véhicules du boulevard
• Capitale Nissan
• Nouveau Monde
• S.M Sport

Place
Lebourgneuf
se distingue...

PLACE LÉBOURGNEUF, 5500, BOUL. DES GRADINS, QUÉBEC, 628-8602
INTERSECTION AUTOROUTE LAURENTIEN ET AUTOROUTE DE LA CAPITALE

C.E.C.Q.

La Commission
des écoles catholiques
de Québec

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC

20 écoles primaires
et 13 écoles secondaires
offrant tous les services éducatifs

POUR FRÉQUENTER L'UNE DE CES ÉCOLES EN 1989-1990,
INSCRIPTION OBLIGATOIRE DES ÉLÈVES
AVANT LE 1ER MARS 1989

Les enfants qui fréquenteront la maternelle ou une classe de niveau primaire ou de niveau secondaire dans une école de la Commission des écoles catholiques de Québec en 1989-1990 doivent être inscrits sur une formule préparée à cet effet.

La formule d'inscription préparée par les services éducatifs peut être obtenue de différentes façons:

- si l'enfant fréquente déjà une école de la Commission, cette formule lui sera remise pour être complétée par ses parents et retournée à l'école;
- si l'enfant ne fréquente pas actuellement l'école, la formule pourra être remise, le cas échéant, à un autre enfant de la famille qui fréquente un des établissements de la C.E.C.Q.;
- si les parents ne reçoivent pas la formule d'inscription de la façon décrite plus haut, ils doivent se présenter à l'école que fréquentera leur enfant l'an prochain, pour l'obtenir.

DANS TOUTES LES ÉCOLES DE LA C.E.C.Q.
L'INSCRIPTION AURA LIEU DU
13 AU 24 FÉVRIER INCLUSIVEMENT

Pour tout autre renseignement, on peut téléphoner aux numéros suivants: 682-2020 (maternelle et primaire) et 682-2025 (secondaire).

N.B.: Le régime pédagogique prévoit que pour être accepté à la maternelle, l'enfant doit avoir 5 ans avant le 1er octobre 1989 et pour être accepté en 1re année, 6 ans avant le 1er octobre 1989. Toute demande de dérogation, au régime pédagogique devrait être présentée lors de l'inscription.

Même avec un faible revenu

Les familles devront aider un enfant jusqu'à l'âge de 30 ans

Les familles à faible revenu, vivant à peine au-dessus du seuil de la pauvreté, devront subvenir en partie aux besoins de leurs enfants adultes ne vivant pas avec elles.

par BERNARD RACINE
de la Presse canadienne

C'est ce que prévoit le nouveau règlement sur la sécurité du re-

venu qui fera, à partir de mardi, l'objet d'une consultation de deux jours par une commission parlementaire.

Par exemple, un parent qui a un revenu brut de seulement

\$14,000 devra contribuer \$184 par mois au soutien d'un enfant adulte de moins de 30 ans. Une famille biparentale avec un enfant à charge devra commencer à contribuer au soutien d'un enfant adulte, qu'il réside ou non avec la famille, aussitôt que le revenu familial atteindra \$12,300.

Pour établir le revenu familial, toutes les allocations sociales seront comptabilisées: allocations familiales, allocation pour jeunes enfants, allocations à la naissance, programme de soutien financier, allocations de la CSST, supplément de vieillesse, allocations de l'assurance-automobile, crédit d'impôt foncier et montants versés par la SHQ.

On prévoit que le règlement sera vivement contesté étant don-

né qu'il va déterminer les conditions de vie quotidiennes de plusieurs centaines de milliers de citoyens, adultes et enfants, démunis et qu'il comporte, à côté de quelques améliorations, des omissions et des reculs importants.

En attendant, le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu André Bourbeau, responsable de l'application de ce règlement, qui compte 124 articles et quatre annexes, n'en a pas expliqué une seule fois les grandes lignes.

Le ministre a annoncé jeudi soir l'annulation de la séance d'information qu'il avait promis de tenir mardi matin, une heure avant le début de la consultation sur le projet de règlement. « Contrainte d'horaire », a déclaré son attachée

de presse, qui a expliqué que M. Bourbeau arrivera trop tard à Québec, mardi matin, pour avoir le temps de donner un briefing avant l'ouverture, à 10h, des séances de la commission parlementaire.

En janvier, M. Bourbeau avait tenté de tenir cette consultation moins d'une semaine après la publication du projet de règlement dans la Gazette officielle de Québec, sans égard à la loi qui prévoit qu'il doit s'écouler 45 jours entre la publication d'un projet dans la Gazette et la tenue d'une consultation.

Le délai a pour but de permettre aux citoyens et aux groupes intéressés de prendre connaissance du projet et de préparer leur

déposition devant la commission parlementaire. Le parrain du projet en profite aussi ordinairement pour expliquer le règlement.

Pour le moment, on ne connaît que le point de vue de l'Opposition. Lors de la conférence de presse qu'elle a donnée sur le sujet, jeudi, Mme Louise Harel, députée de Maisonneuve et porte-parole de l'Opposition en matière d'aide sociale, a déclaré qu'elle avait l'impression de faire le travail du ministre.

On veut plus de garderies qui soient à but non lucratif

MONTREAL (PC) — La CEQ, la CSN et le Regroupement de garderies du Montréal métropolitain réclament du gouvernement du Québec qu'il cesse d'accorder des permis aux garderies privées et qu'il les incite plutôt à se transformer en garderies à but non lucratif.

Ces organismes estiment que la garderie privée a comme objectif la réalisation de profits ce qui la force à réduire la qualité des conditions de travail et de services, à augmenter le ratio enfants-éducateur, à présenter des « menus douteux ».

Pour preuve, ils ont relevé du service de l'inspection de l'Office des services de garde à l'enfance que 73,2 % des plaintes reçues par l'Office, entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 1987 et qui se sont avérées fondées, provenaient de 21 garderies privées.

la Relâche chez OBERSON
SKIS POUR ADULTES « INTERMÉDIAIRE »
DYNASTAR, 550 (De 160 à 200 cm)
69\$
OBERSON
Le leader du Ski
710, rue Bouvier
angle Paré-Bertrand
et autoroute de la Capitale
623-8368

COURS
CARDIO - SECOURS
But: Apprendre à intervenir en situation d'urgence cardio-respiratoire.
Durée: 4 heures
Coût: 42\$
Une carte reconnue par la Fondation du Québec des maladies du cœur vous sera remise. Pour de plus amples informations, contactez Mme Bernice Gauthier
Placement de personnel
Marie-Andrée Latour
Division Service de santé
250, Grande-Allée Ouest, bureau 002
Québec (Québec) G1R 2H4 (418) 529-4194

NOUVELLE ADRESSE
LA CLINIQUE TARDIF ENR.
400, boul. Jean-Lesage, bureau 100
Tél.: 529-9721
DR BERNARD BERTHIAUME
DR JEAN DESLANDES
DR MARTIN GIASSON
DR PAUL LAMBERT
Optométristes
• Exams de la vue
• Verres de contact
• Lunettes
• Soins professionnels complets

CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE
Dr J.R. Clément m.d.
C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.
♦ VERRES DE CONTACT ♦ LENTILLES JETABLES
♦ Correction de l'astigmatisme ♦ Pathologies reliées aux verres de contact
♦ Lentilles double foyer ♦ Examen de la vue
PLACE DE LA CITÉ
2635, boul. Hochelaga, Sainte-Foy, QC G1V 4T3 (418) 654-1488

BAR LE D'AUTEUIL ET GASTON GAGNON PRESENTENT
FESTIVAL DE LA GUITARE
du 22 au 25 février des 22h30
Mercredi 22 février
Ouverture avec 3 ex-Offenbach
John McGale Johnny Gravel Pat Martel
Jeudi 23 février
Le roi du blues au Québec...
Bob Harrisson Jimmy James
Vendredi 24 février
Spécial des années 60 avec
Gaston Gagnon Richard Lemoyne
(Ex-Garobou) et (Guitariste de Claude Dubois)
Samedi 25 février
"JAM"
Gaston Gagnon Richard Lemoyne John McGale Johnny Gravel Bob Walsh
Tous les soirs les artistes sont accompagnés par le Band a Carl Tremblay
35, rue d'Auteuil 692-2263

COLLÈGE DE LIMOILOU
C E G E P
SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES
SÉANCE D'INFORMATION
RECONNAISSANCE DES ACQUIS DE FORMATION
MÉTHODOLOGIE DU PORTFOLIO
360-903-85
DéFINITION DU PORTFOLIO:
Le portfolio est une démarche d'identification des acquis extrascolaires et un moyen pour évaluer les apprentissages qu'un adulte a effectués tout au long de sa vie. Ceci afin de se voir créditer certains cours à l'intérieur d'un programme de formation.
Une séance d'informations aura lieu le mercredi 1er mars, à 19h30, à la salle 1106 du cégep de Limoilou, 1300, 8e Avenue, Québec.
Pour plus d'informations, communiquer avec madame Jeanne Soucy au 647-6650.

FORMATION EN SINOBIOLOGIE
OFFERTE À MONTRÉAL et à QUÉBEC
LA SANTÉ VENUE DE CHINE
L'INSTITUT DE RECHERCHES INTERNATIONALES EN SINOBIOLOGIE
482, rue Ste-Hélène
LONGUEUIL J4K3R2
(514) 463-3150

À la Banque Royale, le REÉR pousse haut.

La Banque Royale vous garantit des taux d'intérêt hautement concurrentiels pour une croissance rapide.

11 1/8%

Taux en vigueur en date du 17 février 1989. Basé sur un dépôt à terme de retraite de 18 mois, sans privilège de retrait.

La Banque Royale vous offre un choix de huit options REÉR, incluant les fonds de placement RoyFund. Vous pouvez combiner des options ou changer vos investissements d'une option à l'autre, sans frais... autrement dit, vous avez toute la souplesse possible.

La Banque Royale met à votre disposition dans chaque succursale des spécialistes du REÉR qui vous aideront à choisir le régime qui vous convient le mieux.

Bonis d'intérêt
Si vous détenez des REÉR dans d'autres institutions, profitez de bonis d'intérêt en les transférant à la Banque Royale.

Venez rencontrer les spécialistes de la première banque canadienne en matière de REÉR... dans n'importe quelle succursale.

Reçus instantanés pour fins d'impôts. ÉCHÉANCE REÉR 1988: 1^{er} MARS 1989.

BANQUE ROYALE

Parlez-moi d'une banque... Royale!

LE SOLEIL
ABONNEMENT 647-3333
Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30
Samedi et dimanche: 8h à 12h

Le ministre Lucien Bouchard s'est discrètement marié hier

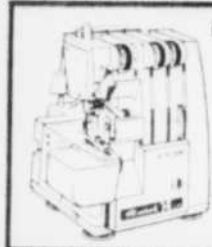
15 JOURS
SANS PRÉCÉDENT

15 JOURS
D'AUBAINES

SINGER
CONCESSIONNAIRE AUTORISÉ

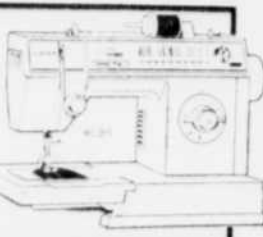
PLACE LAURIER

Grande vente d'ouverture
NOUVEAU MAGASIN À PLACE LAURIER
2^e étage, entre Zellers et La Baie, côté est



Présentation de la nouvelle
SURJETEUSE
14U32 3 fils
PRIX D'INTRODUCTION
SEULEMENT
499\$
quantité limitée

Présentation de la
**NOUVELLE MACHINE
À COUDRE 18 POINTS**
Modèle 4538
PRIX D'INTRODUCTION
399\$



A cette occasion:
20% de rabais sur tous les
CISEAUX
30% de rabais sur les
FILS À SURJETER

MACHINE À COUDRE
à bras libre,
à partir de **199\$**

Réparation de machines
de toutes marques.
"Articles pour la couturière"

SINGER
CONCESSIONNAIRE AUTORISÉ

CENTRE de COUTURE

PLACE LAURIER
651-4021

UNE MARQUE DÉPOSÉE DE
LA COMPAGNIE DE MACHINES À COUDRE
SINGER DU CANADA LIMITÉE

HULL (PC) — Au cours d'une brève cérémonie privée, M. Lucien Bouchard, ministre fédéral de l'Environnement, a épousé hier une Française de 28 ans, Audrey Best.

Une dizaine de membres de sa famille et d'amis étaient présents au palais de justice de Hull.

M. Bouchard, qui est âgé de 50 ans, a rencontré Mlle Best, il y a deux ans, durant un vol entre Paris et Londres. M. Bouchard était alors ambassadeur du Canada en France.

Il s'agit d'un deuxième mariage pour M. Bouchard et pour Mme Best, née d'une mère française et d'un père américain.

« C'est toujours un peu étonnant en fin de compte », a remarqué un monsieur Bouchard rayonnant, devant les journalistes, à sa sortie du palais de justice. « Nous avons une belle journée ».

Mme Best, qui habite maintenant Ottawa, n'a pas dit un mot avant de s'engouffrer dans une automobile tout près. M. Bouchard s'est glissé derrière le volant et ils ont disparu dans la circulation.



Le ministre Lucien Bouchard et son épouse de 28 ans, Audrey Best, à leur sortie du palais de justice de Hull hier.

M. Bouchard doit remplir certaines fonctions officielles durant le weekend et lundi. Selon un informateur, le couple disparaîtra pour une brève lune de miel dans le courant de la semaine prochaine.

enfant de son premier mariage, n'a pas indiqué si son épouse et lui prévoient avoir des héritiers. « C'est là que ma vie publique prend fin », a-t-il répondu.

Ami d'université avec le premier ministre Brian Mulroney, M. Bouchard a été nommé ambassadeur à Paris en 1985.

M. Bouchard, qui n'a eu aucun

REÉR

Placement plus

11 ^{3/4} %

* Taxe sur modification
12 1/2% pour les placements de plus de 50.000 \$

Consultez votre représentant de la Laurentienne Vie ou votre courtier de la Laurentienne Générale participant.



LAURENTIENNE VIE

Centre Vision
OPTOMÉTRISTES

Dr J.-Y. Dionne, O.D.M.A.
Dr Jacques Sévigny, O.D.
Dr Mireille Barras, O.D.

Place Charny
8032, av. des Églises
832-0104

EXAMEN DE LA VUE • VERRES DE CONTACT • LUNETTES

SAINT-ROMUALD
839-0617

CHARNY
832-0104

PLACE SAINTE-FOY
653-4057

GALERIES CHAGNON
837-4563

GALERIES CHARLESBOURG
626-7519

PLACE LÉBOURGNEUF
626-1941

COMMISSION SCOLAIRE ANCIENNE-LORETTE
1360, rue Saint-Charles, Ancienne-Lorette (Que.) G2E 1V4

**DEMANDE D'ADMISSION ET
D'INSCRIPTION 1989/1990**

L'inscription des élèves de maternelle pour l'année scolaire 1989/1990 aura lieu le mardi 21 février 1989 de 8h30 à 12h et de 13h à 16h aux écoles suivantes: Jouvence, Champigny (Pavillon Les Primevères), Saint-Charles, Notre-Dame, Ruisset, Trois-Saisons, Etincelle et au Centre Anne-Helbert, salle Kamouraska (pour l'école Jacques-Cartier).

Nous vous rappelons que pour une demande d'admission en maternelle, l'enfant doit obligatoirement avoir 5 ans avant le 1^{er} octobre 1989 (c'est-à-dire né avant le 1^{er} octobre 1984). Vous devez avoir en votre possession l'original du certificat de naissance ou de baptême, ainsi que le carnet de santé de l'enfant.

Pour plus d'information, vous pouvez communiquer avec l'école de votre secteur.

ÉCOLE NOTRE-DAME : 871-6412

ÉCOLE TROIS-SAISONS : 871-6414

ÉCOLE ST-CHARLES : 871-6409

ÉCOLE ÉTINCELLE : 871-6415

ÉCOLE JOUVENCE : 871-6417

ÉCOLE LE RUISSELET : 871-6410

ÉCOLE CHAMPIGNY : 871-6418

ÉCOLE J.-CARTIER : 875-2755

(Pavillon les Quatre-Temps)
et (Pavillon les Primevères)

MARCEL DEMERS,
Directeur général.

COMMISSION SCOLAIRE ANCIENNE-LORETTE

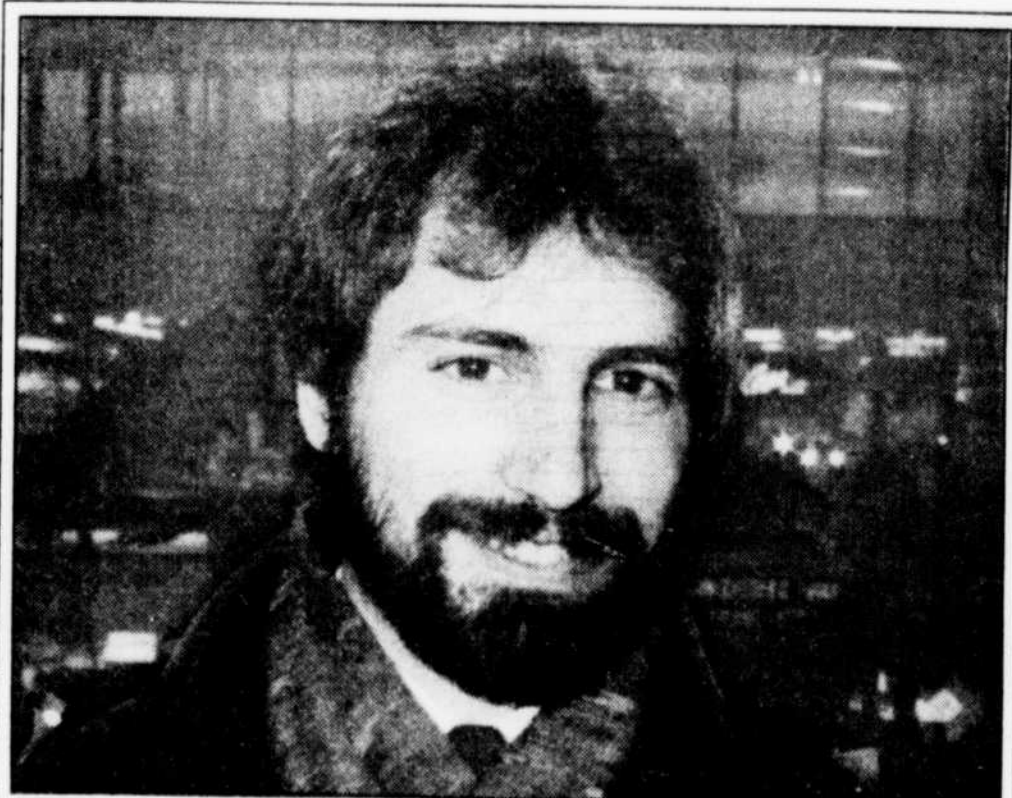
1989.02.18

LES GENS

en parlent

M. Guy Marchand
Val-Bélair

« J'aime bien magasiner à
Place Laurier parce qu'on
retrouve, dans les différents
magasins, tout ce dont on
peut avoir besoin. »



Place Laurier se fait plus
belle et plus fonctionnelle
de jour en jour. Avec ses
centaines de magasins et
boutiques, elle offre, au sein
d'une atmosphère de plus
en plus sympathique, tout
ce que vous recherchez
dans une diversité de choix

sans pareil. C'est pourquoi les Québécois
l'ont adoptée en si grand nombre et depuis
on l'aime plus qu'hier mais moins que
demain.

Place
LAURIER
immensément
sympathique!

Tendances constatées de 1981 à 1986

Moins de Canadiens sont de langue maternelle française

Le nombre de citoyens canadiens de langue maternelle française a chuté de façon importante au cours des dernières années.

par ANDRÉ DIONNE
LE SOLEIL

À l'exception bien sûr du Québec, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, toutes les provinces canadiennes enregistrent une baisse de la population francophone, de 1981 à 1986.

Par contre, le nombre de Canadiens qui ont déclaré lors du dernier recensement posséder l'anglais et le français comme langues maternelles a augmenté de façon encore plus significative, données qui renforcent la notion de « bilinguisme » de la société canadienne.

Ces informations sont tirées de l'analyse de nombre de statistiques accumulées lors du recensement de 1986, puis comparées avec celles du recensement précé-

dent de 1981. Elles sont contenues dans une récente publication de Statistique Canada appelée « Retention et transfert linguistiques ».

Cette analyse a été faite à partir des données sur la langue maternelle déclarée et non sur celle utilisée habituellement à la maison, une notion fort différente.

De 1981 à 1986, la population canadienne considérée dans son ensemble a faiblement augmenté passant de 24,083,495 à 25,022,010 citoyens, soit un peu moins de 1 million de personnes de plus ou 2,6 %.

Au plan national, la population dont la langue maternelle est le français n'aura augmenté que de 0,345 %, soit 20,665 personnes.

Ces francophones unilingues sont maintenant au nombre de 6,090,430 au Canada. Par ailleurs, si leur nombre a

augmenté en chiffres absolus, leur proportion a diminué légèrement par rapport à 1981 passant de 24,9 % à 23,7 % de la population totale. Cette baisse est attribuable entre autres à l'arrivée de populations immigrantes nouvelles dont la langue maternelle est autre que le français ou l'anglais.

Les pertes de « l'armée française » au pays se chiffrent globalement à 33,800 personnes, un « moins » que le Québec parvient aisément à combler en enregistrant une augmentation de 54,185 Québécois dont la langue maternelle est le français.

Parallèlement, un phénomène linguistique qui devient particulièrement significatif est celui de posséder, comme langues maternelles, le français et l'anglais, les

deux langues officielles du pays.

Et les chiffres de 1986 placés dans la perspective du recensement de 1981 sont particulièrement éloquentes, notamment dans les trois provinces centrales, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario.

Placés sur l'échiquier canadien, les chiffres sont aussi étonnants: de 1981 à 1986, le nombre de Canadiens possédant les deux langues maternelles a augmenté de 67 %.

Le nombre d'entre eux qui affirment les utiliser indistinctement comme langues parlées à la maison a augmenté de 127 %, passant de 51,185 à 116,425.

Au Nouveau-Brunswick et en Ontario, les citoyens qui disent

posséder ces deux langues ont augmenté de 89,6 % et de 72,8 % respectivement.

Quant à leur usage à la maison, comme langues parlées, ces Neo-brunswickois sont plus nombreux dans une proportion de 175 % qu'ils ne l'étaient en 1981 et les Ontariens, de 131 %, aussi par rapport à 1981.

Les Québécois ont aussi fourni leur effort de « bilinguisme » mais dans une proportion plus faible.

Le nombre de Québécois possédant les deux langues maternelles a augmenté de 59,7 % passant de 87,000 à 139,000.

L'usage de l'anglais à la maison, pour cette même catégorie de population, a augmenté de 33,7 %, contre 35 % pour ceux qui auront préféré le français.

Quant au nombre de Québécois « bilingues à la naissance » et qui utilisent indistinctement à la maison le français et l'anglais, il a augmenté de 119,4 % passant de 24,000 à 52,500.

MicroBec

La magie blanche
1699 \$
tout compris :

Le compatible XT-12 le clavier étendu le moniteur mono le disque dur 20 meg l'imprimante 10" NLQ la souris avec logiciel les livres français et le cours gratuit

1010 boul. Des Capucins (coin Canadienne) 529-5333 (coin du C.E.P. L.M.O. 00)

Qualité et service
Depuis plus de 25 ans

ESSAYEZ LA NOUVELLE SUPER PRÉ-ENCRÉE

L'étampe la plus esthétique et la plus perfectionnée en Amérique du Nord

Estampes-Ray

1985, Av. Mauffils, Québec G1J 4J7
(418) 667-1626 FAX (418) 667-5101

VISA MASTER CARD

teinturerie
QUEBEC

529-8491

155, boul. Hamel, Québec
Place Fleur de Lys (entrée 2)

Delbanet

2750, ch. Ste-Foy (Plaza Laval)
7185, Henri Bourassa, Charlesbourg
Chez les Provisoirs participants

Teinturerie Française

524-4686

1480, la Canadienne, Québec
1029, rue Cartier, Québec
578, boul. Rochette, Beauport

1003, route de l'Église, Ste-Foy
3654, du Campanile, Ste-Foy

EN VIGUEUR JUSQU'À SAMEDI PROCHAIN

SUPER RABAIS NETTOYAGE

Même qualité exceptionnelle

* Service de livraison à domicile, de 8h à 18h: 35¢, quel que soit le montant facturé

SUPER RABAIS

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

PANTALONS JUPES DROITES COUVERTURES DE LAINE

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 25 FÉVRIER 1989

1,99\$ ch.

SUPER RABAIS

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

COUPE-VENT ANORAKS (cagoules)

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 25 FÉVRIER 1989

4,49\$ ch.

Doublure duvet: 3,00\$ en sus

SUPER RABAIS

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

IMPERMÉABLES CANADIENNES

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 25 FÉVRIER 1989

5,99\$ ch.

Doublure lainage: 2,00\$ en sus.
Canadiennes doublées duvet: 3,00\$ en sus

SUPER RABAIS

CE COUPON DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ AVEC VOTRE NETTOYAGE

MANTEAUX ROBES ORDINAIRES

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 25 FÉVRIER 1989

5,99\$ ch.

Manteaux doublés duvet: 4,00\$ en sus
Manteaux avec garnitures: 2,00\$ en sus

COMMENT ÉTUDIER POUR RÉUSSIR

POUR • CONNAÎTRE • COMPRENDRE • APPRENDRE • SAVOIR • ÊTRE HEUREUX

Depliant gratuit

3 COURS PERSONNELS de 2 heures **60\$**

5 COURS ÉCRIT 54 pages **20\$**

Prof. P.-E. BELLEAU
836, d'Argillon, Québec G1R 1M9
523-3754 (près de place d'Youville)

CLINIQUE DE VARICES
Docteurs NADEAU, COUTURE et associés

2145, CHEMIN STE-FOY
STE-FOY, QUE G1V 1S1
TEL.: (418) 687-1816

OMNIPRATIENS
TRAITEMENTS DE
VARICES-COUPEROSE

CLUB ÉQUESTRE DE QUÉBEC

51, boul. Saint-Sacrement
Saint-Gabriel-de-Valcartier
Tel.: 844-2713

ÉCOLE D'ÉQUITATION CLAIRE MINGUET

Située à 30 min. de Québec et seulement à 2 min. du Village des Sports, la plus grande écurie sur la Rive-Nord vous invite à profiter de ses

SPÉCIAUX A votre disposition: "Club House" avec cuisinette, possibilités d'hébergement, tennis, baignade, plusieurs paddocks, manège intérieur, pistes de ski de fond, CAMP-ÉCOLE, concours hippique, entraînement et vente de chevaux, cours, pension, PONEY CLUB (A PARTIR DE 5 ANS)

Pour Ton Avenir

UN COLLÈGE PRIVÉ...

- À LA PORTÉE DE TOUS (50 000 \$ de bourses)
- VRAIMENT MIXTE
- FACILE D'ACCÈS
- DIFFÉRENT — FOOTBALL (COLL. AA) — BACCALAUREAT INTERNATIONAL
- RECONNU POUR LA RÉUSSITE DE SES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS À L'UNIVERSITÉ

Le Petit Séminaire de Québec

NIVEAU COLLÉGIAL

- FORMATION GÉNÉRALE
 - SCIENCES PURES
 - SCIENCES DE LA SANTÉ
 - SCIENCES HUMAINES
 - SCIENCES DE L'ADMINISTRATION
- BACCALAUREAT INTERNATIONAL

POUR OBTENIR UN FORMULAIRE D'INSCRIPTION, COMMUNIQUEZ AVEC LE BUREAU DES ADMISSIONS

6, RUE DE L'UNIVERSITÉ, C.P. 6000 H.V. QUÉBEC G1R 4V7
Tél.: (418) 694-1020, poste 314

Les JARDINS MÉRICI, un havre de paix et de nature au coeur de la ville de Québec...

Prix à partir de **76 000\$**

Superficie **820 pi²**

Invitation à venir visiter **688-1630**

Les Jardins Mérici, un site résidentiel aménagé dans un environnement paisible, agencé un décor naturel de verdure et des aménagements paysagers, afin que vous y trouviez quiétude et sérénité. Vous apprécierez grandement la proximité du centre-ville.

vraiment accessible...

PHASE IV

CONDOMINIUM Mérici

BUREAU DES VENTES
7, JARDINS DE MÉRICI BUREAU 106
QUÉBEC (QUÉBEC) 418 688-1630

Dès lundi à Ottawa

Début d'une conférence internationale sur l'atmosphère

OTTAWA (D'après PC) — L'appauvrissement de l'atmosphère, de l'air qu'on respire et de la couche d'ozone qui nous protège des rayons gamma, est devenu le problème le plus pressant des environnementalistes, partout dans le monde. La semaine prochaine, plus de 80 juristes et scientifiques de 25 pays se retrouveront à Ottawa pour tenter de mettre sur papier une réglementation internationale dans ce domaine.

conférence internationale de trois jours, lundi, mardi et mercredi.

Les propos qu'ils ont tenus, assaisonnés de documents scientifiques alarmants, ont sans aucun doute le pouvoir de soulever l'intérêt, les inquiétudes et une prise de conscience, mais de leur propre aveu, l'espoir de voir l'ensemble des nations du globe adopter à cette occasion un manuel juridique d'action commune est encore très mince.

sur l'atmosphère à Toronto, avait invité les 300 experts-scientifiques, juristes, économistes, industriels et hommes politiques présents, à préparer l'événement que la capitale nationale vivra la semaine prochaine.

Les 80 participants à l'assem-

blée d'Ottawa se pencheront sur l'élaboration d'une convention-cadre exhaustive de portée mondiale pour les protocoles concernant la protection de l'atmosphère, sur l'établissement d'un fonds mondial, sur la formation d'un groupe de travail intergouvernemental d'étude du change-

ment climatique, sur une allocation de ressources accrues pour la recherche et la surveillance, sur la réduction du déboisement - plus particulièrement les forêts amazoniennes du Brésil - et sur l'éducation des populations, dans les écoles primaires, secondaires et dans les universités.

Hier, à Ottawa, des hauts fonctionnaires du ministère canadien de l'Environnement ont expliqué, au cours d'une séance d'information, ce qu'ils attendaient de cette

Apartheid : des critiques affirment que le Canada sera forcé d'agir

OTTAWA (D'après PC) — « Mon gouvernement a dit aux

Canadiens que s'il n'y avait pas de changements fondamentaux en Afrique du Sud, nous serions prêts à imposer des sanctions complètes contre ce pays et son régime répressif. » La déclaration est du premier ministre Brian Mulroney.

du régime dirigé par la minorité blanche.

Mais plusieurs critiques affirment que la publication, hier, de statistiques qui montrent un bond dans le commerce entre le Canada et l'Afrique du Sud, en 1988, forcera finalement le gouvernement à respecter son engagement.

Plus de trois ans après que cette promesse eut été faite à l'Assemblée générale des Nations unies, l'apartheid demeure brutalement ancré en Afrique du Sud et le Canada continue à s'accrocher à des sanctions volontaires à l'endroit

des importations canadiennes de biens sud-africains ont grimpé de 56% en 1988 pour atteindre près de \$157 millions. La même année, le Canada exportait des produits d'une valeur de \$126 millions à destination de l'Afrique du Sud, une augmentation de 27% par rapport à 1987.

POUR MIEUX CONSOMMER...



Les pages "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection de consommateur.

LE SOLEIL
ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362
Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

Cette initiative de convoquer le monde à cette assemblée internationale remonte au mois de juin 1988 alors que le premier ministre, participant à une conférence

CRTC
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

DÉCISION
Decision 89-45. **Telecable St-Damien Inc.**, Saint-Damien-de-Buckland et les régions avoisinantes (Qué.) APPROUVE - Transfert du contrôle effectif de Telecable St-Damien Inc. à Videotron Ltée. **Où puis-je lire les documents du CRTC?** Les documents du CRTC peuvent être consultés dans la "Gazette du Canada", partie 1, aux bureaux du CRTC et dans la section référence des bibliothèques publiques. Les décisions du Conseil concernant un titulaire de licence peuvent être consultées, à ses bureaux, durant les heures normales d'affaires. Vous pouvez également obtenir copie des documents publics du CRTC en rejoignant le Conseil à: Ottawa/Hull (819) 997-0313; Halifax (902) 426-7997; Montréal (514) 283-6607; Winnipeg (204) 983-6306 et Vancouver (604) 666-2111.

Canada

CAPITALE NISSAN

Aut. de la Capitale
681-0011

DALLAIRE NISSAN

75, Kennedy
Lévis
835-1718

PELEMO NISSAN

1150, 18e Rue
(voisin de l'hôpital de l'Enfant-Jésus)
647-1822

ST-RAYMOND Automobiles Inc. NISSAN

144, Saint-Jacques
Saint-Raymond
337-4646 Québec 692-0119
1 (800) 463-3883

CAMP MARIST NEW HAMPSHIRE

LAC OSSIEPEE
GARÇONS DE 6 À 16 ANS à 1 heure d'Old Orchard
SAISON: du 30 juin au 14 août (2 sessions)
Immersion anglaise. Beau terrain de 310 acres sur le lac Ossipee. Bungalows modernes avec accès aux baignoires.

CAMP APPARTENANT AUX FRÈRES MARISTES ET DIRIGÉ PAR EUX

Équitation, tir, tir à l'arc, tennis, pêche en haute-mer, go-karts, ski nautique, voile, crose, football, soccer, basketball, baseball, informatique, nautisme, excursion et nuit en montagne avec supervision.
Pour tous renseignements, écrire Box B, à l'attention du frère Kenneth Robert.
ST MARY'S HIGH SCHOOL, tél.: (516) 627-5734
51 av. Clapham, Manhasset, N.Y. 11030 U.S.A.

NISSAN NISSAN

LES MEILLEURES OFFRES DE L'ANNÉE!

SENTRA 89



(modèle DLX 2 portes)

Location 239\$/mois*

9 999\$*

GARANTIE NISSAN SANS FRAIS

3 ans/60 000 km, pare-chocs a pare-chocs + 6 ans/100 000 km groupe motopropulseur 100% pièces et main-d'oeuvre

MICRA 89



(Modèle 3 portes)

Location 189\$/mois*

7 995\$*

Ste 1 Foy NISSAN
2060, boul. Charest Ouest
681-7371

AUCUN COMPTANT EXIGÉ

Pour ceux qui pensent à économiser sans toutefois sacrifier la performance, le confort et la qualité

- Moteur 4 cylindres, 1,2 L
- Boîte 5 vitesses manuelle ou, en option, 3 vitesses automatique
- Équipement standard impressionnant

G. Lebeau COMMUNICATIONS
DIVISION DU GROUPE T.C.G. (QUÉBEC) inc.

MAINTENANT AU Centre Métrobec
2700, JEAN-PERRIN, BUREAU 101, QUÉBEC
parallèle à l'autoroute de la Capitale, sortie boul. Saint-Jacques
843-0000

SPÉCIAL DÉMÉNAGEMENT
TÉLÉPHONE CELLULAIRE 799\$*

3 WATTS
832 CANAUX
30 MÉMOIRES
GARANTIE DE 3 ANS

* Offre valide seulement aux consommateurs. La direction pourra se permettre de refuser toute vente si certaines conditions ne sont pas respectées.



GAGNEZ UN TÉLÉPHONE

Laissez votre carte d'affaires lors de votre visite à notre centre de service et courez la chance de vous mériter un super téléphone cellulaire d'une valeur de 1300\$ incluant antenne et installation.
* sans frais de ligne

PLAN DE LOCATION DISPONIBLE
PLAN DE CREDIT SUR PLACE

Centre de Service Spécialisé
2700, Jean-Perrin, bureau 101 (Centre Métrobec, aut. de la Capitale) Québec
843-0000

DISTRIBUTEURS AUTORISÉS

Levis 106, route Kennedy 833-7777	Sainte-Foy 880, rue Bourgeois 658-4530	Neufchâtel 9545, boul. de l'Ontario 842-2332
Québec 400, Saint-Vincent 522-6816	Montmagny 151, boul. Tache Québec 248-8959	Charlesbourg Hauts de l'Aurore 1740, rue Paré 627-5555
Giffard 1400, rue d'Estimoteau 661-1774	Trois-Rivières 4727, boul. Royal 378-2791	Drummondville 985, boul. St-Joseph 478-4911
Victoriaville 881, Notre-Dame-Ouest 752-4593	Shawinigan 5770, boul. Royal 539-8331	

CENTRE DE SERVICE CANTEL

Examen de la discrimination salariale faite aux femmes

MONTREAL — Le Québec n'est pas le seul à scruter à la loupe les salaires versés aux femmes, pour y découvrir qu'un écart les sépare des hommes, même quand les emplois occupés sont d'égale valeur.

par LIA LEVESQUE
de la Presse canadienne

La question de la discrimination salariale faite aux femmes faisait l'objet d'un atelier, hier, à la conférence de l'« Association nationale de la femme et le droit ». La conférence se poursuivit tout le week-end à Montréal.

En atelier, les femmes se sont attardées à analyser comment,

dans le monde occidental, d'autres gouvernements ont traité cette question de l'écart salarial entre les postes occupés majoritairement par des hommes et ceux occupés majoritairement par des femmes. Il ne s'agit plus seulement, ici, de « salaire égal pour travail égal » mais de « salaire égal pour travail d'égale valeur ». On compare alors les plombiers et les secrétaires, les techniciens en informatique et les infirmières.

Au Canada, l'écart salarial entre les hommes et les femmes est d'environ 36%. C'est dire que lorsqu'un homme gagne \$1, une femme touche 64 cents.

La discrimination salariale qui persiste provient de l'évaluation qui est faite des postes occupés. La force physique, par exemple, est mieux rémunérée que la minutie ou l'amabilité avec le public.

Au Québec

La vice-présidente de la CSN Monique Simard cite plusieurs exemples pour démontrer le poids de ces critères d'évaluation des emplois.

Même si, sur papier, le gouvernement-employeur ne paie pas les femmes moins que les hommes, un écart de 18% persiste entre les syndiqués et les syndiquées du secteur public.

Par exemple, une infirmière gagne en moyenne \$15,12 l'heure, avec son Diplôme d'études collégiales. Un technicien en informatique — poste souvent occupé par un homme — commence à \$16,57 l'heure, lui aussi avec un DEC.

Une secrétaire attendra cinq ans avant de toucher le salaire de \$10,72 l'heure qu'un homme aide-cuisinier obtient au bas de l'échelle.

Une secrétaire de direction au sommet de son échelle salariale n'atteindra jamais le salaire d'un peintre en bâtiment. Elle a pourtant des responsabilités, de l'expérience; on exige d'elle un diplôme, un bon français, le bilinguisme, une belle présentation, l'amabilité avec le public, etc.

Ce sont donc les critères d'évaluation des emplois qu'il faut réévaluer, plaide Mme Simard. Cela revient à « bouleverser les traditions du marché du travail et même des syndicats ».

Ailleurs au Canada

Contrairement au Québec, l'Ontario et le Manitoba ont

adopté des législations dites « pro-actives », qui tentent de corriger ce type de discrimination. Mme Beth Symes, présidente du Tribunal d'équité salariale de l'Ontario, expliquait que les premiers changements entrèrent en vigueur le 1er janvier 1990. La loi touche le secteur public et plusieurs entreprises privées. La loi précise qu'il revient autant à l'employeur qu'au syndicat de veiller à ce que les employés touchent un salaire égal pour un travail d'égale valeur, peu importe leur sexe. Lorsque l'entreprise n'est pas syndiquée, la loi précise que la responsabilité de l'équité salariale incombe à l'employeur.



PLACES DISPONIBLES

Externat Saint-Jean-Eudes
Institution privée dispensant le cours secondaire pour filles et garçons.
Places disponibles en 2^e, 3^e et 4^e secondaire.
Pour inscription et visite des lieux, appeler: **529-4565**

Vous avez un problème d'eau potable? NOUS AVONS LA SOLUTION!



Pompe & Filtration Nord-Est inc.
925, av. Godin, Ville-Vanier
Tél.: 681-0603
Fax.: 681-9795

Vente Installation Service

la Relâche chez OBERSON

ENSEMBLE UNE PIÈCE POUR HOMMES **SUN-ALP 99\$**

Tous les pantalons extensibles pour hommes et femmes **89\$**

OBERSON
Le leader du style
710, rue Bouvier
angle Pierre-Bertrand
et autoroute de la Capitale
623-8368

GRANDE VENTE DE FIN DE SAISON 50% DE RABAIS

SUR LA PLUPART DE NOS COLLECTIONS



ROSA BORRA
PLACE DE LA CITÉ / NIVEAU BASILAIRE

VALIDE DU LUNDI AU VENDREDI DE 10H À 22H (éclairé)

AINSI QUE LES SAMEDI et DIMANCHE SOIR de 18h30 à 22h

1/2 PRIX DU TARIF RÉGULIER

GLISSADES SKI DE FOND piste éclairée

Limite: 1 par coupon par client
sauf semaine du 28 février au 3 mars 1989

club Mont-Tourbillon
LAC BEAUPORT

TABLE D'HÔTE (le soir)
Potage
Spaghetti italien 6\$
Fondue suisse 8\$
Coq au vin 12\$
Boeuf bourguignon 12\$
Fondue chinoise 16\$
(entrée: fondue parmesan)
Dessert, café

Rés.: 849-4418

LES NETTOYEURS

Betty Brite

vous offrent de

SUPER SPÉCIAUX sur **NETTOYAGE**

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

CHANDAIL DE LAINE SUPER SPÉCIAL 1 75\$

Offre valable jusqu'au 25 février 1989
Sans limite de quantité

Betty Brite

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

PANTALON OU JUPE ORDINAIRE SUPER SPÉCIAL SANS PLIS 1 90\$

Offre valable jusqu'au 25 février 1989
Sans limite de quantité

Betty Brite

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

ROBE DE CHAMBRE ORDINAIRE SUPER SPÉCIAL 2 25\$

Offre valable jusqu'au 25 février 1989
Sans limite de quantité

Betty Brite

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

CAGOULE ORDINAIRE (en duvet: 3\$ additionnels) SUPER SPÉCIAL 4 75\$

Offre valable jusqu'au 25 février 1989
Sans limite de quantité

Betty Brite

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

DRAPERIES LAIZE DE 36 POUÇES SUPER SPÉCIAL 2 75\$

Offre valable jusqu'au 25 février 1989
Sans limite de quantité

Betty Brite

Même qualité exceptionnelle. Seuls les prix ont changé!

IL Y A UN **Betty Brite** PRÈS DE CHEZ VOUS

POUR RENSEIGNEMENTS:
661-2940 • 661-3807 • 661-4338

SUCCURSALES:

- Centre d'achats Place Lebourgneuf
- 590, Cambronne, Place Seigneuriale, Beauport
- 230, Marie-de-l'Incarnation, Québec
- Carrefour Rochette, Beauport
- Centre d'achats Place Ste-Foy, Sainte-Foy
- Centre d'achats Place Val-Bélair, Val-Bélair
- Les Galeries Charlesbourg, Charlesbourg
- 244, Crémazie Ouest, Québec
- Centre d'achats Carrefour Le Plateau, 1050, Larue, Beauport
- 250, Saint-Louis, Loretteville

Confiez-nous vos fourrures pour entreposage

- Réparation de vêtements
- Nettoyage de cuir et de suède

NOUVEAU LOCAL

Les écoles **ÉDITH SEREI** vous offrent des **COURS INTENSIFS D'ESTHÉTIQUE, DE SOINS DU CORPS ET D'ÉPILATION**

Une carrière de prestige avec une mise de fonds abordable



Vous apprendrez les techniques modernes que seules les écoles Édith Serei peuvent vous offrir.

COURS DU JOUR: Esthétique Début 3 avril
Épilation 13 mars
Soins du corps 24 avril

COURS DU SOIR: Esthétique Début 10 avril
Épilation 29 mai
Soins du corps 17 avril

UN DIPLÔME ÉDITH SEREI VOTRE GAGE DE SUCCÈS

Pour prendre rendez-vous et obtenir notre brochure gratuitement, composez le **522-0134**

ou venez nous visiter au **839, St-Joseph Est, QC, G1K 3C8**

Permis du ministère de l'Éducation du Québec et de l'Ontario
CULTURE PERSONNELLE - FORMATION À POINT

LE COLLÈGE DE LÉVIS, UN COLLÈGE À MON GOÛT!

ADMISSION AU COLLÉGIAL

DATE LIMITE 1er MARS 1989

Secteur général: sciences santé, sciences pures et appliquées, sciences humaines, sciences administratives, arts et lettres

Secteur professionnel: administration et coopération (413.01) (taux de placement de près de 100%)

Tous les frais, y compris les frais de scolarité, sont admissibles au régime des prêts et bourses du gouvernement. Bourses de la Fondation Collège de Lévis également disponibles.

ÉTUDIANT D'UN JOUR: Tu désires voir le Collège, rencontrer les étudiant(e)s et les professeur(e)s... Inscris-toi pour devenir étudiant(e) d'un jour! Pour ce faire, communique avec le:



collège de LÉVIS 9, rue Mgr-Gosselin Lévis (Québec) G6V 5K1

POUR INFORMATION: **833-1249**

Établissement déclaré d'intérêt public. Offre aussi le niveau secondaire.

Incendie à Alliance Québec

La police a « localisé » l'auteur du communiqué rendu public par Poirier

MONTREAL (d'après PC) — Nouvelle péripétie dans l'affaire de l'incendie à Alliance Québec : la police de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) a fait savoir, hier, en fin d'après-midi, qu'elle avait « localisé » le jour-même un individu qu'elle croit être l'auteur du communiqué rendu public jeudi par le journaliste de CKVL Claude Poirier.

L'homme, âgé de 25 ans, a été retracé par des empreintes trouvées sur le document que Claude Poirier avait reçu lundi et qui avait été remis aux enquêteurs mercredi. L'homme était fiché à la police; celle-ci n'a pas dévoilé son identité.

Le bref communiqué émis par la police indique que « l'homme fut entrevu par les enquêteurs » de la section des incendies criminels.

La police ne croit pas, « pour le moment », que l'homme pourrait être relié à l'incendie dans les locaux d'Alliance Québec. En tout cas, ce n'est pas l'homme du vidéo dont la police a diffusé le signalement cette semaine, a dit M. Meloche.

De toute façon, cet homme n'a pas été retenu par la police, qui poursuit toutefois l'analyse du communiqué et des empreintes qui s'y trouvent.

Claude Poirier n'est pas cer-

tain, lui, que l'homme interpellé par la police soit la personne qui a communiqué avec lui en début de semaine.

Selon Poirier, l'homme, qui s'est présenté à la police accompagné d'un avocat, aurait dit aux enquêteurs qu'il est entré dans la cabine téléphonique pour téléphoner et qu'il a vu une feuille blanche qui dépassait du bottin des pages jaunes.

La feuille était pliée. L'homme l'aurait dépliée, déchirant des morceaux de ruban gommé qui la maintenaient fermée. En voyant que le texte était destiné à Claude Poirier, il l'aurait remis où il l'avait trouvé, non sans laisser ses empreintes sur la feuille.

Claude Poirier affirme, d'ail-

leurs, que la feuille du communiqué qu'il a trouvée lundi dans cette cabine téléphonique, à l'intersection des rues French et Sherbrooke, portait trois morceaux de ruban gommés qui avaient été déchirés.

Le journaliste de CKVL n'a pas entendu la voix de l'homme que la police a rencontré et ne peut donc vérifier s'il s'agit de celui qui lui a parlé.

LE SOLEIL

ABONNEMENT 647-3333

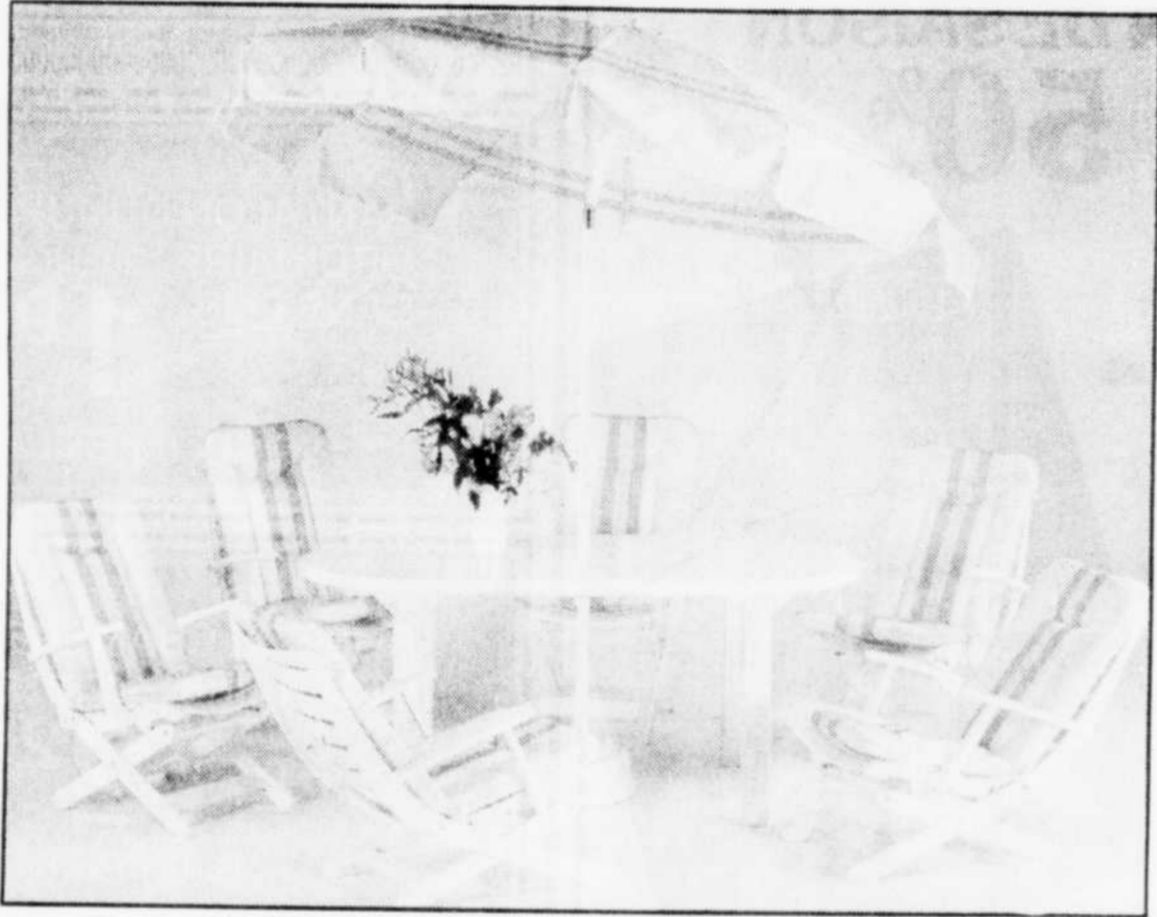
Extérieur: numéro sans frais

1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30

Samedi et dimanche: 9h à 12h

ÉCONOMISEZ SUR L'INVENTAIRE '88



- 6 chaises multi-positions #7065
- 1 table ovale #7048
- 1 parasol 7 1/2' rég. en textilène super-opaque
- 1 base de ciment
- 6 coussins en textilène #3050

999⁹⁹\$

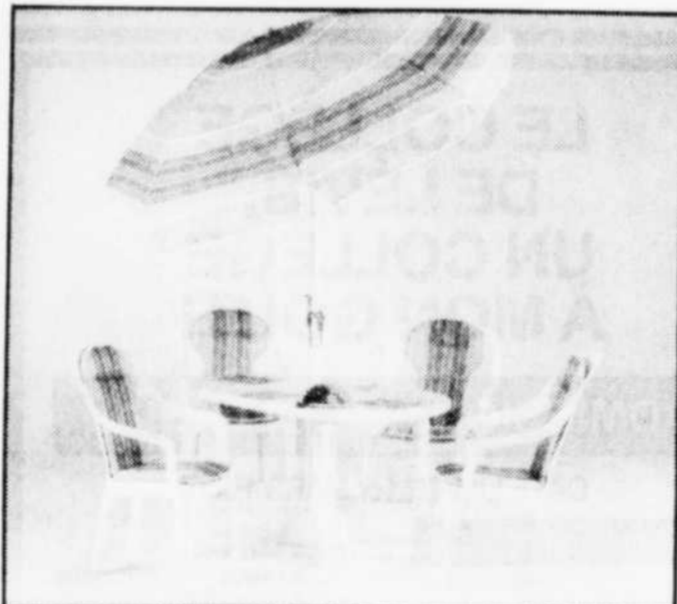
*Quantités et choix de couleurs limités



- 4 chaises multi-positions #7065
- 1 table ovale #7150
- 1 parasol 7 1/2' rég. en textilène super-opaque
- 1 base de ciment
- 4 coussins en textilène #3050

699⁹⁹\$

*Quantités et choix de couleurs limités



- 4 chaises à haut dossier empilables
- 1 table ovale #7150
- 1 parasol 7 1/2' en textilène super-opaque
- 1 base de ciment
- 4 coussins en textilène #1750

599⁹⁹\$

*Quantités et choix de couleurs limités

Heures d'ouverture

Lun. au mer.: 10h à 18h Samedi: 9h à 17h

• Plan mise de coté

• Chèque acceptés

Jeudi & ven.: 10h à 21h

• Plan de financement

• Cartes de crédit

830, Pierre-Bertrand, Québec



POIRIER

L'EXPÉRIENCE PAR EXCELLENCE

POUR BIEN PLANIFIER SA RETRAITE, Gisèle a du pif!

Gisèle voit clair.

Depuis quelques années, elle planifie avec soin sa retraite en adhérant au REER du Fonds de solidarité (FTQ) qui combine les *déductions habituelles* d'un REER plus deux *crédits d'impôt* exclusifs au Fonds (Québec: 20%, Canada: 20%).

Ces économies d'impôt totalisent, en moyenne, 80% du montant investi.

Si, par exemple, vous êtes comme Gisèle et que votre revenu imposable est de 22 000 \$, vous pouvez récupérer, grâce aux avantages du Fonds, près de 800 \$ sur un placement de 1 000 \$, contre moins de 400 \$ dans un autre REER.

UNE RÉDUCTION D'IMPÔT (en moyenne)

-80%

REER + 40%

COMME
DES DIZAINES
DE MILLIERS
D'ÉPARGNANTS...

AYEZ DU PIF!

Appelez-nous
dès aujourd'hui!

Montréal (514) 285-1100
Québec (418) 622-3258
Trois-Rivières (819) 373-3447
Sherbrooke (819) 821-2070
Jonquière (418) 547-6800
Sept-Îles (418) 968-6254
Hull (819) 778-1656
Baie-Comeau (418) 589-9175
Rimouski (418) 725-3059
Extérieur 1-800-361-7111
(sans frais)

Québec
(418) 622-3258

Québec
Complexe G
Rez-de-chaussée
Du lundi au vendredi
de 9h à 16h30
Charlesbourg
4715, avenue Des Replats
Bureau 195
Sainte-Foy
2480, chemin Sainte-Foy
(Coin du Vallon)
Du lundi au vendredi
de 8h30 à 20h
Le samedi de 10h à 16h

Faites
vite!

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



LE FONDS Créateur d'EMPLOIS

Cette annonce ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations requises dans le document d'information du Fonds.

BPC dans le lait maternel: les Inuit veulent en savoir plus avant de réagir

KUUJJUAQ (d'après PC) — À l'abri du blizzard mordant dont les vents de 40 noeuds ravageaient hier le Nouveau-Québec, des centaines d'Inuit ont synthonisé la radio d'État à 16h pour savoir enfin ce qu'ils avaient à craindre du nouvel ennemi que les scientifiques leur annonçaient, des BPC dans le lait des femmes.

Depuis quelques jours déjà, la nouvelle circulait dans les 14 villages inuit de la côte de l'Ungava et de l'Hudson: un nouveau « suk-

kunartuk » polluant contaminait le lait maternel à un niveau plus élevé qu'aucun de ceux jusqu'ici relevés dans le monde et pourrait menacer la santé des bébés.

« Les gens ne comprennent pas comment c'est arrivé là, convenait-on hier à Kuujuaq, un gros village de 1.300 habitants situé à plus de 1.300 kilomètres de Montréal. Mais ils n'en parlent pas beaucoup. Ils veulent en savoir plus avant de réagir. »

Pendant plus d'une heure, hier, sur les ondes de la radio, trois Inuit bien au fait de la question ont répondu en inuktitut aux questions de leurs concitoyens.

Doit-on cesser de manger du phoque? Doit-on cesser d'allaiter? Est-ce contagieux? D'où viennent les polluants? Pourquoi ici? Pourquoi nous?

Hors de toute colère, les ques-

tions, toujours pratiques, fusaient en douceur, du même ton uni que semble toujours prendre l'inuktitut.

« Nous ne vous disons pas de cesser de manger de l'alimentation traditionnelle, a répondu Zebedee Nungak, du comité spécial d'information formé pour l'occasion. Nous ne vous disons pas de cesser d'allaiter vos enfants. Nous vous disons, toutefois, qu'un risque existe et que d'autres études seront faites pour mieux le préciser. »

Quebec a, en effet, annoncé hier qu'il débloquait un budget d'un demi-million pour mettre en place un programme de surveil-

lance des mères et des nourrissons du Nouveau-Québec.

À eux seuls, les tests et leur transport vers les laboratoires du sud coûteront plus de \$100.000. Chaque bilan immunologique fait sur un nourrisson coûtera près de \$2.000.

Plus que le cancer, les scientifiques craignent les effets des BPC sur le foie et le système immunitaire des bébés. Tous les comités de santé des villages seront donc impliqués dans le programme de surveillance qui doit débuter dès le mois de mars avec des prélèvements de lait chez toutes les mères qui voudront bien participer.

L'étude du Dr Dewailly, du Centre hospitalier de l'université Laval, a relevé des taux de biphényles polychlores en concentration moyenne de 3.59 chez les Inuit du Nouveau-Québec alors que la norme reconnue par le ministère canadien de la Santé et du Bien-Être social est de 1.75 partie par million. Chez certaines femmes inuit, les concentrations étaient aussi élevées que 14.7 parties par million.

Au Conseil consultatif de l'environnement Kativik, on s'appête à demander au gouvernement fédéral de financer une recherche sur la cause de la contamination.

Réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard!

ÉCONOMISEZ

50\$

SUR NOTRE LITERIE EN ACHETANT UN LIT IKEA AVANT LA FIN DE FÉVRIER.

Non valable sur les lits pliants KABYSS.

Chez IKEA, on est Suédois alors on s'y connaît en matière de lit. Et la preuve que ça n'est pas une histoire à dormir debout, c'est notre lit BAKKEBY que voici.

D'autres preuves? Regardez sous la couverture...de notre catalogue. Vous y trouverez toute une variété d'autres lits très design.

Bien sûr, peu importe le lit IKEA que vous choisirez, vous pouvez dormir sur vos deux oreilles en ce qui concerne la qualité. Et voici maintenant une offre à faire rêver: en achetant vite votre lit chez IKEA, la literie 100% coton IKEA est à vous, pour 50\$ de moins!

Alors réveillez-vous...avant qu'il ne soit trop tard. Et passez de belles et bonnes nuits...à la suédoise!



519\$

BAKKEBY, lit en bois massif et aggloméré, le tout laqué blanc. 180 X 200 cm. Matelas et literie non compris.



Le bon sens à la suédoise

LE MONDE

Ottawa fait part de son «inquiétude»

OTTAWA (AFP) - Le secrétariat d'Etat aux Affaires extérieures a fait part au chargé d'affaires iranien à Ottawa de son « inquiétude » au sujet de l'appel à l'assassinat de l'écrivain Salman Rushdie lancé par l'ayatollah Khomeiny.

« Nous nous opposons à ce genre d'incitation à la violence. Si des gens se sentent offensés (par le livre), des recours légaux devant les tribunaux existent », a indiqué hier un porte-parole qui a précisé que le chargé d'affaires avait été contacté jeudi au téléphone mais n'avait pas été convoqué.

Le Canada et l'Iran ont renoué leurs relations diplomatiques en juillet dernier.

Par ailleurs, les douanes canadiennes ont annoncé hier que tout nouvel arrivage du livre controversé sera bloqué et que l'ouvrage sera lu en détail pour déterminer s'il ne contient pas des passages contrevenant à la loi sur l'incitation à la haine.



À Téhéran, de jeunes Iraniennes ont participé hier à une manifestation visant à condamner la publication du livre de Salman Rushdie.

Les Iraniens tentent de désamorcer la crise

(d'après AP, Reuter, AFP) - Même si Radio-Téhéran a annoncé hier que la récompense offerte par l'Iran pour l'exécution de l'écrivain Salman Rushdie, auteur des « Versets sataniques », a été augmentée à \$4,8 millions pour un étranger, et à \$7 millions pour un Iranien, le régime de Téhéran a donné hier l'impression de faire marche arrière ou, du moins, d'éviter une escalade de la crise.

En effet, le président Ali Ali Khomeiny a déclaré que Rushdie pourrait avoir la vie sauve s'il présentait ses excuses à tous les musulmans pour son « erreur ».

De son côté, le chargé d'affaires iranien à Londres, Akunzadeh Basti, a affirmé que la condamnation à mort prononcée mardi par l'ayatollah Khomeiny ne constituait qu'une « affirmation religieuse » qui avait été « mal interprétée » par les autorités britanniques. Basti a dit qu'il regrette la décision de la Grande-Bretagne de geler ses relations avec l'Iran et qu'il espérait que cette affaire « strictement religieuse et non politique » pourrait se régler

afin de permettre la normalisation des liens entre les deux pays.

Khomeiny a condamné à mort l'écrivain britannique d'origine indienne pour son livre qu'il juge blasphématoire pour les musulmans. L'ayatollah avait dit que c'était le devoir de tout musulman de tuer Rushdie.

Viking, la maison d'édition du livre controversé, a annoncé au milieu de la semaine qu'elle et l'auteur « regrettaient la détresse que le livre avait provoqué ». Mais la maison Viking ne s'est pas excusée d'avoir publié le livre.

En Grande-Bretagne, Rushdie et ses éditeurs, menacés de mort également par Khomeiny, sont

toujours sous la protection de la police.

Des excuses

C'est lors de la prière du vendredi à Téhéran que le président iranien a suggéré à l'écrivain de présenter ses excuses à tous les musulmans.

« Ce misérable n'a pas d'autre choix que de mourir, car il s'est dressé contre un milliard de musulmans et l'Imam (Khomeiny). Bien sûr, il peut se repentir, dire j'ai commis une erreur, demander pardon aux musulmans et à l'Imam. Alors, il est possible que les gens lui pardonnent », a-t-il déclaré. Khomeiny a toutefois averti les Iraniens de ne pas tenter de s'en prendre à l'ambassade britannique à Téhéran.

Soutien réclamé

De son côté, la Grande-Bretagne a l'intention de demander un soutien diplomatique aux autres pays de la CEE, lundi lors d'une rencontre à Bruxelles.

Le chargé d'affaires britannique à Téhéran, Nicholas Browne, a réaffirmé hier à Téhéran au ministre-adjoint des Affaires étrangères Mohammed Larjani que la déclaration de Khomeiny était « inacceptable ».

MOURIR ET RENAITRE CHAQUE JOUR
Dimanche 19 février, 11 h
Mercredi 22 février, 20 h
ECKANKAR®
CENTRE DE QUÉBEC
1368, ch. Ste-Foy, # 2
Entrée libre
681-8501
(message enregistré)

À CONSERVER!



À SUIVRE
EN PAGE A-13

LE RESEAU DES JEUNES ENTREPRENEURS

Troc



Monsieur Pierre Moreau

Directeur de la mise en marché pour les Restaurants Mario Antonetto

Chargé de cours en MARKETING à la faculté d'administration de l'université Laval

Titre de la conférence: Importance grandissante du MARKETING dans les entreprises de services et application pour les commerces de détail

Conférence: Le mercredi 22 février 1989

Accueil 18h45

Conférence 19h00

Lieu: Caron Bélanger Clarkson Gordon

1150, rue Claire-Fontaine, 6e étage

Coût: membre et non-membre: gratuit

Renseignements: Myriam Bégin 524-5151

CONSULTATION EN PSYCHANALYSE

Philippe Gaulin annonce à la population de la région de Québec l'ouverture de son cabinet de consultation en psychanalyse.

Originaire de Québec et chargé de cours à l'université, Philippe Gaulin est diplômé d'études doctorales de psychopathologie clinique de l'Université de Provence (affiliée à l'hôpital Ste-Marguerite de Marseille).

Il a terminé, à la fin de 1988, un séjour de recherche en Europe. Stagiaire dans plusieurs hôpitaux et membre du Centre Inter-Regional de Recherches en Psychopathologie Clinique (CIRPC), il a pu approfondir la technique psychanalytique et se spécialiser dans l'analyse et la clinique des psychoses.

La méthode psychanalytique est particulièrement adaptée pour l'analyse et le traitement des névroses (angoisses, phobies, obsessions), des perversions, des troubles du comportement et de la personnalité, de même que pour le traitement de symptômes et traumatismes.

Philippe Gaulin reçoit sur rendez-vous seulement, au 48, de la rue Saint-Pierre (Place Royale), vous pouvez le contacter au 692-0068.



Ma retraite

Été comme hiver.

"Parce que maintenant j'ai la vie devant moi et que je mords dedans à pleines dents, je me félicite d'avoir su investir, au fil des années, une grande partie de mes économies dans des REER. Grâce à ma caisse Desjardins, qui a toujours su m'offrir le type de REER approprié à mes exigences, je réalise enfin un vieux projet: jouer au golf été comme hiver."

En contribuant à un REER de votre caisse Desjardins, vous faites un placement sûr qui vous rapporte des intérêts à l'abri de l'impôt et vous procure des avantages fiscaux immédiats.

Pour protéger votre investissement des fluctuations de taux d'intérêt et obtenir un rendement moyen supérieur à long terme, demandez au conseiller de votre caisse de vous parler du **REER diversifié Desjardins®**. Cette formule de contribution des plus rentables vous permet de subdiviser votre dépôt en plusieurs unités de durées différentes, renouvelables chaque année en alternance, à un taux d'intérêt des plus élevés sur le marché.

Pour bien préparer votre retraite, c'est un REER de la caisse Desjardins qu'il vous faut.

*** NOUVEAU!** En exclusivité chez Desjardins, les sommes déposées dans ce type de REER sont admissibles à l'assurance-vie épargne Desjardins aux mêmes conditions que pour l'épargne à terme régulière.

La date limite pour contribuer à un REER est le 1^{er} mars 1989 inclusivement si vous désirez profiter d'une réduction d'impôt sur vos revenus de 1988.

15 mois
11 1/4%*
Minimum 500 \$
Intérêts versés à l'échéance

REER
DESJARDINS

L'épargne c'est la liberté

18 mois
11 1/2%*
Minimum 500 \$
Intérêts versés à l'échéance



La caisse populaire
Desjardins

* Taux recommandé par la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec à ses caisses populaires affiliées. Taux d'intérêt sujet à changement.

Le veto des USA au Conseil de sécurité sauve Israël

NEW YORK (AP.AFP) - Les Etats-Unis ont utilisé hier leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour empêcher l'adoption d'une résolution « déplorant vivement les politiques et pratiques persistantes d'Israël » dans sa répression du soulèvement palestinien dans les territoires occupés.

Les 14 autres membres du conseil, dont le Canada, ont voté en faveur du texte de la résolution dont le texte était particulièrement modéré.

Expliquant son veto, le Chargé d'Affaires américain Herbert Okun a déclaré que les Etats-Unis sont opposés à certaines pratiques israéliennes.

mis il a dit que la résolution était « déséquilibrée ».

De son côté, le représentant adjoint canadien Philippe Kirsch a déclaré que si le gouvernement d'Ottawa soutient fermement le droit d'Israël à la sécurité et l'existence, il n'est pas moins profondément préoccupé devant les violations persistantes des droits humains de la population palestinienne.

Pressions soviéto-afghanes sur les USA

MOSCOU (AP.Reuter.AFP) — Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a écrit une lettre au président américain George Bush pour lui demander sa collaboration pour faire cesser le conflit afghan, a indiqué hier un haut diplomate soviétique.

Alexander Bessmertnykh, vice sous-ministre aux Affaires étrangères, a dit que le « message individuel » transmis jeudi au président américain demandait son appui aux initiatives soviétiques pour en arriver à une solution négociée en Afghanistan. Moscou demande notamment aux Etats-Unis de cesser leurs envois d'armes aux rebelles et d'appuyer la formation d'un gouvernement transitoire représentatif. Nean-

moins, rien n'indiquait hier que Washington s'appretait à modifier sa politique afghane.

Le diplomate a ajouté que d'autres messages avaient été envoyés à la France, la Grande-Bretagne, la RFA et l'Italie pour demander de fournir une aide humanitaire et économique à l'Afghanistan.

L'URSS a aussi envoyé des messages à la Chine, l'Iran et le Pakistan, trois pays qui ont fourni

des armes et d'autres formes d'aide aux rebelles, a précisé le diplomate.

De son côté, le président afghan Najibullah a lancé un appel au peuple américain pour que les Etats-Unis cessent de fournir des armes aux moudjahidins.

« Le peuple d'Afghanistan a besoin de davantage de sympathie et d'assistance économique, pas de bombes et de canons », a déclaré Najibullah à la chaîne américaine de télévision NBC.

Politique inchangée

Le gouvernement américain a

confirmé avoir reçu le message de Gorbatchev, mais a réitéré son intention de poursuivre son soutien à la résistance.

Un haut fonctionnaire américain a déclaré hier que les fournitures d'armes aux rebelles se poursuivraient même si l'URSS cessait de soutenir le gouvernement de Kaboul.

Pour sa part, le porte-parole de la présidence Marlin Fitzwater a indiqué que le message du président soviétique repétait en termes généraux la position des Soviétiques sur l'arrêt de l'aide aux rebelles.

CHOISIS UNE CARRIÈRE D'AVENIR

TECHNOLOGIE DE L'ESTIMATION ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

- programme dans le domaine du bâtiment
- stage en milieu de travail
- le marché de travail est très ouvert



CEGEP DE DRUMMONDVILLE
960, rue St-Georges
Drummondville QC J2C 6A2
Tél.: (819) 478-4671

INSCRIPTION
au SRAM
le 1er mars

À CONSERVER!



QUI EST-IL?
A SUIVRE
EN PAGE A-15

SOLDE ILLUMINÉ

Faites la lumière!
MITOS, halogène
multidirectionnelle
300 watts
Noir ou blanc
#9919 Reg. 149\$

99\$

Cessez le travail
ou noir! Halogène,
50 watts
Noir ou blanc
Quantité limitée
et/ou sur commande
245 Reg.: 149\$

129\$

Allumez!
BLITZ, halogène
300 watts
Noir ou blanc
Reg. 249\$

169\$

Jouez la lumière...!
Petite halogène à
double intensité.
70 watts, Noir, blanc,
rouge ou jaune.
Quantité limitée
et/ou sur commande
2908 Reg.: 129\$

7999\$

La lumière refléchi!
Lampe de table.
Rouge, jaune, noir,
blanc.
Quantité limitée
et/ou sur commande
2350 Reg.: 38\$

2999\$

Pour les illumines!
MODO, halogène
50 watts, multi-
directionnelle.
Noir ou blanc.
#2156 Reg.: 299\$

259\$



Québec
Angle boul. Hamel/Henri IV
(418) 871 22 21

Levis, St David,
677, route Trans Canada (rte 132)
(418) 835 15 73

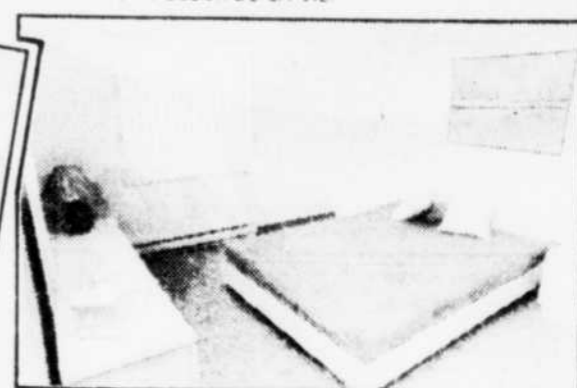
BIENVENUE AU MANOIR ARCHER

LA PLUS JEUNE RÉSIDENCE POUR PRÉ-RETRAITÉS ET RETRAITÉS



MANOIR Archer POUR UNE RETRAITE AU CŒUR DE LA VIE

SITUÉ À QUELQUES MINUTES SEULEMENT DES PRINCIPAUX CENTRES D'ACHAT DU BOULEVARD LAURIER À STE-FOY, LE MANOIR ARCHER PROFITE DE TOUTES LES COMMODITÉS EXISTANT DÉJÀ AUTOUR DE LUI. CETTE SITUATION GÉOGRAPHIQUE EXCEPTIONNELLE JUSTIFIE PLEINEMENT L'UTILISATION DE SON SLOGAN: CAR VIVRE AU MANOIR ARCHER, C'EST ÊTRE AU CŒUR DE LA VIE.

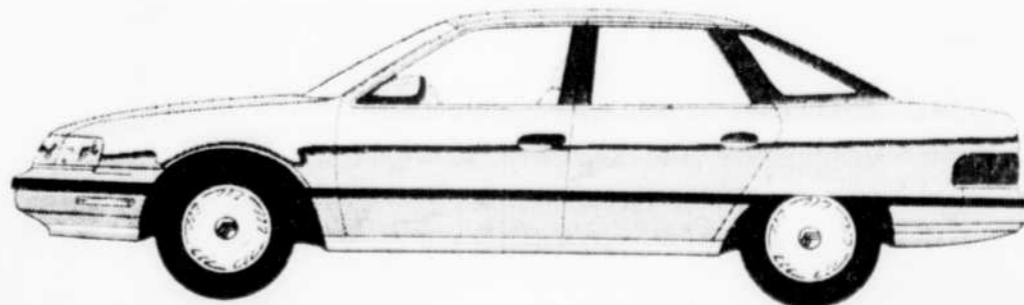


Le Manoir Archer,
657-2828

2828, GENERAL TREMBLAY STE-FOY G1W 4X2
VOISIN DU RESTAURANT CHEZ LORENZO
AU COIN DE LA ROUTE DE L'ÉGLISE ET DU BOUL. LAURIER

Une location-bail de classe

C'est évident, la Sable est une voiture bien étudiée et raffinée. Son style et ses performances sont impressionnants. Sous tous les angles, la Sable répond élégamment à vos besoins pratiques. Aujourd'hui comme demain. N'acceptez rien de moins!



MERCURY SABLE GS/89
avec EVP 411A*

LOCATION-BAIL **373\$**
PAR MOIS
SEULEMENT!

EQUIPEMENT COMPLET: Climatisation, moteur 6 cylindres 3L injection électronique, boîte-pont automatique avec surmultiples, radio électronique AM/FM stereo cassette, glaces teintées, glaces et verrouillage électroniques, programmeur de vitesse, volant réglable, deux retraceurs à télécommande électrique, essui-glacé à balayage intermittent et bien plus.

* Ensemble Valeur Plus — économisez 1672\$!

Vous en obtenez plus pour votre argent avec l'ensemble Valeur Plus 411A 2.352 \$ d'options pour 680 \$ seulement. Une économie de 1.672 \$ qui DIMINUE votre tarif de location total.



LES VOITURES NORD-AMÉRICAINES LES MIEUX CONSTRUITES HUIT ANS DE SUITE



LINCOLN - MERCURY - QUÉBEC - LÉVEL

1040 boul. Pierre-Bertrand Vanier 687 5544

L'atmosphère au-dessus de l'Arctique se porte mal

WASHINGTON (AP,AFP) - Des chercheurs ont déclaré hier que l'atmosphère au-dessus de l'Arctique présente des indications annonçant « une très importante destruction » de la couche d'ozone mais que leur étude de six mois n'a pas permis de découvrir un « trou » dans cette couche d'ozone, comme celui qui a été trouvé au-dessus de l'Antarctique.

En dévoilant leur rapport préliminaire, des membres de cette expédition internationale, coordonnée par la NASA, ont dit qu'ils craignaient que la destruction d'ozone au-dessus de l'Arctique se produise au cours des prochaines semaines.

Toutefois, « il n'y a pas de trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Arctique », a dit Robert Watson, un scientifique de la NASA et un des leaders de l'expédition. Des chercheurs canadiens ont récemment soutenu dans une étude qu'un tel trou était en voie de formation dans l'Arctique en raison

de la pollution atmosphérique. Watson a dit que son expédition n'avait pu arriver à une telle conclusion.

L'altération de la couche d'ozone stratosphérique risque d'aboutir à long terme à la destruction de plantes, d'animaux et d'augmenter chez les humains le nombre de cancers de la peau et de cataractes. Les principaux destructeurs de la couche d'ozone sont les chlorofluorocarbones, des agents chimiques qui entrent dans la fabrication de produits, tels que les aérosols, les réfrigérateurs et les systèmes d'air conditionné.



Le leader libyen Mouammar Kadhafi n'a pu retenir sa joie lors de la cérémonie de signature du traité instituant l'Union du Maghreb arabe.

Le Maghreb a son marché commun

MARRAKECH, Maroc (AP,AFP) — Après plus de 30 ans de vœux pieux, d'alliances fluctuantes et de conflits, les cinq pays d'Afrique du Nord ont finalement conclu, hier, un traité instituant l'Union du Maghreb arabe, sorte de marché commun aux dimensions politiques.

Le colonel libyen Moammar Kadhafi, le roi Hassan II du Maroc, le président algérien Chadli Bendjedid, le tunisien Zine el-Abidine Ben Ali et le mauritanien Maaoui Ould Sid Ahmed Taya ont paraphé les instruments du traité.

Le texte intégral du traité et de ses annexes n'a pas été rendu public.

La première présidence de l'UMA a été confiée au roi Hassan II. Les portes de l'union resteront ouvertes à d'autres partenaires mais à la condition expresse que ces nouvelles adhésions recuei-

lent l'unanimité des cinq pays signataires de l'acte constitutif.

Mercredi soir, Kadhafi avait souhaité juste avant le début du sommet que l'union soit étendue immédiatement à d'autres pays arabes, ainsi qu'au Tchad, au Soudan, au Mali et au Niger.

La constitution de cette Union du Maghreb arabe survient par ailleurs au lendemain de la création à Bagdad d'une autre alliance économique arabe, le Conseil de coopération arabe, qui regroupe l'Égypte, l'Irak, la Jordanie et le Yémen du Nord.

Les LAURIER DOLLARS FONT UNE heureuse!



Place Laurier est fière de vous présenter la gagnante du concours «Hawai, mon amour» dont le tirage a eu lieu le 14 février, jour de la St-Valentin.

Il s'agit de madame Louise Tessier de Saint-Étienne-de-Lauzon, hygiéniste dentaire, mariée et mère de 2 enfants. Grâce aux Laurier dollars, madame Tessier et son époux s'envoleront vers les îles romantiques Hawaï dès la fin avril. Félicitations à l'heureuse gagnante!

Faites comme madame Tessier, accumulez vos Laurier dollars, ils vous réservent encore bien d'autres surprises et qui sait, ils peuvent vous mener loin.

Les Laurier dollars sont là pour rester.

C'est payant de magasiner à Place Laurier!

Place  LAURIER

immensément sympathique!



Moi, j'épelle avec LAROUSSE

à CBV Bonjour

Tous les matins avec Robert Gillet à compter du 20 février

Une collaboration



Radio-Canada CBV 980/Québec

LE SOLEIL

JE SAIS CE QUE JE VEUX!

Je veux un cours collégial solide!
Je veux un DEC branché sur les nouvelles technologies!
Je veux mettre en pratique ce que j'apprends en collaborant à des projets et en effectuant des stages au coeur de l'industrie!

Le Collège LaSalle vous offre des programmes hautement reconnus, en français comme en anglais. Ces cours sont crédités en vue de l'obtention d'un DEC ou d'un CEC.

Établissement reconnu pour fin d'attribution de prêts et bourses du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Je choisis le Collège LaSalle!

Collège LaSalle
 2015, rue Drummond
 Montréal (Québec)
 H3G 1W7
 (514) 281-1919 ou
 1-800-363-3541



METRO PEEL



COLLEGE LASALLE



Un projet du Pentagone va à l'encontre des vues de Bonn

WASHINGTON (NYTNS) — Le Pentagone a réalisé les premières étapes du développement d'un nouveau missile nucléaire de courte portée, en dépit des réserves exprimées par l'Allemagne de l'Ouest, ont indiqué des responsables gouvernementaux.

Ce projet du Pentagone risque d'avoir des conséquences importantes sur la stratégie militaire, la limitation des armements et les relations avec les alliés européens des Etats-Unis, selon des sources tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement.

Les décisions clé au sujet du nouveau missile, destiné à remplacer le missile Lance actuellement déployé en RFA, ont été prises à la fin de novembre et en décembre.

Au moment où un net rapprochement se dessine entre la RFA et l'URSS, les autorités de Bonn savent que la population est opposée au déploiement d'une nouvelle génération d'armes nucléaires, d'autant plus que

l'accord américano-soviétique sur la destruction de ces missiles en RFA. Les responsables militaires américains ont déjà prévu de marquer le développement du missile dès l'année prochaine, bien que les constructeurs n'aient pas encore été choisis.

En Bref

■ Procès de North

WASHINGTON (AFP) - Le procès d'Oliver North, principal accusé de l'Irangate, commencera véritablement mardi, un accord étant intervenu hier sur le traitement des documents secrets que la défense veut produire, ont annoncé des sources judiciaires.

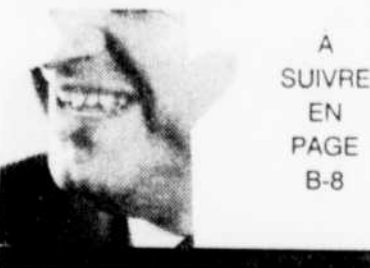
■ À Miami

MIAMI, Floride (AFP) - L'épouse et la fille du dictateur déchu du Paraguay Alfredo Stroessner sont arrivées hier matin à Miami où elles comptent résider. Selon des sources diplomatiques, Stroessner, qui vit actuellement en exil au Brésil, devrait les rejoindre sous peu.

La Jeune CHAMBRE DE COMMERCE
du Québec
CONFÉRENCE

La Jeune Chambre de Commerce du Québec Metro veut se faire connaître! Nous vous invitons à une conférence, le jeudi 23 février 1989 des 19h30 au salon O. Kiehl (rue Cadieux) Ville Vanier. A cette occasion, Monsieur René Roy fera connaître les objectifs de la Jeune Chambre ainsi que le travail effectué par chacun de ses comités. Si vous ou vos amis avez le goût de vous impliquer ou d'en savoir davantage, joignez-vous à nous pour cette soirée. Bienvenue à tous!

À CONSERVER!
QUI EST-IL?



A
SUIVRE
EN
PAGE
B-8

COUP DE COEUR



VIDÉOTRON AU COEUR DE LA TÉLÉVISION.

Vidéotron a plus d'une carte dans son jeu 38 services de programmation différents, un service après-vente garanti et gratuit et surtout une image sans nuage. De plus, Vidéotron vous propose des services additionnels adaptés à vos besoins: la deuxième prise pour la deuxième télé, la prise radio pour la télé en stéréo...

QUEBEC
847-4410

LEVIS
833-1920

EN REGION
1 800 463-1855



LES DOLLARS SONT DE LA PARTIE.

SI VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉS...

Obtenez un coupon-rabais de 30 \$ chez Distribution aux Consommateurs plus 13 semaines gratuites de TV Hebdo si vous vous abonnez au câble (avec ou sans cabloselecteur).

Où obtenez un coupon-rabais de 30 \$

chez Distribution aux Consommateurs, 13 semaines gratuites de TV Hebdo plus une cassette vidéo BASF si vous adhérez en même temps à Super Ecran.

SI VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉS...

Obtenez un coupon-rabais de 15 \$ chez Distribution aux Consommateurs, 13 semaines gratuites de TV Hebdo et une cassette vidéo BASF gratuite si vous adhérez à Super Ecran et faites en même temps un ajout de services (2ème prise, cabloselecteur, prise radio, etc.).

Où obtenez un coupon-rabais de 15 \$

chez Distribution aux Consommateurs et 13 semaines gratuites de TV Hebdo si vous faites un ajout de services.

Où obtenez un abonnement gratuit de 13 semaines à TV Hebdo et une cassette vidéo BASF gratuite si vous adhérez à Super Ecran.

Distribution aux Consommateurs participants

- 1870, rue d'Estimauville, Québec
- Place des Quatre Bourgeois, Ste-Foy
- 345, avenue Soumande, Vanier

CONCOURS COUP DE COEUR POUR LE MAROC.

Enjeu: 1 voyage d'une semaine pour deux à Agadir. Retournez le coupon ci-joint avant le 17 mars dûment rempli à: Vidéotron, 2200, Jean-Perrin, Québec G2C 1S4. Vous aurez la chance de gagner ce séjour au Maroc offert par Vidéotron en collaboration avec Aviatours. Bon voyage!

Le voyage, d'une valeur approximative de 2 000 \$ devra être effectué entre le 15 octobre et le 15 décembre 1989. Aucun achat requis. Aucun fac-similé ou reproduction acceptée.

AVIATOURS

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Code postal: _____

Telephone: _____

Vous trouverez les règlements du concours aux comptoirs Vidéotron.



Vidéotron

Que serait la télé, sans le câble!

MODE

Le Collège LaSalle est le seul établissement au Canada à pouvoir vous offrir trois programmes et six options de spécialisation en mode.

Dessin de mode

Votre signature en dira long! Apprenez à concevoir une collection, à sélectionner les tissus et à répondre aux besoins d'une clientèle ciblée.

Gestion de la production de la mode

(technique en génie industriel/vêtement)

Devenez un dirigeant d'entreprise dans le secteur du vêtement. Contrôle de la qualité, coût de la main-d'oeuvre, respect des échéanciers: tout ce qui touche à la réalisation d'une production de vêtements relèvera de votre compétence.

Mise en marché de la mode

Faites votre marque en affaires! Vos connaissances en mise en marché, achats, marketing feront de vous un atout incontestable pour tout commerce de mode.

GESTION HÔTELIÈRE/ RESTAURATION

Dirigez ce secteur en pleine évolution. Voilà ce qui vous attend après une formation complète orientée sur la gestion et basée sur la pratique. Un programme reconnu par l'industrie qui vous ouvre les portes sur une carrière dynamique dans un monde en plein essor.

TOURISME/VOYAGES

Devenez l'intervenant en voyage le plus efficace en ville! Apprenez la géographie du tourisme, les techniques de vente, la gestion et commercialisation ainsi que les systèmes informatisés de réservation les plus modernes.

TECHNIQUES DE BUREAU

Bientôt la perle rare indispensable au fonctionnement harmonieux d'un bureau, ce sera vous! Que vous optiez pour l'orientation en secrétariat ou celle en micro-informatique, vous pourrez répondre aux besoins d'une entreprise ultramoderne.

Inscrivez-vous!

Collège LaSalle
2015, rue Drummond
Montréal (Québec)
H3G 1W7
(514) 281-1919 ou
1-800-363-3541



COLLÈGE LASALLE

LE COLLÈGE LASALLE. UN ACCÈS PRIVILÉGIÉ AU MARCHÉ DU TRAVAIL.



Six mois de prison additionnels pour avoir proféré des menaces de mort

Après avoir écopé, mercredi, de cinq années de pénitencier pour six agressions sexuelles, Michel Aubrey, un individu de Québec âgé de 31 ans, a été condamné, jeudi, à six mois de détention additionnels pour avoir proféré des menaces de mort.

Le procureur de la Couronne, Me Helène Bouillon, avait réclamé une sentence de 15 mois pour ces

menaces proférées à l'endroit de l'un des six enfants victimes des agressions sexuelles, ainsi que du père de ce dernier. Après avoir été arrêté pour les agressions, Aubrey a téléphoné à ces personnes pour les menacer et a demandé à son

ex-concubine de trouver \$1,000 pour retenir les services d'un tueur à gages.

D'après lui, l'enfant avait menti durant son témoignage à l'enquête préliminaire. Son avocat, Me Jean Asselin, a toutefois soulevé

des doutes quant à la possibilité qu'avait Aubrey de mettre son projet à exécution.

Aussi a-t-il demandé au juge de ne pas imposer une sentence additionnelle aux cinq années dont il venait d'écopier.

Une fenêtre signée...
BOUCLAIR
 STORES PLUS DE 1 000 DOUILLETES STORES

HORIZONTALS
 en magasin (PVC 1 po)
 24 x 45 po 7⁹⁹ 24 x 64 po 14⁹⁹
 36 x 45 po 14⁹⁹ 27 x 64 po 15⁹⁹
 40 x 45 po 16⁹⁹ 36 x 64 po 21⁹⁹
 48 x 45 po 19⁹⁹ 40 x 64 po 23⁹⁹
 60 x 45 po 24⁹⁹ 48 x 64 po 28⁹⁹
 NOIRE, BLEU, BLANC, PÊCHE, GRIS ET ROSE
 BIEN D'AUTRES GRANDEURS EN MAGASIN

VERTICAUX
 POUR PORTE-PATIO
 • 75 x 84 po
 • en tissu
 • garantie de 3 ans
39⁹⁹

EN MAGASIN
 Unies, imprimées, à trou-trou ou d'allure contemporaine, elles sauront vous plaire.

29⁹⁹ à 244⁹⁹

La sélection la plus complète de stores PVC fabriqués sur mesure par **BOUCLAIR**. Choix de 3 modèles, uni, rayé, cannelé en PVC, courbé, 3 1/2 po. Beau choix de couleurs selon vos mesures.
TOUS À PRIX IMBATTABLES
PRÊTS EN 48 HEURES

DENTELLES - VOILAGES
 COUVRE-LITS ET DOUILLETES SUR ÉCHANTILLON «ROSDALE» et «LUBOTEX»
25% DE RABAIS

TOUS LES DRAPS
 UNIS ET IMPRIMÉS (vendus séparément)
 VOYEZ NOS BELLES IMPORTATIONS DE MARQUE — UTICA — WAMSUTTA — SPRINGMAID — CANNON
A PARTIR DE 14²⁴ (sauf les ensembles de draps)
20% DE RABAIS
 SERVICE DE DÉCORATION GRATUIT À DOMICILE Résidentiel et commercial **GRATUIT**
 Marchandises au même bas prix qu'en magasin
VENTE JUSQU'AU 25 FÉVRIER 1989

Bien d'autres spéciaux en magasin

VANIER, 365, Boulevard 681-0644
 SAINTE-FOY, 2975, boul. Laurier 653-6780
 LA CAPITALE, 5401, boul. des Galeries 678-6760
 NEUFCHÂTEL, angle de l'Oratoire et de l'Auvergne 843-9330
 LEVIS, 95, boul. Kennedy 833-4210
 CHICOUTIMI, 326, des Saguenéens 549-3535
 RIMOUSKI, 36, Montée industrielle 723-5151
 TROIS-RIVIÈRES, 3550, boul. des Forges (819) 376-8655
 SHAWINIGAN, 3493, boul. Royal 539-5471

le manoir MANRÈSE

RÉSIDENCE POUR LES RETRAITÉS
 CONFORT • SÉCURITÉ • BIEN-ÊTRE
 MAGNIFIQUE VUE SUR LES LAURENTIDES

Le temps est venu de vous faire plaisir et vous songez à choisir un appartement; nous vous offrons des services de qualité, adaptés à vos besoins.

- un choix de studios, 3 1/2 et 4 1/2 (semi-meublés)
- surveillance vidéo aux portes principales
- infirmières 24 heures/jour
- service de pastorale
- minibus
- activités sociales
- salle à manger (repas facultatifs)
- balcons individuels
- piscine intérieure
- salon de coiffure
- accommodation
- médecin, podiatre
- salons pour les loisirs et la détente
- bibliothèque
- service bancaire par la Caisse Populaire Belvédère

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 10 heures à 17 heures les samedis et dimanches de 13 heures à 17 heures
 Bureau de location: 700, avenue Murray, Québec
 Tél.: 683-6438

Venez visiter nos appartements modèles

le manoir MANRÈSE

LES REER À HAUT RENDEMENT DU TRUST ROYAL

“Pour profiter au maximum de son REER, il faut savoir tirer profit de bons conseils.”

Des taux élevés
 Le Trust Royal vous offre un vaste choix de REER à des taux d'intérêt des plus concurrentiels. Vous profitez ainsi d'un rendement élevé lorsque vous investissez dans l'un de nos REER.

Un placement sûr
 Le Trust Royal gère plus de 90 milliards de dollars d'actif et détient une cote* de solvabilité A++. Le Trust Royal représente sans contredit une des institutions financières les plus sûres au pays.
 *Cote décernée par la Société canadienne d'évaluation de crédit.

Des conseils d'experts
 Nos conseillers financiers vous aident à mieux préparer votre retraite en vous offrant des conseils d'experts et le plus vaste choix de REER sur le marché. Vous pourrez ainsi choisir les outils de placement qui conviennent le mieux à vos besoins.

DÉPÔT À TERME
11 1/4%**
1 AN
 **Taux sujet à modification



Vous avez tout à gagner! Avec un PS/2 IBM et Trust Royal.
 Le Trust Royal vous donne la chance de gagner un ordinateur système personnel 2 IBM modèle 25 dans chaque succursale!

Voici un ordinateur facile à utiliser, idéal pour la maison, l'école ou le bureau. Cet ensemble, à la fois puissant et compact, offre une très grande variété de solutions informatiques. Passez nous voir aujourd'hui même... il y a un ordinateur à gagner dans chaque succursale!
 Aucun achat requis. Le concours se termine le 1^{er} mars 1989. Pour tous les détails, passez à l'une de nos succursales. Inscrivez-vous à la Règle des lettres et courses du Québec.
 IBM et son logo, depuis l'International Business Machines Corporation, IBM Canada Limited, sont des marques déposées.



Agissez vite! La date limite pour contribuer à un REER est le 1^{er} mars 1989.

Montréal 6301, boul. René-Lévesque Ouest 876-2525 1155, rue Sherbrooke Ouest 388-8282 5285, chemin de la Reine-Marie 487-5733 6955, rue St-Hubert 270-1137	Ville-Mont-Royal 110, chemin Capigny 731-6889 Westmount 443, rue Sherbrooke Ouest 876-2505 4945, rue Sherbrooke Ouest 487-2600 Ville-LaSalle Carré-Hor Angrignon 364-2151	Ouest de l'Île 280, avenue Dorval Dorval 434-4740 420, boul. St-Charles Brossard 694-2014 Complexe Pointe Claire boul. St-Jean et Transcanadienne 697-4114	Ville-d'Anjou Les Colonnades d'Anjou 353-5882 Laval Le Carrefour Laval 687-8880 1131, boul. de la Concorde Dorval 661-8110	Repentigny Place Repentigny 581-7252 Rive-Sud Mail Champlain Brossard 453-9780 Les Promenades St-Bruno 653-8959	Centre d'Action Régional Châteauguay 691-2100 Québec 1122, chemin St-Louis Sillery 681-7241 Place Laurier Ste-Foy 658-1013	1674, d'Estimauville Québec 667-7318 Sherbrooke 25, rue Wellington Nord 569-9371 Carrefour de l'Estrie 821-4541 277, chemin Knowlton Knowlton 5141-243-5635	Trois-Rivières 1300, rue Notre-Dame 378-4145 Jonquière Le Promenade 2876, Place Davis 548-3108 Hull 425, boul. St-Joseph 770-4437
---	--	--	--	---	---	---	---

Audiences sur le racisme de la police ontarienne

Les Amérindiens crient à l'injustice

THUNDER BAY (d'après PC) — Il y a deux sortes de justice au Canada : une pour les Blancs et l'autre pour les Amérindiens, a soutenu hier une porte-parole autochtone devant le groupe de travail ontarien sur la police et le racisme.

Marlene Pierre a relaté l'histoire de Stanley Shingebis, âgé de 37 ans, battu par la police après avoir été arrêté pour ivresse sur la voie publique, il y a près de deux ans. Les coups qu'a reçus ce dernier, finalement acquitté, l'ont rendu quadraplégique.

Un agent de la police provinciale ontarienne a été acquitté d'agression grave, mais un juge examine la possibilité d'imposer des mesures disciplinaires et deux autres officiers sont passibles de sanctions analogues.

Même si Thunder Bay est à 1.400 kilomètres de Toronto, ou

les tensions raciales ont été à l'origine de la création du groupe de travail, les audiences ont permis d'entendre des témoignages sur le racisme de la police étonnamment semblables à ceux qui ont été livrés ailleurs dans la province.

La situation des autochtones du nord de la province est tragique, a affirmé Mme Pierre, qui est l'ex-présidente du Conseil ontarien des autochtones sur la justice.

Elle a d'ailleurs reproché au groupe de travail de ne pas passer

d'avantage de temps dans la région pour entendre des témoignages directs des actes de racisme commis à l'encontre des autochtones, qui vont des injures racistes aux fausses arrestations par la police, a-t-elle dit.

Terry Walls, agent de police de Thunder Bay, a déclaré aux audiences d'hier que les problèmes que connaissent les autochtones de cette ville sont assez typiques des communautés de tout le nord de l'Ontario.

**AUCUN
COMPTANT
AUCUN
INTÉRÊT
ET NE PAYEZ
QU'EN JUIN 1989*!**

VENTE GRAND REMUE-MÉNAGE

BORÉAS 

- Choix de 16 couleurs
- Garantie de 5 ans

19⁹⁵
V.C.

L'AIR DU TEMPS 

- Choix de 96 couleurs
- Garantie de 5 ans

23⁹⁵
V.C.

Mesures à domicile
sans frais**

PRISMA

- Sans cirage
- Garantie de 5 ans

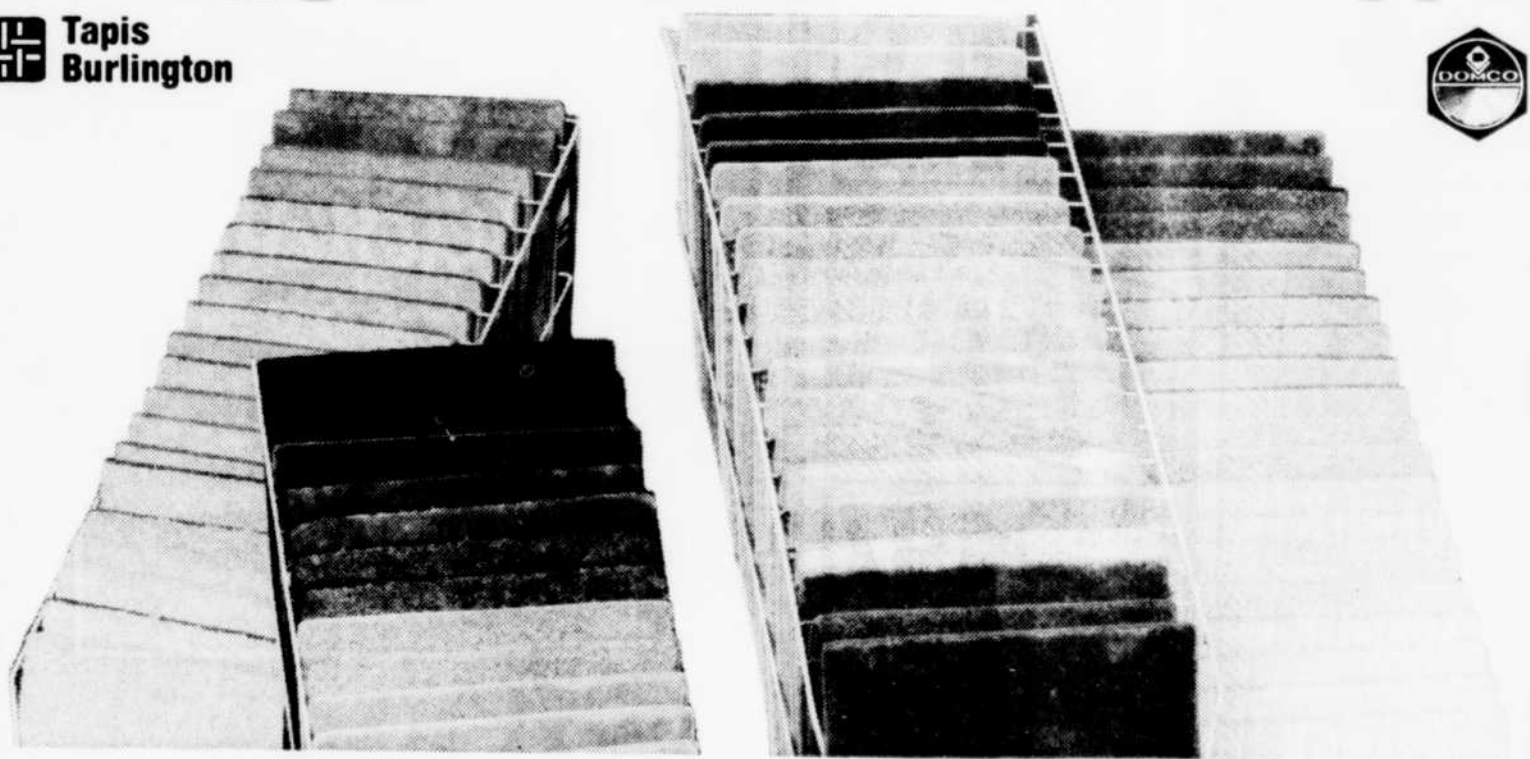
18⁹⁵
V.C.

VISTA

- Sans cirage
- Garantie de 5 ans

11⁹⁵
V.C.

 **Tapis Burlington**



Plusieurs autres spéciaux en magasin.
Plus de 65 spécialistes au Québec.

Il est possible que certains magasins n'offrent pas tous les produits illustrés ici.

Installation professionnelle et garantie écrite par nos experts accrédités auprès des différentes instances gouvernementales.



* Offre assujettie à certaines conditions. Voir détails en magasin.

** Mesures à domicile sans frais dans un rayon de 25 km de votre spécialiste en recouvrement de plancher.

LA COULEUR QUE VOUS CHERCHEZ.

BEUCEVILLE: PLANTE & FRÈRES INC.
448, 1^{re} Avenue - (418) 774-6102

BEAUPORT: COUVRE-PLANCHERS ORLÉANS INC.
5, côte Saint-Grégoire - (418) 663-3147

CHARLESBOURG: COUVRE-PLANCHER DES FAUBOURGS
4600, boul. Henri-Bourassa - (418) 622-4001

CHARNY: J. PIERRE FILION INC.
496, 18^e Rue - (418) 832-2591

DONNAONA: DÉCORATION PIERRE
95, rue de l'Église - (418) 285-0231

LÉVIS: DÉCOR TAPIS SIMON INC.
6, route Trans-Canada Ouest - (418) 833-4818

SAINTE-FOY: LE HALL INTERNATIONAL DU TAPIS
728, rue de Brabant - (418) 656-6375

EXPO HABITAT

LE PLUS GRAND SALON DE L'ANNÉE À QUÉBEC

- CONSTRUCTION
- RENOVATION
- DÉCORATION
- SALLES DE BAIN
- ARMOIRES DE CUISINE
- SOLARIUM
- SERRES
- MATÉRIAUX
- PORTES ET FENÊTRES
- CHAUFFAGE
- AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR
- AMEUBLEMENT
- COUVRE-PLANCHER
- FOYERS
- REVÊTEMENT EXTÉRIEUR
- ETC.

**POUR
SE RENSEIGNER
ET FAIRE
DE BONNES AFFAIRES**

LES MEILLEURS SPÉCIALISTES

SOUS UN MÊME TOÏT

PLUS D'EXPOSANTS,

PLUS DE VARIÉTÉ

TOUS LES NOUVEAUX PRODUITS,

TOUTES LES NOUVELLES IDÉES

HEURES D'OUVERTURE:

SAMEDI, LES 18 ET 25: 11h00 À 22h30; DIMANCHE, LE 19: 11h00 À 22h30; LUNDI À VENDREDI, LES 20, 21, 22, 23 ET 24: 13h00 À 22h30; DIMANCHE, LE 26: 11h00 À 18h30.

4,50 \$ ADMISSION GÉNÉRALE; 4,00 \$ ÂGE D'OR ET ÉTUDIANTS SUR PRÉSENTATION D'UNE CARTE; 0,00 \$ ENFANTS DE MOINS DE DOUZE ANS ACCOMPAGNÉS D'UN ADULTE.



LE SOLEIL

**17 AU 26 FÉVRIER
PARC DE L'EXPOSITION**

APCHA

ASSOCIATION PROVINCIALE DES CONSTRUCTEURS D'HABITATIONS DU QUÉBEC INC.

VENEZ VISITER



À VENDRE AU PLUS OFFRANT - VALEUR DE 140,000 \$

MAISON ET TERRAIN AU PROJET CENTRE-VILLE DE SAINT-AUGUSTIN

RABAIS D'INTÉRÊT DE 5,000 \$ - FINANCEMENT: FIDUCIE DESJARDINS



CONSULTEZ LA CIRCULAIRE 
VOTRE OUTIL D'ÉCONOMIE GARANTIE

COTON-TIGE POUR BÉBÉ
Q-tips
 180
 AU CHOIX

Q-TIPS
 Coton-tige
 Rég. x 180
 Pour bébé x 60

FACIAL TISSUE
MOUCHOIRS 8/99
 RC Mouchoirs de poche 2 épaisseurs
 15 COUNT x 2 PLY
 15 COUNT x 2 PLY
 2 ÉPISSEURS x 15

ÉCONOMISEZ 75¢
 A l'achat de protégé-dessous STAYFREE régulier ou avec désodorisant x 30 AU CHOIX

199
 AVEC COUPON

SANS COUPON 274

Limite de 1 coupon par client Valable du 19 au 25 février '89
 Remboursement A C Nelson

L'ORÉAL excellence

EXCELLENCE de L'ORÉAL
 Shampoing colorant couleurs assorties 1 application

499
 AU CHOIX

FREE HOLD de L'ORÉAL
 Mousse coiffante, 150 g
 Fixatif non-aérosol, 200 ml
 Gelée coiffante, 125 ml

299
 AU CHOIX

économe
 Détergent liquide rose pour la vaisselle 1 L

.99

Bounce
 Assouplisseur en feuille parfumé ou inodore 60

499
 AU CHOIX

Polaroid
 Vidéo

469
 AU CHOIX

Mirage
 Soya Oil margarine Huile de Soya

.79

MIRAGE Margarine à l'huile de soya 454 g

Caramilk

169
 AU CHOIX

NEILSON ou CADBURY
 Barres de chocolat emballage multiple

BRADOSOL
 Pastilles antiseptiques saveurs assorties 20

197
 AU CHOIX

On trouve de tout... même un ami

JEAN COUTU

* Limite 3 par client * Valable du 19 au 25 février '89

Québec: 2000, boul. Ste-Anne, 1455, Charbon Ste-Foy, Carrefour Les Saules, 4517, 1^{er} Avenue, 5, Marie de l'Incarnation, Neufhâtel, Neufhâtel, Charlesbourg, Carrefour, 8540, boul. Henri-Bourassa, Beauport, Carrefour, Beauport, Ste-Foy, Carrefour, Place des Quatre-Bourgeois, Ste-Anne, 10516, Ste-Anne, Lévis, 24, Charles A. Cadieux, Montmagny, 75, Tache, Riv. du Loup, 240, LaFontaine.

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux valides au comptoir seulement. Si un article venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à demander un bon de garantie de prix "Mille Excuses". Le texte prévaut en tout temps. Illustrations à titre indicatif seulement. Mille excuses, la loi nous défend de vendre certains produits identifiés par une étiquette vert lime dans nos succursales; lundi, mardi, mercredi après 18h, jeudi, vendredi après 21h30, samedi après 17h et le dimanche, sauf Ontario et Nouveau-Brunswick. Pas de vente aux marchands.

Baisse de 12 % du taux d'homicides au Canada

OTTAWA (PC) — Le Centre canadien de la statistique juridique rapportait, hier, la commission de 565 homicides en 1988 au Canada, soit le nombre le plus bas depuis 1973.

En tenant compte de l'accroissement de la population, cela équivaut à un taux d'homicides de 2,2 par 100.000 habitants, le taux le plus faible depuis 1969.

une diminution de 12 % par rapport au total de 642 homicides enregistrés l'année précédente, et de 13 % par rapport à la moyenne des 10 dernières années, qui était de 647 homicides.

Pour la première fois en 25 ans, aucun policier n'a été tué dans l'exercice de ses fonctions au Canada, l'an dernier. En 1987, trois agents de la paix avaient été tués, et la moyenne s'était maintenue à quatre décès par an pendant la décennie antérieure.

Comme par le passé, ce sont les provinces de l'Ouest du pays et les territoires du Nord qui ont enregistré les taux d'homicides per capita les plus élevés, et la région des provinces de l'Atlantique, les taux les moins élevés. Le Québec (149 homicides, 2,2 par 100.000 habitants) et l'Ontario (180 homicides, 1,9 par 100.000 habitants) figuraient à mi-chemin entre les deux.

Ce total de 565 homicides (meurtres, homicides involontaires et infanticides), représente

SCIENTOLOGIE

Venez découvrir comment

"Mieux vivre dans un monde agité"

lors d'un séminaire donné le:
 27 février 1989, à 19h30
 Auberge des Gouverneurs, Ste-Foy
 Entrée libre
 Conférenciers invités:
GUY PÉLOQUIN et
PIERRE LEFRANÇOIS dirigeants d'entreprises

Gouvernement du Canada / Government of Canada
 Ministre d'État à la Jeunesse / Minister of State for Youth
 Jean J. Charest



Un défi de taille attend les employeurs:

créer un emploi pour un étudiant cet été. Le gouvernement du Canada, en collaboration avec les provinces et les territoires, offre à cet égard des subventions aux employeurs admissibles. Téléphonnez dès aujourd'hui au Centre d'Emploi du Canada le plus près de chez vous. • Date limite de présentation des demandes: le 10 mars 1989.

Canada

LES DOSSIERS

La présence francophone dans les Territoires du Nord-Ouest

Beaucoup plus qu'une simple affaire de nombre

Les chiffres sont accablants. Une goutte d'eau dans l'océan. Voilà ce que représentent les francophones dans ce « pays de glaces » que sont les Territoires du Nord-Ouest (TNO). Mais une goutte d'eau qui çà et là fait de grosses bulles qui occultent l'océan.



par Monique GIGUÈRE

La goutte d'eau représente 1,290 francophones sur 52,240 habitants. Étrangement, l'importance des francophones dans les Territoires est identique à celle des francophones en Amérique du Nord : 2,5 % de la population totale. La différence, c'est qu'en Amérique du Nord, les francophones sont concentrés en une province, le Québec, tandis que dans les TNO, ils sont éparpillés sur tout le territoire qui fait le tiers de la superficie totale du Canada.

Fait exceptionnel pour une minorité, les Franco-ténois, loin de diminuer, continuent de croître malgré l'absence quasi totale de services en français dans ce Grand Nord officiellement bilingue. « Entre 1981 et 1986, le nombre de Franco-ténois a augmenté de 13,2 %, soit la plus forte augmentation au pays, une hausse de loin supérieure au 1,3 % enregistré au Québec », fait observer, au cours d'une entrevue, Denis Perreault, auteur d'un rapport sur les services en français dans les TNO, une étude commandée par la Fédération francoténoise (FFT) en collaboration avec le gouvernement des TNO et le Secrétariat d'État du Canada.

Pendant toute l'année 1988, à la tête d'une équipe d'une vingtaine de personnes, Denis Perreault a sillonné l'Arctique visitant 12 communautés de Tuktoyaktuk, sur la mer de Beaufort, au-dessus de l'Alberta, à Iqaluit, aux portes du Groenland, au-dessus du Québec. Son mandat consistait à consulter la population francophone pour déterminer quels services elle souhaitait se voir offrir par le gouvernement territorial, ou le français a été proclamé, en 1984, l'une des deux langues officielles.

Des statistiques inquiétantes

Au premier coup d'oeil, le tableau que brosse l'équipe Perreault de la présence des francophones dans les Territoires est plutôt alarmant. Sur les graphiques, écrasés par les anglophones et les autochtones, les Tenois de langue maternelle française forment une mince couche au bas de chaque colonne illustrant la situation linguistique.

Cette couche, quand c'est la langue d'usage et non la langue maternelle qui est considérée, devient un filet à peine perceptible. De 1,290, le nombre de francophones faisant encore usage de leur langue chute dramatiquement à 575, ne représentant plus que 1,1 % de la population. A titre d'indication, Statistique Canada signale que dans la capitale de l'Est, Iqaluit, seuls 140 francophones sur 210 vivent encore en

français; à Yellowknife, la capitale, ce sont 140 sur 390 qui font encore un usage courant de leur langue maternelle; à Inuvik 65 sur 120; à Fort Smith 15 sur 115; à Norman Wells zéro sur 20.

« Malgré une augmentation de la population francophone, ces communautés voient constamment diminuer l'usage du français », constate le rapport. Le taux de transfert vers la langue anglaise est de 55,4 %, ce qui signifie que plus de la moitié des francophones qui vont habiter les Territoires sont assimilés à l'anglais. « Nanisivik, Iqaluit et Inuvik sont les trois seules communautés qui conservent plus de 50 % de francophones d'origine qui font encore un usage important de leur langue. Les communautés francophones de Yellow-



Denis Perreault a visité 12 communautés Tuktoyaktuk.

nif et de Hay River conservent seulement au tiers l'usage de leur langue. A Norman Wells, grand centre d'exploration pétrolière, le taux de transfert du français à l'anglais atteint les 100 %, ce qui est forcément le taux le plus élevé des Territoires.

Une réalité mal reflétée par les chiffres

Refusant de déclarer forfait malgré des chiffres aussi peu encourageants, le directeur du Comité de consultation soutient que ces statistiques sont ultra-conservatrices et reflètent mal la réalité. « La population francophone est sous-estimée », affirme Denis Perreault. Ainsi, à Iqaluit, les francophones ne seraient pas 210 comme l'indiquent les chiffres officiels, mais au-delà de 500. Le politologue explique cette sous-évaluation de deux façons. « Dans les Territoires, signale-t-il, les gens sont en perpétuel déplacement. Ils passent une partie de leur vie dans les avions, ce qui les rend difficiles à chiffrer. » La deuxième raison tiendrait à une certaine confusion entre langue maternelle et langue d'usage. Beaucoup de francophones mélangent les deux, prétend-il, parce que partout dans le Nord l'anglais est la langue de travail et que les Franco-ténois sont tous bilingues. L'anglais langue d'usage est un fameux miroir aux alouettes. « Des gens qui se côtoyaient depuis 10 ans au travail s'étaient toujours adressés la parole en anglais, raconte le res-

ponsable de la recherche. Ils ont été les plus étonnés de découvrir leur commune origine francophone lors du passage de notre groupe dans leur communauté. »

Faibles numériquement, les francophones des TNO possèdent un atout qui compense en partie leur fragilité : une situation sociale supérieure. Contrairement à ce qui se passe chez les minorités francophones des provinces, les Franco-ténois sont plus scolarisés que les anglophones et mieux rémunérés, avec le résultat que dans les communautés à forte concentration francophone, ils sont souvent surreprésentés dans des secteurs clés comme les services, les communications et l'éducation. A Yellowknife, la capitale, dit l'auteur, la présence francophone est très manifeste, insiste le chercheur. A Iqaluit, grand centre de services où s'approvisionnent les petites communautés environnantes, « le maire est francophone, le responsable de la police fédérale est francophone et, à l'aéroport, ça se passe autant en français qu'en anglais ». « Il n'est pas évident que le français ne soit pas la langue de la majorité blanche à Iqaluit », va jusqu'à avancer Denis Perreault, expliquant qu'à travers toutes les langues parlées dans ce hameau nordique, l'inuktituk, l'anglais, le chinois, le vietnamien et quoi encore, le français se défend finalement fort bien.

Un vrai multiculturalisme

Le fait est que les TNO, et c'est là leur singularité, sont le plus parfait exemple de multiculturalisme au pays. Les langues premières de la majorité des habitants ne sont ni l'anglais, ni le français, mais les langues autochtones, huit au total, six langues dénés et deux inuit, l'inuktituk et l'inuvialuit. S'ajoutent à cela, selon le cas, l'allemand, le polonais, l'ukrainien, le japonais. « Il ne faut pas se le cacher, beaucoup d'étrangers vont dans le Nord pour faire de l'argent. Ils sont très présents dans l'hôtellerie et la restauration et largement propriétaires », signale le politologue. Pas plus que le français donc, l'anglais n'est la langue de la majorité même si elle est la langue d'usage. A ce titre cependant, elle gruge petit à petit les autres langues et l'anglicisation, si rien n'est fait pour endiguer son expansion, risque de devenir un phénomène irréversible. Les francophones dans ce capharnaüm linguistique sont une minorité parmi d'autres qui luttent contre la domination anglaise.

Les Dénés et les Inuit, qui représentaient 49,8 % de la population des Territoires en 1971, ne représentent plus que 40,3 % contre 53,6 % d'anglophones, avec un taux de transfert linguistique de 25,2 %. En chiffres absolus, les autochtones ne sont plus que 20,975 contre 27,890 anglophones.

En ce qui regarde la minorité francophone, le directeur de la « Grande Tournée » dans le Grand Nord est catégorique : « Les Canadiens français d'hier



Le bilinguisme de Rankin Inlet, au bord de la baie d'Hudson, c'est l'anglais et l'inuktituk. Le français n'a pas encore droit de cité.

et les Franco-ténois d'aujourd'hui ont contribué et contribuent encore à valoriser le Nord comme espace de vie. Leur culture a pris racine dans l'histoire de

l'Arctique longtemps avant la constitution des TNO. Ils appartiennent à l'espace nordique. » Aussi estime-t-il que les gouvernements n'ont pas le droit de se

retrancher derrière le petit nombre de francophones dans les Territoires pour leur marchandiser les services dans leur langue.

Priorité à l'école française

Dans les Territoires du Nord-Ouest, sauf pour les autochtones, la population se vide aux quatre ans. Plus de francophones iraient s'établir dans l'Arctique pour y vivre et mourir si seulement un minimum de services leur étaient offerts dans leur langue.

« Beaucoup de gens refusent des postes dans le Nord parce qu'il n'y a pas d'école française », affirme le directeur de la vaste enquête commandée par la Fédération franco-ténoise (FFT) en prévision de la mise en oeuvre, en 1990, du statut bilingue des TNO. Après avoir interrogé plus de 200 personnes représentant plus de 20 % de la population active francophone, c'est l'éducation qui est ressortie de la consultation comme premier secteur à franciser, suivi de la santé, des communications et des services d'information gouvernementaux.

« D'instinct, les Franco-ténois ont majoritairement retenu comme secteurs prioritaires à privilégier l'éducation et les communications, deux secteurs clés pour la survie de toute minorité culturelle et linguistique », a commenté, au cours d'une entrevue, le directeur du Comité de consultation, Denis Perreault, qui doit reprendre la route de Yellowknife le 24 février pour participer à la première réunion de travail sur la mise en application des recommandations de son rapport déposé en décembre. Cette première rencontre réunira autour d'une même table, outre M. Perreault, une quarantaine de personnes dont le nouveau secrétaire d'État à Ottawa, Gerry Weiner, le ministre responsable de la Culture et des Communications dans le gouvernement des Territoires, Titus Allooloo, et le président de la Fédération francoténoise, Fernand Denault.

Bataille pour une école

La bataille pour l'école française dans le Grand Nord est cependant d'ores et déjà commencée. C'est Yellowknife, avec ses 390 Franco-ténois, qui bat la marche. « Les francophones de Yellowknife se sont fixés septembre comme échéance, signale le chercheur. Dans l'immédiat, ils

reclament des classes françaises pour les six premières années du primaire. » Mais à plus long terme, la communauté francophone de la capitale demande la création d'une véritable école française, de la maternelle à la fin du secondaire. Yellowknife, il n'est pas sans intérêt de le souligner, est située dans la région de Fort Smith qui regroupe la plus forte concentration de francophones des Territoires. Leur nombre frise les 800.

La demande de classes françaises s'est révélée l'une des grandes constantes tout au long de l'enquête qui s'est déroulée en deux étapes entre le 15 avril et le 16 juin 1988. En gens décidés à ne pas s'y laisser prendre, « les Franco-ténois font la distinction entre les écoles françaises destinées aux francophones et les écoles d'immersion pour anglophones considérées comme de véritables écoles d'intégration à la langue de la majorité », souligne Denis Perreault dont l'une des principales recommandations vise précisément la mise sur pied, à la grandeur des TNO, d'un réseau scolaire français dirigé par une commission scolaire autonome, un réseau qui offrirait de la maternelle à la fin du secondaire en français.

Des ondes piratées

Du côté des communications, les francophones des Territoires n'ont guère eu plus de chance qu'en éducation jusqu'ici. Radio-Canada n'offre aucun service de radio ou télévision en français. Seule Télé-Métropole peut être syntonisée sur le câble. Cette situation, jugée inacceptable, est dénoncée par l'équipe de recherche qui recommande que la société d'État rende ses émissions accessibles à tous les francophones des Territoires. Le rapport souhaite également qu'un plus grand choix de signaux de radio et de télévision franco-

phones permettant de capter TV5, Radio-Québec et Télévision Quatre-Saisons soit offert aux Franco-ténois.

« Les francophones de l'Arctique sont conscients que, sans support des médias radiophoniques et télévisés dans leur langue, l'assimilation est inévitable », signale Denis Perreault. Pour l'instant, l'Est des Territoires a trouvé un moyen ingénieux de se tirer d'affaire. Le rumeur veut, en effet, qu'à Iqaluit les employés de Bell piratent les ondes de Radio-Canada grâce à une soucoupe qu'ils auraient eux-mêmes installée et qu'ils entretiendraient à leurs frais. Le plus croustillant de l'histoire, c'est que loin de se plaindre de ce petit accroc aux règles, la société d'État aurait plutôt proposé l'Est en exemple à l'Ouest. C'est la Fédération des Franco-ténois qui, dit-on, a décliné l'offre, estimant que le Nord avait droit, au même titre que le reste du pays, à des services en français de la part de la société radio-canadienne.

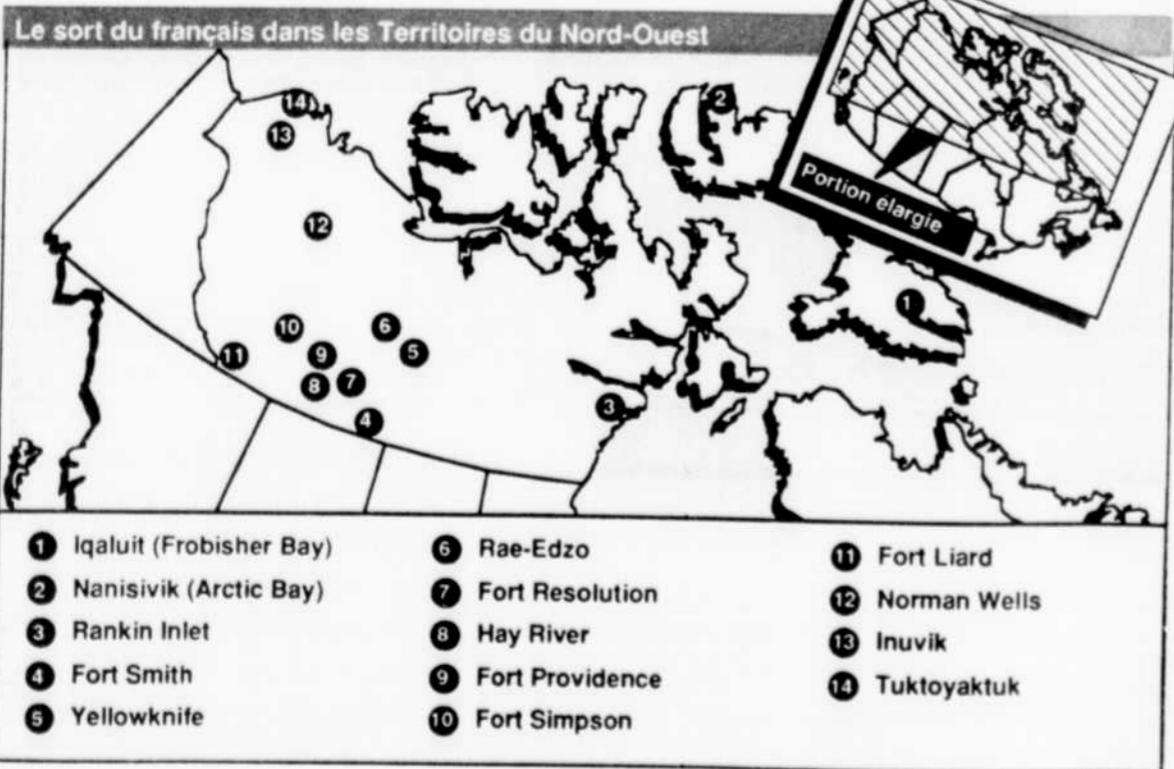
Un ombudsman

En matière de santé, le rapport Perreault recommande la présence dans les Territoires de médecins francophones et d'au moins une personne francophone à l'admission dans les hôpitaux, dans les salles d'urgence et les dispensaires. Quant à l'information gouvernementale, les Franco-ténois demandent essentiellement l'accès à toute la documentation dans leur langue.

De toutes les recommandations, la plus originale touche la création d'un poste d'ombudsman chargé de promouvoir le français dans les TNO et de surveiller la mise en application de la loi sur les langues officielles.

Il ressort de l'enquête que l'avenir du français dans les Territoires laisse les Franco-ténois plutôt sceptiques. Leur grande crainte, c'est que le gouvernement des TNO ne fasse rien de plus que le minimum pour leur assurer des services dans leur langue. Une telle situation, si elle devait se produire, serait d'autant plus regrettable qu'avec la dé-

Suite A-20, Priorité...



La succession de Turner crée déjà pas mal de remue-ménage

L'action ne manque pas dans le camp libéral fédéral par les temps qui courent. Et pas besoin de chercher de midi à quatorze heures pour trouver l'origine du mouvement. La course à la direction du parti est officiellement ouverte. John Turner a beau ne pas vouloir annoncer maintenant qu'il quittera la politique active avant les prochaines élections, c'est l'évidence qu'il n'a pas d'autre choix.



Pierre-Paul NOREAU

Le sondage Gallup, rendu public jeudi, fait une éloquente démonstration de l'impopularité de l'ex-ministre des Finances. Pres des deux tiers des Canadiens estiment qu'il devrait démissionner. La suggestion est partagée par 58 % des partisans du Parti libéral du Canada (PLC).

Cette situation n'est pas une surprise pour Jean Chrétien, Paul Martin ou toute autre personne s'intéressant un tant soit peu à la direction de la formation libérale. Les chevaux doivent maintenant s'approcher de la barrière.

M. Martin s'est donc attaqué à son problème de notoriété. Ses récentes apparitions publiques aux quatre coins du Canada et ses prises de position dérogeant de la ligne officielle du parti sur le libre-échange l'ont vite placé sous les feux des projecteurs. Il n'est d'ailleurs pas le seul à vouloir se démarquer avec ce thème. Son collègue manitobain, Lolyd Axworthy, lui aussi un candidat non déclaré, a utilisé ce même sujet.

De son côté, le p'tit gars de Shawinigan se concentre plutôt sur la dimension organisationnelle et sur les nécessaires alliances qu'il doit tisser pour atteindre son objectif. Sur le plan public, il a avantage à être dis-

cret afin de faire oublier qu'il s'est évertué à empoisonner l'existence de John Turner au cours des dernières années, nuisant ainsi à son propre parti.

A ce chapitre, Paul Martin se veut d'une blancheur quasi virginale. Il n'y a pas de course à la direction du parti et je suis un indéfectible de John Turner, repète-t-il à qui veut l'entendre. Cela ne l'empêche pas cependant de suggérer une nouvelle approche au sujet du libre-échange. Elle heurte de plein fouet celle défendue avec acharnement par John Turner au cours de la dernière élection. « Il faut tourner la page, a-t-il suggéré, et sortir le PLC du cul-de-sac dans lequel il s'est engagé en dénonçant le libre-échange sans offrir d'alternative. »

Cette position a le grand mérite d'être axée sur l'avenir et de devenir une avenue de réconciliation entre le parti libéral et les Québécois résolument « libre-échangistes ». Elle est aussi une main tendue au milieu des affaires. Le réalignement suggéré par le député de LaSalle-Emard a d'ailleurs été bien reçu à l'extérieur des cadres du parti. Au sein des troupes libérales toutefois, plusieurs n'ont pu réprimer des grincements de dents, tout particulièrement en Ontario.

Jean Chrétien est aussi de ceux qui ont durement vilipendé le pacte commercial avec les Américains. Il y a donc déjà la matière à confrontation avec Paul Martin qui croit personnellement que « le gâchis du libre-échange peut être corrigé. »

Mais ce n'est vraisemblable-



Candidat à la succession de John Turner, Paul Martin jouera à fond la carte du Québec, estiment les observateurs.

ment là que le prélude à la véritable bataille. Celle-ci opposera ultimement dans la course à la direction du PLC deux conceptions éloignées du rôle du gouvernement central au Canada. Jean Chrétien loge à l'enseigne de Pierre Trudeau, celle du Canada central fort. Voilà pourquoi il s'oppose d'ailleurs à l'accord de Lac-Méech qu'il considère comme une dilapidation des pouvoirs fédéraux au profit des provinces. Pour l'instant, les Québécois le choisissent tout de même majoritairement comme leur successeur favori de John Turner.

Paul Martin, pour sa part, va jouer à fond la carte du Québec. La machine libérale provinciale de Robert Bourassa est déjà

prête à n'importe quoi pour défendre l'ex-acolyte de Trudeau. Le nouveau député de la région de Montréal agira donc pour ne pas froisser les intérêts québécois. Le fort sentiment anti-Lac-Méech prévalant chez les libéraux de plusieurs autres provinces pourrait cependant lui nuire et favoriser son adversaire.

Mais il faudra attendre jusqu'au signal officiel du départ pour en savoir plus long et pour voir aussi ceux qui pourraient sérieusement mêler les cartes en sautant dans l'arène avec ces deux protagonistes.

Le PLC, quant à lui, a déjà commencé à retirer des bénéfices de la course à venir avec une remontée de sa cote de popularité nationale de 5 % en un mois.



Gil COURTEMANCHE

Le chantage des intégristes triomphe de Salman Rushdie

On pourrait l'appeler « le livre qui tue », ce roman de Salman Rushdie, « Satanic Verses » qui a mérité à l'auteur une condamnation à mort et qui a provoqué le décès de six personnes au Pakistan.

Le romancier d'origine indienne, qui vit maintenant à Londres, a réclamé la protection de Scotland Yard, la tournée de promotion qu'il devait effectuer aux États-Unis a été annulée et son éditeur français a reporté indéfiniment la publication de l'ouvrage maudit. « Satanic Verses » est déjà interdit dans la majorité des grands pays musulmans et un ministre du gouvernement progressiste de Mme Bhutto veut interdire les activités de la maison d'édition Viking dans tous les pays où l'Islam règne. La censure la plus extrême remporte déjà des victoires, y compris dans ces bastions des libertés que sont la France et les États-Unis.

Peu importe, comme le souligne Youssef Ibrahim du New-York Times, que cette aberration soit une manœuvre politique de Khomeiny pour réaffirmer son rôle de protecteur de l'Islam, le mal est déjà fait. Des gens réfléchis et sérieux ont plié devant la menace, ils ont cédé à ce nouveau genre de chantage terroriste. Ce faisant, ils lui ont donné encore plus de potentiel et d'attrait.

Ce triste épisode va aussi contribuer à consolider en Occident la vision de plus en plus déformée que l'on a de l'Islam et, par association, du monde arabe, même si l'Iran et le Pakistan ne sont pas des pays arabes. Même au Canada des porte-paroles zélés contribuent à cet inconscient travail de sappe. Je pense au président de l'Association pakistanaise du Québec qui a déclaré que le roman de Rushdie est une « saloperie » qui devrait être interdite, même s'il admet ne pas avoir lu le livre, tout comme les milliers de personnes qui réclament la mort de son auteur.

Ces gens sont plus soucieux d'utiliser cet incident pour maintenir leur image de leader dans des communautés déracinées et isolées ou miner la position de gouvernements modérés comme celui de Mme Bhutto. Ces gens réussissent aussi à faire croire à plusieurs que l'intégrisme musulman EST l'Islam. Or, ce retour à une interprétation minoritaire et passeiste de la religion de Mahomet est un phénomène relativement nouveau et isolé dans l'histoire de l'Islam. Il ne représente pas plus le message de cette religion que l'Inquisition et le fascisme de l'Opus Dei franquiste ne représentaient la morale du Christ.

Les manifestations violentes de l'Islam, ou du moins les événements qu'on y relie, prennent bien plus leurs sources dans les stratégies politiques de régimes totalitaires ou de mouvements « révolutionnaires » que dans les versets du Coran. Les appels à la « djihad », la guerre sainte, sont bien plus le fruit d'un programme politique que d'un credo religieux qui en parlant de « djihad » utilise un terme qui signifie « effort sur le chemin de Dieu ».

D'ailleurs, dès la deuxième sourate (chapitre) du Coran, le prophète est clair: « En matière de religion, pas de contrainte », dit-il, au verset 257.

La recrudescence du fondamentalisme islamique n'est pas très différente du phénomène relativement nouveau, lui aussi, des « born again christians » aux États-Unis, ou au militantisme des Juifs ultra-orthodoxes en Israël. A travers le régime iranien ou le groupe des Hezbollahs au Liban, cette ferveur religieuse extrême atteint des sommets terrifiants qu'il faut combattre par tous les moyens, mais il y a là un phénomène social et culturel qui n'est pas prêt de disparaître.

Chez tous ces gens, le retour à Dieu dans ce qu'il a de plus absolu et de plus vengeur constitue l'ultime sécurité, le dernier refuge pour des identités qui se sentent menacées. Petit fermier en faillite du Midwest américain qui voit les bases de son univers s'écrouler, immigré pakistanais dont les enfants regardent des films pornos à la télévision londonienne, jeune Tunisien qui se fait tabasser par la police française parce qu'il est arabe, tous ces déracinés culturels sont de la graine d'intégristes.

Ce sont eux qui demanderont à Dieu de punir les sidatiques qui manifestent dans les rues de Washington, eux qui iront brûler en groupe un livre dont ils n'ont jamais entendu parler ou qui iront se réfugier à la Grande mosquée de Paris pour écouter, compréhensifs, un mollah qui leur dira que leur existence est menacée et qu'il faut exorciser les démons.

Pendant ce temps, des gens bien organisés, bien financés, suivant des plans froidement calculateurs ou bêtement opportunistes, profitent du grand désarroi. Aux États-Unis, ils imposent les mains et guérissent à la télévision avant de courir dépenser leur argent au motel, en Grande-Bretagne, les protestataires qui souvent sont illettrés signent des formulaires imprimés et des députés travaillistes assistent à l'autodafé du livre de Rushdie pour assurer leur réélection. En Iran, l'ayatollah rassure ceux qui pensaient depuis le cessez-le-feu que la modération était en train de s'installer, en ordonnant l'assassinat d'un écrivain. Tout cela sous le couvert de la religion.

Il y a quelques semaines, Rushdie déclarait à un journaliste: « On ne peut laisser des événements comme ceux-là changer notre vie, sinon nous sommes perdus ». Rushdie aujourd'hui se cache, les Français ne liront pas son livre et les terroristes sont interviewés respectueusement à la télévision. Ils ont déjà un peu gagné.



Des milliers d'Iraniens manifestent devant l'ambassade britannique à Téhéran contre la parution du livre de Salman Rushdie «Satanic Verses».

Les regroupements municipaux connaissent un regain d'intérêt

Deux cent cinquante-six cités et villes; 1.496 cantons, paroisses et villages; 10.708 maires et conseillers. Un ratio d'un élu pour 607 habitants.



Gilbert LEDUC

La multiplication d'entités municipales au Québec mène inexorablement au décapement des services publics, à l'accroissement du fonctionnarisme, ainsi qu'à des aberrations au plan de l'aménagement urbain. Une situation qui se traduit par une majoration perpétuelle du compte de taxes du contribuable.

Une région, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, a pris le taureau par les cornes pour réduire le nombre exagéré de villages et de paroisses qui tapissaient sa contrée. Depuis 1965, 60 unités territoriales, la plupart relevant de l'ensemble « village-paroisse », c'est-à-dire deux municipalités dont l'une entoure entièrement l'autre, se sont fusionnées pour créer 26 unités de regroupement. Aujourd'hui, sur la carte régionale, il ne reste plus qu'Albanel village et Albanel

paroisse. Une demande de regroupement est à l'étude au ministère des Affaires municipales (MAM).

« Le Saguenay-Lac-Saint-Jean doit servir d'exemple », proclame le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), M. Camille Rouillard. L'organisme mène une campagne tambour battant en faveur des regroupements volontaires afin que les municipalités conservent leur mission de pôle de développement régional. « Il y a trop d'entités municipales pour la population à desservir », constate M. Rouillard.

Le dépôt du projet de regroupement de Lévis et de Lauzon et les clin d'oeil du maire de Québec, M. Jean Pelletier, aux élus de la banlieue en vue d'une unification des forces vives sur le territoire de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) ont secoué les puces d'un vieux dossier qui fait soudainement la manchette avant de s'évanouir à nouveau jusqu'à la prochaine secousse. A la CUQ, depuis la restructuration territoriale de Charlesbourg et de Beauport, en 1976, le discours sur le regroupement provoque

des haussements d'épaules. Sur la Rive-Sud, les interminables études sur d'innombrables projets de fusion font partie du folklore politique. Cette fois, il semble que le vieux rêve du maire de Lévis, M. Vincent Chagnon, se réalisera.

Courage politique

Selon M. François Gélinas, directeur du service de l'organisation municipale au MAM, cinq ou six regroupements se concrétisent annuellement au Québec depuis 1986. Ils s'ajoutent aux 147 unités de regroupement qui se sont réalisées à partir de 337 municipalités depuis 1965. Ces données ne tiennent compte que des regroupements volontaires et non pas des réorganisations territoriales constituées par des lois spéciales comme ce fut le cas à Charlesbourg, Beauport, Baie-Comeau ou Rouyn-Noranda.

Une vingtaine de projets de regroupement sont présentement à l'étude au MAM, dont quelques-uns concernent des municipalités de la région de Québec.

« Force est de constater que plus de la moitié des projets qui ont fait l'objet d'une analyse sont ensuite laissés sur les tablettes par les édiles », affirme M. Gélinas. Manque de courage politi-

que? « On craint tout simplement de se mettre le bras dans le torse », répond le fonctionnaire.

Le président de l'UMQ prétend qu'il faut une bonne dose d'abnégation de la part des élus pour « officialiser » de vieilles fréquentations au risque de perdre les privilèges rattachés à la fonction politique. « C'est un pas très difficile à franchir sur le plan politique », confesse M. Rouillard.

Incitatifs insuffisants

Par respect de l'autonomie municipale, le gouvernement ne pointe pas d'arme à la tempe des villes, villages et paroisses pour l'unification des administrations locales.

Par le biais de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, le MAM offre, sans frais et sans aucune obligation, une assistance technique pour la conception d'un rapport de faisabilité. Une aide financière sera apportée pour supporter les coûts liés au regroupement.

« Si le gouvernement est conséquent avec sa volonté d'inciter les municipalités à se regrouper, il devra accroître sa participation financière », estime M. Rouillard. Un avis partagé par M. Philippe Lainé, un conseiller municipal lévisien qui redoute l'impact du mariage avec Lauzon sur la charge fiscale de ses commettants. Déjà, dans les années soixante-dix, M. Lainé réclamait que Québec verse \$1 million par année, pendant cinq ans, pour la fusion de Lévis-Lauzon-Saint-David. La subvention qui sera allouée à Lévis-Lauzon advenant la concrétisation du regroupement sera de \$1,2 million pour cinq ans. A titre indicatif, Beauport et Charlesbourg recurent respectivement \$1,6 et \$1,5 million entre 1976 et 1979.

Le président de l'UMQ ajoute que Québec devrait mettre la pédale douce au niveau de ses exigences légales afin de favoriser le regroupement des villes de moins de 5.000 habitants. Il fait notamment allusion à l'obligation des municipalités de plus de 5.000 âmes de se doter d'un service de police.



La fusion forcée de Baie-Comeau-Hauterive en 1981 a donné lieu à des manifestations mémorables.

20 % des crimes reconstitués à la télévision sont résolus

MONTREAL (d'après PC) — Le programme Info-Crime, qui invite les citoyens à fournir des informations à partir de la reconstitution d'un crime dans les médias d'information, a permis de résoudre environ 20 % des causes soumises au public depuis huit mois.

Ces reconstitutions ont entraîné entre autres l'arrestation d'un individu qui avait commis 31 vols qualifiés et aussi contribué à solutionner deux meurtres commis sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

M. Jean Riopel, directeur des enquêtes spécialisées au Service de police de la CUM, a dévoilé ces informations hier, au cours d'une conférence de presse, en faisant un premier bilan des huit mois d'existence d'Info-Crime à Montréal.

Des programmes semblables, connus sous le nom de «Crime Stoppers», existent déjà depuis quelques années aux États-Unis et dans d'autres villes canadiennes. On estime que le taux de solution moyen des actes criminels s'élève généralement à 10%.

Depuis l'instauration du programme, les responsables du pro-

gramme communautaire ont reçu 1.272 appels, qui ont permis de résoudre sept des 37 cas soumis aux télespectateurs. En tout, 63 personnes ont été interpellées grâce aux renseignements communiqués, et 56 d'entre elles ont par la suite été accusées. On a retrouvé pour près de \$25,000 de marchandises volées et environ \$8,000 de drogue. La moitié des informations ont été jugées suffisamment sérieuses pour être confiées aux services de police.

M. Riopel s'est dit très heureux de ces premiers résultats et de la collaboration du public. Selon lui, le succès de ce programme mis sur pied conjointement par le Bureau de commerce de Montréal, le service de police de la CUM et les stations de télévision Quatre-Saisons et CFCF, relève principalement du fait que l'on garantit l'anonymat des informateurs.

Autres crimes

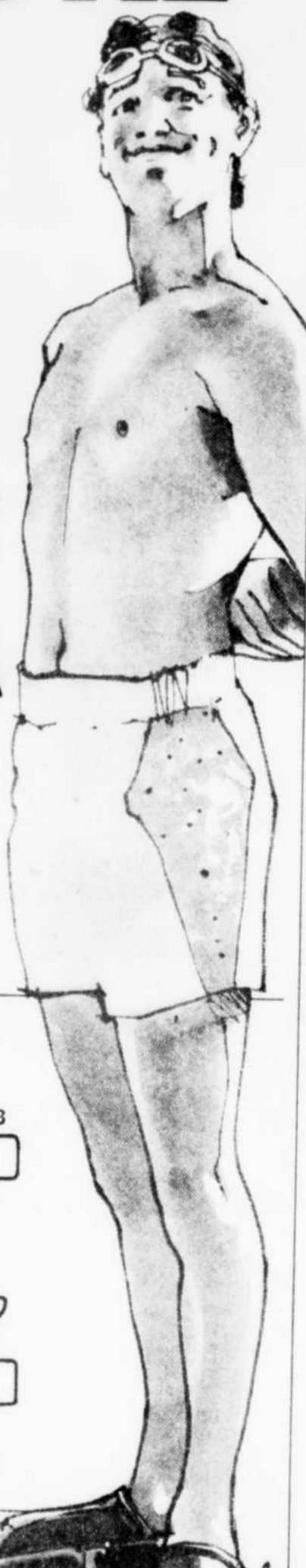
Une grande partie des renseigne-

ments qui sont fournis étaient également reliés à des crimes bien différents de ceux qui étaient reconstitués dans les médias. C'est qu'à la fin de chaque capsule diffusée à la télévision, on demande aux gens de communiquer des renseignements sur le crime reconstitué ou tout autre acte illégal dont ils sont au courant.

On s'est également rendu compte que très peu de gens s'étaient prévalu du système de récompenses mis en place pour encourager la population à transmettre des indices. Seulement 19 récompenses ont été versées, pour un montant total de \$6,675. Chacune d'entre elles variait de \$50 à \$1,000.

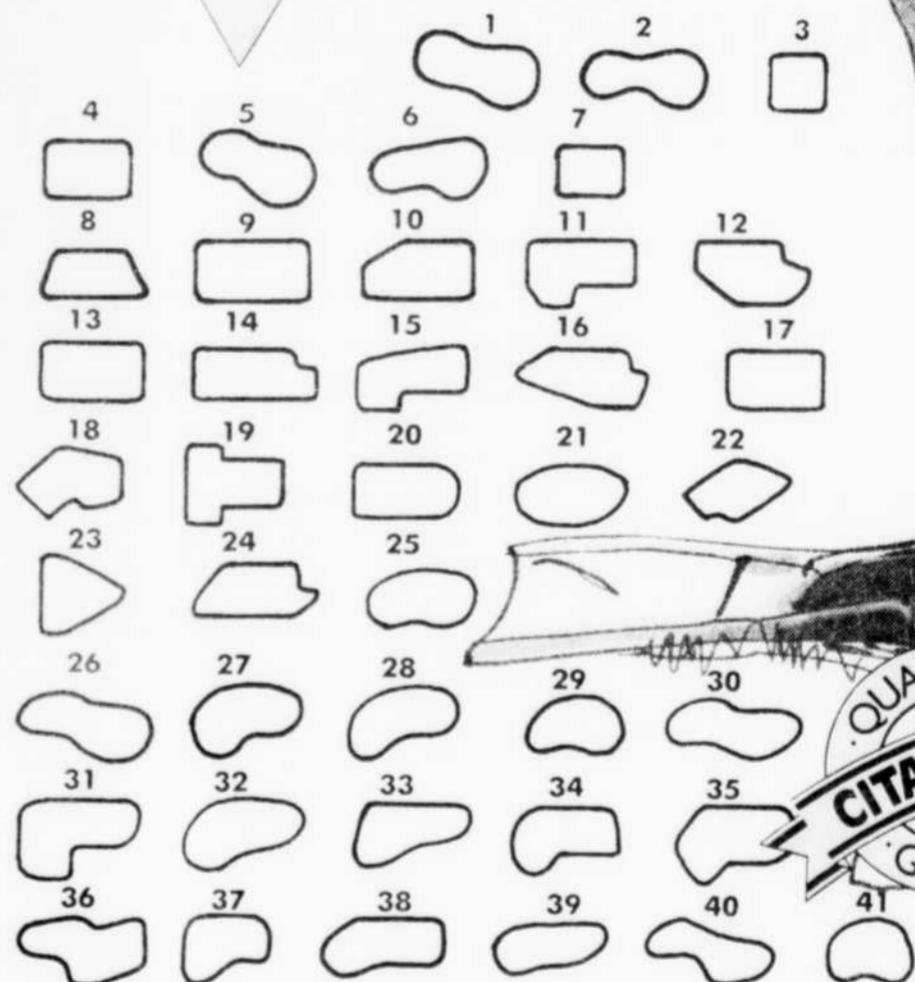
Outre les capsules d'environ 90 secondes présentées durant les bulletins de nouvelles de Quatre-Saisons et CFCF, Info-Crime travaille également en collaboration avec La Presse et The Gazette, qui publient des scénarios de crimes chaque semaine, et la station de radio CKAC, qui diffuse également des scénarios sur les ondes.

87 FAÇONS DE RENDRE VOTRE VOISIN JALOUX



LORSQU'IL CONSTATERA QUE VOUS AVEZ CHOISI L'UN DE NOS 87 MODÈLES DE PISCINE CREUSÉE PARMIS LES COLLECTIONS PLATINUM OU ESTIVALE.

À PARTIR DE 8999\$



QUALITÉ GARANTIE
CITADELLE
PLUS 46 AUTRES MODÈLES...

Vanier
687, boul. Pierre Bertrand Sud
687-4270

Lévis
50, route Trans-Canada Ouest
833-0165

Victoriaville (Arthabaska)
54, rue Girouard
357-8344

Thetford Mines
842, boul. Smith Sud
335-9166

Jonquière
3535, boul. St-François
547-2635

Notre-Dame-des-Pins
4160, route Kennedy
774-9514

Lundi au mercredi: 9h00 à 18h00
Jeudi et vendredi: 9h00 à 21h00
Samedi: 9h00 à 17h00
Dimanche: 11h00 à 17h00

Le département de meubles de patio est fermé le dimanche.



CENTRE

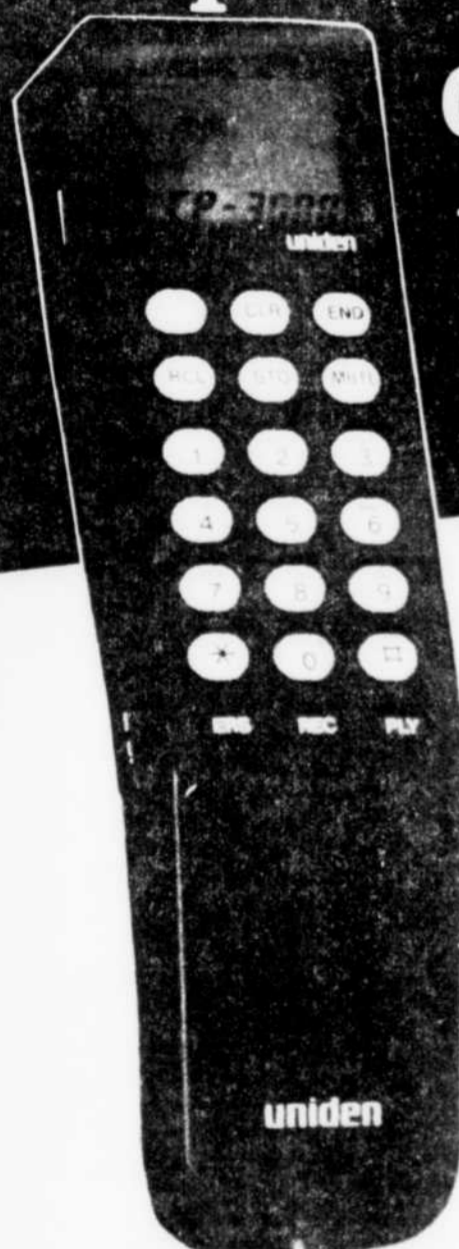
CITADELLE

N°1 SUR TOUTE LA LIGNE

loto-québec		Résultats	
Provincial	Tirage du 89/02/17	La Mini	Tirage du 89/02/17
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
4284195	1 000 000 \$	654774	50 000 \$
284195	10 000 \$	54774	5 000 \$
84195	1 000 \$	4774	250 \$
4195	100 \$	774	25 \$
195	25 \$	74	5 \$
95	10 \$		
Le billet donne droit à cinq tirages consécutifs.		65477	1 000 \$
		6547	100 \$
		654	10 \$
		Quatre-Saisons	Semaine du 89/02/11
		3	4
		SAMEDI	694 1999
		LUNDI	702 9410
		MARDI	414 1848
		MERCREDI	367 4926
		JEUDI	996 0168
		VENDREDI	700 9097

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Une offre exclusive du plus important détaillant de téléphones cellulaires!



- * 300 minutes gratuites
- * Garantie de 5 ans
- * 832 canaux
- * Répondeur automatique
- * Service G. Lebeau partout au Québec

Installation et antenne incluses
\$1,295*

* Offre valable jusqu'au 30 mars 89 et applicable sur modèle Uniden CP 3000 seulement.

Modèle CP 3000 uniden

G. Lebeau COMMUNICATIONS
DIVISION DU GROUPE T.C.G. (Québec) INC.

CENTRE DE SERVICE SPÉCIALISÉ

2700, Jean-Perrin, bureau 101
(Centre Métrobec, aut. de la Capitale)
Québec

843-0000

DISTRIBUTEURS AUTORISÉS

Lévis 170, rue Kennedy 833-7777	Sainte-Foy 980, de Bourgeois 658-4530	Neufchâtel 800, boul. du Commerce 842-2332
Québec 100, rue Saint-Jacques 522-6816	Montmagny 111, rue Saint-Jacques 248-8959	Charlesbourg Rues de la 150, rue Paragard 627-5555
Giffard 100, rue Estimaillé 661-1774	Trois-Rivières 471, boul. Royal 378-2791	Drummondville 380, boul. St-Jacques 478-4911
	Victoriaville 551, rue Saint-Jacques 752-4593	Shawinigan 570, rue Saint-Jacques 539-8331

CENTRE DE SERVICE CANTEL